



Analyse commune de pays

République centrafricaine

Février 2022



NATIONS UNIES
République centrafricaine



Table des matières

ACRONYMES	4
BREF APERÇU DE LA RCA	5
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
INTRODUCTION GÉNÉRALE	10
1. CONTEXTE DU PAYS	13
2. VISION ET ALIGNEMENT DES PRIORITÉS NATIONALES SUR L'AGENDA 2030	15
3. PERSONNES LAISSÉES POUR COMPTE ET LES FACTEURS D'EXCLUSION	1617
3.1. Populations les plus pauvres	1718
3.2. Victimes d'exaction et d'abus des droits de l'Homme	Error! Bookmark not defined.18
3.3. Minorités ethniques	1719
3.4. Victimes de la traite des personnes	1819
3.5. Victimes de discrimination basée sur le genre	1819
3.6. Aspects liés à l'âge	1820
3.7. Personnes accusées de sorcellerie	2021
3.8. Réfugiés, personnes déplacées internes (PDI) et retournées	2022
3.9. Personnes en situation de handicap	2122
3.10. Personnes vivant avec le VIH	2123
3.11. Personnes souffrant de troubles mentaux	2223
3.12. Détenus	2224
4. ANALYSE DES PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ODD	2425
4.1. Dimension Population	2425
4.1.1. Développement social	2425
4.1.2. Analyse de l'exclusion	3536
4.2. Dimension Prospérité	3940
4.2.1. Processus de la transformation économique	3940
4.2.2. Commerce et intégration régionale	4243
4.2.3. Finances publiques et système financier en difficulté	4344
4.2.4. Emploi des jeunes et protection sociale	4445
4.3. Dimension Planète	4748
4.3.1. Exploitation des ressources naturelles : source de dégradation de la nature	4748
4.3.2. Dégradation de l'environnement et changement climatique	4748
4.4. Dimension Paix	4849
4.4.1. Analyse des conflits à répétition	4849
4.4.2. Conflits liés à l'exploitation des ressources minières	5253
4.4.3. Conflits liés à la transhumance	5253
4.4.4. Problème de gouvernance perturbant le processus de construction d'un État de droit	5455
5. PRÉVENTIONS ET LIENS ENTRE L'HUMANITAIRE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA PAIX	5758
5.1. Nécessité d'une stratégie de stabilisation	5759
5.2. Mise en œuvre du Nexus Humanitaire, Développement et Paix	5759
5.2.1. Transferts monétaires et filets sociaux	5859
5.2.2. Prévoir, gérer et répondre ensemble aux catastrophes naturelles	5860
5.2.3. Solutions durables	5960
6. PARTENARIATS ET MOBILISATION DES RESSOURCES	6162
6.1. Faible mobilisation des ressources internes	6162
6.1.1. Faibles recettes propres de l'État	6162
6.1.2. Emprunts nationaux publics ou privés (dette intérieure)	6263
6.2. Faible mobilisation des ressources extérieures	6364

6.2.1.	Investissements directs étrangers (IDE)	6465
6.2.2.	Aide Publique au Développement (APD)	6465
6.2.3.	Transferts entrants de la diaspora	6465
6.3.	Avantages comparatifs des Nations Unies	6465
6.4.	Coûts de mise en œuvre des ODD	6667
7.	ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE DES RISQUES INHÉRENTS À LA MISE EN ŒUVRE DES ODD	
	6768	
7.1.	Volatilité de la situation sécuritaire due à la résurgence des conflits	6768
7.2.	Faible gouvernance politique et économique	6869
7.3.	Faible résilience aux chocs et résistance aux changements	6869
	CONCLUSIONS : PRINCIPAUX DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD	7071
	ANNEXES	7576

Table des figures

Figure 1: Schéma de regroupement des ODD autour des 5 P	Error! Bookmark not defined.15
Figure 2: Carte de redéploiement des fonctionnaires	3940
Figure 3: Schéma du Nexus humanitaire, développement et paix en RCA	5758

Table des graphiques

Graphique 1: Situation de droits de l'Homme entre juillet 2020 et juin 2021	Error! Bookmark not defined.18
Graphique 2: Evolution de la proportion des enfants non enregistrés à l'état civil(%)	1920
Graphique 3: Evolution des mouvements de populations.....	2022
Graphique 4: Evolution de la population carcérale en instance de jugement (%).....	2224
Graphique 5: Evolution de l'incidence de la pauvreté selon les deux tendances (actuelles et ODD)	2526
Graphique 6: Evolution du taux de pauvreté selon les tendances ODD et vision RCA 2050	2627
Graphique 7: Evolution du nombre de personnes menacées par l'insécurité alimentaire (en million)	2728
Graphique 8: Evolution du taux de mortalité maternelle en RCA (pour 100 milles naissances vivantes)	
.....	2930
Graphique 9: Evolution du taux de la mortalité infanto-juvénile (%)	3031
Graphique 10: Evolution du taux net de scolarisation F1	3435
Graphique 11: Taux d'abandon à la fin de chaque cycle d'étude.....	3536
Graphique 12: Evolution du taux net de scolarisation au F1 par sexe (%)	3738
Graphique 13: Structure de l'économie centrafricaine	4041
Graphique 14: Structure du secteur primaire	4142
Graphique 15: Evolution des indicateurs économiques	4243
Graphique 16: Evolution de taux de sous-emploi	4647
Graphique 17: Evolution des recettes propres, dépenses primaires et appuis budgétaires (M USD).....	6162

Table des tableaux

Tableau 1: Répartition des cibles des ODD selon les dimensions 5P	1516
Tableau 2: Répartition des cibles priorisées par ODD	Error! Bookmark not defined.16
Tableau 3: Evolution de l'incidence de la pauvreté (en%)	2526
Tableau 4: proportion des minorités menacées par l'insécurité alimentaire en décembre 2020.	3637
Tableau 5: L'incidence de la pauvreté par région (en%)	3839
Tableau 6: Montant du financement du plan global de riposte à fin octobre 2020	6566
Tableau 7: Coûts de mise en œuvre des ODDs avec COVID-19	6667

Acronymes

ACFPE	Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi	HNO	Humanitarian Needs Overview
ACP/CCA	Analyse Commune de Pays ou Common Country Analysis	HRDDP	Human Rights Due Diligence Policy
AGDRF	Agence de Gestion Durable des Ressources Forestières	HUSACA	Huilerie et Savonnerie Centrafricaine
ANE	Autorité Nationale des Elections	IBBS	Integrated Bio-behavioral Surveys
APPR-RCA	Accord Politique pour la paix et la Réconciliation en République Centrafricaine	ICASEES	Institut Centrafricaine des Statistiques, des Études Économiques et Sociales
BAD	Banque Africaine de Développement	IDE	Investissement Direct Étranger
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale	IDH	Indice de Développement Humain
BIT	Bureau International de Travail	LGBTQI	Lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, et intersexes
CCDD	Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable	MICS	Enquête à Indicateurs Multiples
CDH	Centre de Dialogue Humanitaire	MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine
CEEAC	Communauté Économique des Etats de l'Afrique Centrale	MSNA	Mutli-sector Needs Assessment
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale	OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
CIRGL	Conférence Internationale sur les Régions de Grand lacs	ODD	Objectif de Développement Durable
CNSAD	Communauté des Etats Sahélo Sahariens	OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
COT	Comité Opérationnel Technique	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CPC	Coalition des Patriotes pour le Changement	ONUSIDA	Organisation des Nations Unies en charge du SIDA
CPI	Cour Pénale Internationale	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CPS	Cour Pénale Spéciale	PDI	Personne Déplacées Internes
CRT	Cadre de Résultats Transitoires	PEV	Programme Élargi de Vaccination
CVJRR	Commission Vérité Justice Réparation et Réconciliation	PIB	Produit Intérieur Brut
DDRR	Désarmement Démobilisation Rapatriement et Réinsertion	PISS	Plan Intérimaire de Secteur de la Santé
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté	PME/PMI	Petite et Moyenne Entreprise / Petite et Moyenne Industrie
DTS	Droit de Tirages Spéciaux	PNDS	Politique Nationale de Développement Sanitaire
EAS	Exploitation et abus sexuels	PNS	Politique Nationale de Santé
EHA	Eaux Hygiènes et Assainissements	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
F1	Fondamental 1	PRH	Plan de Réponse Humanitaire
FACA	Forces Armées Centrafricaines	PSE	Plan Sectoriel Éducation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	PTF	Partenaires Techniques et Financiers
FCFA	Franco de la Communauté Française d'Afrique	PTME	Prévention de la Transmission Mère à Enfant
FDS	Force de Défense et de Sécurité	PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
FEC	Facilité Elargie de Crédit	RCPCA	Relèvement et consolidation de la paix en Centrafrique
FIDA	Fonds International de Développement Agricole	REDD+	Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation
FO	Fistules Obstétricales	RESA	Restauration de l'autorité de l'Etat
FOSA	Formation Sanitaire	RIA	Rapid Integrated Assessment
FPHN	Forum Politique de Haut Niveau	RUECA	Recensement des Unités Economiques de Centrafrique
FSI	Force de Sécurité Intérieure	SARA	Service availability and readiness assessment
GBVIMS	Gender Based Violences Informations' Management Système (Système de Gestion de l'Information sur les Violences Basées sur le Genre)	SCPk	Secrétariat technique du Processus de Kimberley
GT	Groupe de Travail	SNU	Système des Nations Unies
HABG	Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance	SODECA	Société des Eaux en Centrafrique
HeRAMS	Health Resources and Services Availability Monitoring System	SONU	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
		SSP	Soins de Santé Primaire
		TPE	Très Petite Entreprise
		TVCA	Télévision Centrafricaine
		UA	Union Africaine
		UC	Unité de Compte
		UNDAF	United Nations Development Assistance Framework

UNECA	United Nations Economic Commission for Africa (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique)	VBGS	Violence basée sur le Genre et le sexe
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population	VIH/ SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine / Syndromes d'immunodéficience acquise
USMS	Unité Spéciale Mixte de Sécurité	VNR	Rapport National Volontaire
		ZLECAF	Zone de Libre-échange Continentale Africaine

Bref aperçu de la RCA

Données géographiques et potentialités en ressources naturelles

Superficie	623 000 Km ²
Terres arables	15 millions ha
Terres de pâturage	16 millions ha
Superficie des forêts	3,8 millions ha
Espèces bois exploitées	12 à 16
Indices minéraux	470
Minerais exploités	2 (Diamants et Or)
Minerais exploitables	14 substances
Exploration pétrolière	3 sites
Superficie faune	84 904 Km ²
Eaux douces	47milliards m ³ /an



Données démographiques et socio-économiques en 2020



Population totale	5 465 458
Hommes	2 678 074
Femmes	2 787 384
Densité (Hab/Km ²)	8
Population Urbaine	38%
Population < 35 ans	78%
Population < 18 ans	50%
Croissance démographique	2,5%
Age Moyen Mariage	26,9
Nombre enfants / femmes (15-49 ans)	6,4
Espérance de vie	53,3
Taille Moyenne Ménage	4,7
Part de la population active	55%
Part des jeunes sans emploi	62%

Sources : Projection RCGPH, MICS6, ICASEES, UNFPA, UNICEF

Données sur le développement et pauvreté

	2019	2020
IDH	0,397	390
Rang IDH	188è/189	188è/189
Rang Indice de l'Inégalité du Genre (IIG)	159è/189	159è/189
Incidence de la pauvreté	70,5%	72,5%
Prop pers victimes de violences (physique, psychologique et sexuelle)	25%	28%
Prop pers victimes de discrimination	25%	30%
Nbre pers déplacées internes (millier)	665	722
Nbre pers réfugiées à l'extérieur (millier)	585	700
Nbre personnes désarmées	3.023	4.775
Nbre d'enfants soldats démobilisés	9 026	9 532



Sources : Nations unies et Banque mondiale

Résumé Exécutif

Située au cœur d'une région instable de l'Afrique centrale, la République centrafricaine (RCA) est un vaste pays sans littoral, affaibli par plusieurs décennies de conflits à répétition avec des conséquences humanitaires et socio-politiques graves.

Le retour à l'ordre constitutionnel en 2016 suivi peu après par l'élaboration et la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafrique (RCPCA 2017 – 2023) a été une bonne opportunité pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Dans le même temps, le Système des Nations unies (SNU) et l'équipe humanitaire pays ont mis en place respectivement le Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF+) couvrant la période 2017-2022 et les plans de réponses humanitaires pour accompagner l'exécution du RCPCA et soutenir les priorités nationales. Malgré les efforts déployés par le SNU et la communauté internationale, la RCA continue de faire face à des crises multiformes, perpétuant ainsi, le climat d'insécurité et de criminalité avec comme corollaire, l'accentuation des inégalités, la détérioration du système sanitaire, la perturbation du système éducatif et l'aggravation de la pauvreté. En outre, la crise sanitaire de la COVID-19 et les tensions post-électorales de 2021 ont accentué la fragilité de la RCA, déjà confrontée à une crise multidimensionnelle depuis de longues années.

Avec la fin de l'UNDAF+, il est nécessaire d'entamer l'élaboration du nouveau Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) pour la période 2023 à 2027. Pour ce faire, le SNU en RCA, l'équipe humanitaire pays et la MINUSCA se sont engagées à faire l'analyse commune du contexte de développement économique et social du pays de manière participative et collective. Cette analyse (appelée Analyse Commune de Pays - ACP ou *Common Country Analysis - CCA*) constitue non

seulement un référentiel pour l'UNSDCF, mais aussi une base stratégique de pistes et recommandations sur les politiques de développement durable. Elle fournit une analyse commune des opportunités, défis institutionnels, politiques, sécuritaires, humanitaires, économiques, socio-culturels et environnementaux du pays dans la perspective de réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Cependant, les crises récurrentes que le pays a connues, ont non seulement détruit les archives des administrations et les bases des données de l'ICASEES mais aussi celles des administrations sectorielles, réduisant les possibilités de l'organisation des enquêtes à caractères économiques et sociaux sur toute l'étendue du territoire. En conséquence, certaines données existantes sont obsolètes et incohérentes du fait que le dernier recensement remonte à 2003.

Le processus d'élaboration du CCA en Centrafrique a été inclusif et participatif. Il s'est déroulé sur plusieurs semaines à travers la compilation des rapports et des données collectées par les acteurs, les consultations sur le terrain, ainsi que des travaux d'analyse menés par onze (11) groupes thématiques composés de pools d'experts du SNU. Des consultations sont menées à Paoua, Mobaye, Berberati, Bria et Birao et Bangui avec les institutions nationales, les collectivités territoriales, la société civile, l'Université de Bangui, le secteur privé, les commerçants, les jeunes, les femmes, la plateforme des confessions religieuses, les personnes vivant avec handicap, les désœuvrés, etc. Il a été également l'occasion d'utiliser des approches innovantes dans la collecte, le traitement et l'analyse des données quantitatives et qualitatives telles que l'utilisation des principaux résultats de l'enquête sur l'impact socioéconomique de la COVID-19 traitée avec Kobo Toolbox de même que l'expérimentation de DEEP, une plateforme d'intelligence artificielle de compilation, de

stockage et de structuration de données et informations qualitatives.

Ce processus collaboratif et coordonné a bénéficié des contributions des entités résidentes et non résidentes du SNU ainsi que celles de plusieurs sections de la MINUSCA.

Des progrès mitigés dans la mise en œuvre des ODD

L'analyse des indicateurs des ODD révèle qu'en RCA, **la pauvreté s'est aggravée avec une incidence qui a augmenté d'environ 2 points de pourcentage**, passant de 70,5% en 2019 à 72,5% en 2020 sous l'effet conjugué de la crise socio-politique et la COVID-19. Et ce, en raison de la perte du pouvoir d'achat de la population, car le revenu par habitant a baissé de 1,3% en 2020. Selon la Banque Mondiale, **plus de 3,4 millions de centrafricains devraient continuer à vivre dans l'extrême pauvreté entre 2021 et 2022** à cause de la volatilité de la situation sécuritaire due à la persistance de conflit post électoral, de l'insécurité alimentaire et de l'accès limité aux services publics de base, notamment dans les zones reculées.

La situation de la sécurité alimentaire en RCA demeure inquiétante à la suite de la détérioration de la sécurité et la recrudescence des violences armées dans plusieurs régions du pays ainsi que des difficultés d'accès qui ont conduit à une importante détérioration des moyens d'existences, la perte du pouvoir d'achat et la paupérisation croissante de la population ainsi que l'adoption de mécanismes négatifs de survie. **Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire a augmenté, passant de 2 millions en 2019 à 2,3 millions en 2020.**

Depuis plus de 5 ans, le fonctionnement du système de santé est assuré en grande partie par des ONGs humanitaires. Aujourd'hui, **la RCA ne dispose que de 0,6 médecin pour 10 000 habitants** ; cet indicateur est largement inférieur à la moyenne régionale qui est de 1,5 médecins. La RCA a l'un des ratios médecin/patients les plus bas du monde avec 5,5 professionnels de santé de

base pour 10.000 habitants alors que la norme OMS de l'indicateur « densité de personnels médicaux de base » pour 10 000 habitants est de 23. **Le taux de mortalité maternelle est le plus élevé au monde**, avec 829 pour 100 000 naissances vivantes.

L'espérance de vie à la naissance, malgré un léger progrès, reste très faible, passant de 43 ans en 2003 à 53,3 ans en 2019.

En juillet 2021, la RCA demeure l'un des pays les plus pauvres au monde avec de nombreux défis à relever sur le plan du capital humain. **Le secteur de l'éducation a été considérablement affecté** par les crises politiques, sécuritaires, sanitaires et économiques de ces trois dernières décennies. Quel que soit le niveau d'enseignement, **le taux d'achèvement est plus faible chez les filles, en milieu rural et dans les ménages les plus pauvres par rapport respectivement aux garçons, au milieu urbain et dans les ménages les plus riches.** Contrairement à l'année 2020 où la non-fonctionnalité des écoles était en grande partie causée par la COVID-19 et l'insécurité, l'occupation des écoles par les hommes en armes à la suite de la période électorale de décembre 2020 a constitué l'une des principales barrières de l'accès à l'éducation en 2021. Au mois de février 2021, au moins 26 écoles dans le pays étaient occupées par des porteurs d'armes et 999 n'étaient pas opérationnelles en raison des combats, affectant la scolarisation d'un enfant sur deux dans le pays.

En dépit des efforts déployés par les autorités, **l'égalité des sexes est encore loin d'être une réalité en RCA.** Le caractère patriarcal des normes et coutumes est généralement défavorable aux femmes et aux filles. Les VBG demeurent un défi. Sur les 32 300 cas de VBG enregistrés, entre 2018 et 2020, 92% étaient des femmes et filles. En 2019 et 2020, la RCA a été classée 159^{ème} sur 189 pays ayant les bonnes pratiques en faveur de la promotion du genre avec un score de 0,682 en 2019 et 0,680 en 2020 de l'Indice d'Inégalité de Genre (IIG). Malgré l'adoption des textes sur la parité de genre, la participation des femmes à la

vie socio-politique est très faible. 18 femmes sur 140 députés et 6 femmes sur 32 membres du Gouvernement. La différence de traitement salarial dans la fonction publique entre les hommes et les femmes est de 33 315 FCFA soit plus de 18% du salaire moyen de la fonction publique. En matière de création d'entreprises, seulement 21% d'entre elles sont créées par des femmes au 1^{er} trimestre 2021 dont une seule grande entreprise du type Société Anonyme (SA).

En ce qui concerne l'économie, même si le tissu économique s'est fortement réduit suite à la crise de 2013, le processus de relance a amorcé une tendance haussière depuis 2014. Le taux de croissance du PIB réel se maintient sur un rythme de plus de 4% pour la quatrième année consécutive (4,3% en 2019), reflétant ainsi la consolidation de la reprise économique par le renforcement des secteurs productifs. Toutefois, le pays est entré en récession en 2020 (-1%) sous l'effet conjugué de la COVID-19 et les répercussions de la crise post-électorale. Le taux de sous-emplois est passé 26,7% en 2019 à 31% en 2020, puis 31,5% en 2021. Le rôle des programmes de filets sociaux devrait être bien précisé dans toute révision des politiques et stratégies de protection sociale, étant donné que ces programmes devraient représenter la partie la plus importante des activités de protection sociale eu égard au profil de pauvreté et de vulnérabilité du pays ainsi que l'informalité de l'économie. La RCA est classée à la 184^{ème} place, sur 190 pays, au classement Doing Business de la Banque Mondiale en 2020.

Le faible niveau des recettes publiques (pression fiscale de 8% du PIB comparativement à 17% dans la CEMAC) et de l'épargne nationale, le captage des crédits par l'Etat, la faible diversification de l'économie, la faible qualité des services publics, les dysfonctionnements de la justice, la détérioration continue du climat des affaires ont pour conséquences : les faibles taux d'investissements publics dans la production et les infrastructures d'appui (routes, énergies, eau assainissement, éducation, santé), des coûts

transactionnels élevés pour les entreprises qui minent leur compétitivité, et induisant finalement une faible transformation réelle de l'économie et l'absence d'opportunités nouvelles pour les populations notamment les jeunes et les femmes.

La part des dépenses primaires dans les charges globales du budget national est passée de 48,8% en 2015 à 55,4% en 2018. Ceci s'explique par l'augmentation de la masse salariale en lien avec les nouveaux recrutements dans la fonction publique et la hausse des subventions pour renforcer les institutions républicaines. Cependant, la faiblesse du taux de pression fiscale constitue un handicap au renforcement des capacités des institutions.

Par ailleurs, **le changement climatique en lien avec la déforestation et une pluviométrie en baisse**, ayant comme conséquence l'augmentation de la fréquence des vents violents et les inondations, constitue un défi majeur à relever sur les plans économique, social et environnemental.

Depuis la fin de l'année 2020, **le climat sécuritaire en RCA est en proie à des changements importants** dans un contexte électoral caractérisé par des affrontements entre les groupes armés et les FACA appuyées par les forces alliées bilatérales dans plusieurs régions du pays. **Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est estimé à 722 000 à la fin octobre 2021.** Ces PDIs sont essentiellement composées de : 180 000 personnes sur les sites des déplacés internes et autres lieux de regroupement et 542 000 personnes estimées dans les familles d'accueil.

Au niveau de la chaîne pénale, **la proportion de la population carcérale en instance de jugement est passée de 90% en 2015 à 72,6% en 2018 puis à 70% en 2020.** Et ce, en raison de la relance des audiences foraines, des activités de la Cour criminelle par le déploiement des juges et des magistrats du parquet dans les différentes régions et aussi de l'opérationnalisation de la Cour Pénale Spéciale (CPS).

En plus de la faiblesse des ressources intérieures, la mobilisation des ressources extérieures est insuffisante car elle est conditionnée par l'amélioration de la coopération avec les principaux bailleurs de fonds. En effet, le pays reste confronté à un certain nombre de contraintes structurelles pour lesquelles il existe des solutions. L'Etat devra en priorité établir / renforcer une relation de confiance avec les populations, le secteur privé et ses PTF en menant des réformes visant l'efficacité et la transparence.

L'intégration régionale constitue un enjeu majeur pour la RCA et ce, en raison de son enclavement et de sa situation frontalière avec six pays de l'Afrique centrale.

Le pays a signé le 21 mars 2018, puis ratifié le 9 avril 2020 l'accord portant sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) couvrant les 54 pays de l'Union Africaine. Pour permettre au pays de profiter des avantages qu'offre cette

nouvelle zone, les autorités nationales appuyées par le SNU sont en train d'élaborer sa stratégie de mise en œuvre.

Globalement, selon l'Indice de développement humain de l'ONU, la RCA est classée avant dernier pays dans le monde (188^{ème} rang sur 189 pays en 2020).

Défis, contraintes et opportunités dans la mise en œuvre des ODD

La mise en œuvre des ODD peut être entravée par certaines contraintes dont les quatre principales portent sur (i) la persistance de la mauvaise gouvernance avec le non-respect des engagements pris dans l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) par les parties signataires (ii) la faiblesse de l'autorité de l'Etat, (iii) la faible mobilisation des ressources intérieures et (iv) la dépendance de l'Etat centrafricain vis-à-vis des ressources extérieures.



Introduction générale

Fragilisée par plus de trois décennies de crises politiques, sécuritaires, sociales et économiques, **la RCA continue de faire face à des défis majeurs en termes de stabilisation et de normalisation du fonctionnement de l'État afin de répondre aux besoins et aux aspirations des populations.** Cette situation a ralenti les progrès vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Après le retour à l'ordre constitutionnel en 2016, **l'appui du Système des Nations Unies (SNU)** dans le cadre du Plan des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF+ 2017-2022) aux priorités du plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA), **a contribué à la stabilisation du pays et a jeté les bases du relèvement socioéconomique.** L'approche communautaire et le partenariat entre les autorités nationales, le SNU, les acteurs humanitaires et les partenaires techniques et financiers (PTFs), ont favorisé l'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire, la restauration de l'autorité de l'État, la délivrance des services sociaux de base et la relance économique. **Des résultats encourageants ont été enregistrés, avec une amélioration des indicateurs socio-économiques,** parmi lesquels une légère baisse de la mortalité maternelle (882 pour 100 milles naissances vivantes en 2010 à 829 en 2019), une mortalité infanto-juvénile en régression (174‰ en 2010 à 99‰ en 2019), un taux net de scolarisation en progression (60% en 2018 à 96% en 2019¹) et une croissance économique moyenne de 4,2% sur la période 2016-2019.

Néanmoins, la RCA a connu un changement de paradigme en 2020 avec l'apparition de la COVID-19, le déclenchement d'affrontements armés visant à empêcher la tenue des élections générales et la multiplication des attaques contre les humanitaires. La résurgence des violences a accentué la vulnérabilité et la fragilité des

populations notamment les femmes et les enfants.

Evitant ainsi le vide constitutionnel, le SNU et la communauté internationale ont appuyé l'organisation des élections présidentielle et législatives de 2020/2021. Cet engagement se poursuivra pour la tenue en 2022 des élections locales qui parachèveront le cycle électoral et aboutiront à la mise en place des conseils municipaux, des assemblées régionales et du Sénat, des instances prévues par la Constitution du 30 mars 2016. **Ces élections, jamais organisées depuis 1988, sont porteuses de plusieurs enjeux et opportunités** pour le développement local, l'élargissement de l'espace politique, la mise en œuvre des accords politiques pour la consolidation de la paix, le renforcement de la participation politique des femmes et des jeunes et la consolidation de la démocratie à la base dans le cadre de l'opérationnalisation de la décentralisation.

Aux problématiques structurelles (dysfonctionnement des systèmes sanitaire et éducatif, absence d'investissements et de création d'emplois, faiblesse des ressources intérieures, faible gouvernance et insuffisance de coordination sectorielle) se sont ajoutés les effets de ces dernières crises, provoquant la fermeture des écoles (plus de 1 000 écoles primaires sur 2 530 ont fermé leurs portes en février 2020 et 689 en 2021), le déplacement forcé des populations (722 000 personnes en 2021), l'aggravation de la pauvreté (72,5% en 2020) et de l'insécurité alimentaire (2,6 millions en 2021) et une contraction de la croissance économique (-1% en 2020 selon le FMI). Par ailleurs le pays affiche l'un des plus faibles indicateurs d'instruction des filles et d'égalité femme-homme ainsi que des nombreuses violences à l'égard des femmes et filles.

¹ Annuaire Statistique 2018-2019, Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

Bien que la RCA soit un État peu pollueur, la dégradation de la nature et les effets du changement climatique aggravent les difficultés existantes. Car, les pratiques de gestion et d'exploitation des ressources naturelles entraînent une perte de plus en plus importante de la biodiversité. La déforestation, les feux de brousse, les vents violents et les inondations ont été les plus coûteux en dégâts matériels et humains. Le pays a perdu plus de 75% de ses éléphants et 100% de ses rhinocéros. Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire est passé de 2 millions en 2019 à 2,6 millions en 2021. Les personnes qui ont vu leurs maisons inondées et détruites et leurs sources d'eau polluées sont estimées à 122.000 sur l'ensemble du territoire entre 2019 et 2020, poussant la plupart au déplacement vers des sites temporaires ou en famille d'accueil.

Face à ces défis, les acteurs humanitaires, de développement et de paix en RCA sont appelés à renforcer leur complémentarité pour améliorer les conditions de vie des populations. Pour ce faire, les acquis de l'action humanitaire doivent être capitalisés en vue de créer les conditions propices et remettre le pays sur la trajectoire de développement durable. Eu égard à l'aggravation de la pauvreté, le SNU **accompagne les autorités nationales dans la mise en place des programmes de filets sociaux et dans l'élaboration de la politique de protection sociale.**

C'est dans ce contexte que le SNU entreprend une analyse de développement économique et social de la RCA afin de préparer le nouveau Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2023-2027) qui succèdera à l'UNDAF+. L'Analyse Commune de Pays (ACP) évalue la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en prenant en compte les principes directeurs de ne laisser personne pour compte, des droits humains, d'équité, d'égalité des sexes et autonomisation des femmes, de résilience, de durabilité et de redevabilité.

Compte tenu de l'impact des crises successives, la réalisation de cette analyse s'est heurtée à des

contraintes majeures qui sont celles de la disponibilité des données. Ces crises ont non seulement détruit les archives des administrations et les bases des données de l'ICASEES mais aussi celles des administrations sectorielles, réduisant la possibilité d'organiser des enquêtes à caractère économique et social sur toute l'étendue du territoire. En conséquence, certaines données existantes sont obsolètes et incohérentes du fait que le dernier recensement remonte à 2003.

L'élaboration de l'ACP en Centrafrique s'est déroulée sur plusieurs semaines à travers la compilation des rapports et des données collectées par les acteurs, les consultations sur le terrain, ainsi que des travaux d'analyse menés par 11 groupes thématiques composés de pools d'experts du SNU. Des consultations ont été menées à Paoua, Mobaye, Berberati, Bria et Birao et Bangui avec les institutions nationales, les collectivités territoriales, la société civile, l'Université de Bangui, le secteur privé, les commerçants, les jeunes, les femmes, la plateforme des confessions religieuses, les personnes vivant avec handicaps, les désœuvrés, etc.

Le processus de l'ACP a été inclusif et participatif, donnant l'occasion à la partie nationale et aux différentes entités résidentes et non résidentes du SNU² de renforcer leur complémentarité et de

Encadré 1 : Innovation dans l'élaboration de l'ACP (Analyse DEEP)

Le SNU en RCA était l'un des trois UNCT qui ont participé au projet pilote DEEP pour la préparation de l'ACP.

Propulsée par l'intelligence artificielle, la plateforme de saisie et d'exploration de données (DEEP) a produit une analyse synthétique des rapports et documents existants. Dans un contexte où les données sont limitées, l'UNCT en RCA a bénéficié de cette analyse pour avoir un résumé des données secondaires disponibles. Facilitant le processus de l'ACP, elle a également révélé des lacunes dans les analyses sur lesquelles les groupes thématiques se sont concentrés.

² FAO, PNUD, UNHCR, PAM, OCHA, OMS, OHCHR, ONUSIDA, UNICEF, UNFPA, UNOPS, UNODC, OIM, ONU Femmes, FIDA, UNMAS, OIT, UNESCO, UNEP, Banque Mondiale, UNODC et MINUSCA.

partager leurs riches expériences de terrain. Il a été également l'occasion d'utiliser les approches innovantes dans la collecte, le traitement et l'analyse des données quantitatives et qualitatives telles que l'utilisation des principaux résultats de l'enquête sur l'impact socioéconomique de la COVID-19 traitée avec Kobo Toolbox de même que l'expérimentation de DEEP, une plate-forme d'intelligence artificielle de compilation, de stockage et de structuration de données et informations qualitatives.

Après avoir décrit le contexte et identifié les populations laissées pour compte, la présente ACP

se structure autour des 5P de l'Agenda 2030 (Population, Prospérité, Planète, Paix et Partenariat). Elle met, en outre, un accent particulier sur l'analyse des conflits récurrents en Centrafrique et les avantages de la mise en œuvre de l'approche Nexus humanitaire-développement-paix dans la recherche de solutions durables pour la pacification et la stabilisation du pays. Dans sa conclusion, l'ACP ressort les priorités sur lesquelles pourraient se focaliser les interventions du SNU pour la durée de l'UNSDCF.



1. Contexte du pays

La RCA sort progressivement de plusieurs décennies de crises violentes résultant du cumul de déficits de gouvernance principalement dans les domaines politique, sécuritaire, sanitaire, socio-économique et environnemental. Malgré l'élaboration et la mise en œuvre du plan national de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafrique (RCPCA, 2017-2023), la protection des populations, la restauration de l'autorité de l'Etat (RESA 2017-2020) et la délivrance des services essentiels de base, demeurent encore une priorité majeure et un enjeu essentiel pour la stabilisation et le développement du pays.

Aujourd'hui, il est essentiel d'établir la bonne gouvernance qui dépend du respect par tous les acteurs du cessez-le feu déclaré le 15 octobre 2021, du respect soutenu des droits de l'homme, du renforcement du dialogue politique inclusif, de l'organisation d'élections justes, libres et transparentes, y compris les élections locales prévues pour l'année en cours, du renforcement de chaîne pénale.

En effet, l'appui de la communauté internationale, y compris les Nations Unies aux autorités nationales dans l'organisation des élections présidentielle et législatives en 2020/2021, a permis le maintien de l'ordre constitutionnel. Ceci est d'autant plus important que ces élections ont été organisées et les résultats validés par les différents observateurs nationaux et internationaux, notamment ceux de l'Union Africaine et de l'Union Européenne et ce, malgré les différentes menaces des groupes armés tendant à empêcher leur organisation.

La situation sécuritaire de la RCA demeure volatile depuis plusieurs décennies. Elle a été exacerbée par la tentative de déstabilisation du 13 janvier 2021 par une partie des groupes armés regroupés au sein de la coalition des patriotes pour le

changement (CPC) et reste toutefois tributaire de l'instabilité politique et sécuritaire observée dans certains pays limitrophes.

En outre, un phénomène nouveau est apparu depuis juillet 2020 avec l'utilisation d'engins explosifs qui a fait des victimes tant au sein de la population civile que des travailleurs humanitaires et qui affecte la liberté de circulation. Ainsi, comparée à 2020, la situation sécuritaire s'est sensiblement détériorée dans plusieurs préfectures du nord-ouest et du Centre (Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Mambéré, Basse-Kotto, etc.), dont bon nombre étaient considérées comme des zones en voie de stabilisation.

D'une manière générale, les conflits sont largement alimentés par : i) les affrontements entre groupes armés pour le contrôle du territoire et l'exploitation des ressources du pays, ii) le phénomène de la transhumance, y compris la transhumance transfrontalière iii) la forte circulation des armes dans un contexte sous régional marqué par une fragilité des institutions étatiques et iv) la maîtrise par les groupes armés au fil des années de conflits, des limites des règles d'engagement des forces internationales et de l'insuffisance des mécanismes de sanctions qui leur permet de prospérer.

La présence de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en RCA (MINUSCA) avec un effectif de 11 300 militaires (Force), dont 659 femmes et 2 387 policiers, dont 305 femmes³, a certes joué un rôle déterminant dans la stabilisation du pays à travers l'organisation réussie des élections, la défense des institutions démocratiques et la protection des civils. Toutefois, le futur de la stabilisation et de la consolidation de la paix en RCA dépendra de la mise en œuvre de l'APPR-RCA signé le 06 février 2019 et de la tenue effective d'un dialogue inclusif

³ MINUSCA, Note d'information du 9 mars 2022

dans une perspective de réconciliation nationale durable. Malgré les violations récurrentes et la rupture violente de la dynamique de paix par les groupes armés réunis au sein de la coalition dite CPC en décembre 2020, la primauté de l'APPR-RCA comme seul cadre viable pour la paix a été réaffirmée par les autorités centrafricaines et continue de bénéficier du soutien de la communauté internationale.

Au plan sanitaire, la RCA fait partie des pays de la région Afrique qui ont connu un nombre peu élevé de cas graves et de décès liés à la COVID-19. Néanmoins, la hausse des besoins en soins et des hospitalisations ainsi que leurs conséquences sur la morbidité et la mortalité liées aux autres infections et maladies chroniques ont eu des répercussions négatives sur la qualité des traitements en raison de la faiblesse des capacités techniques des formations sanitaires nationales. Le système sanitaire connaît en outre une pénurie de ressources humaines avec une répartition inégalitaire sur le territoire, fragilisant fortement l'offre de soins et affectant ainsi le développement humain et le processus de mise en œuvre de l'agenda 2030.

Pour faire face à la propagation rapide de la COVID-19 et limiter ses répercussions socio-économiques, les autorités ont pris un certain nombre de mesures allant dans le sens d'une part, de freiner la pandémie et, d'autre part, de renforcer les filets de sécurité sociale et l'atténuation des effets économiques aggravants. La fermeture partielle des frontières en lien avec les mesures barrières a mis en évidence l'extrême vulnérabilité du système économique centrafricain car affectant les processus de relèvement socioéconomique du pays en raison de la forte dépendance du pays aux importations qui transitent par le Cameroun, la RDC et le Tchad.

Au niveau économique, la situation est marquée par la baisse sensible de la croissance due à la crise sanitaire et exacerbée par la crise post-électorale, annihilant ainsi les quelques progrès enregistrés au cours des dernières années, jusqu'en 2019. La consolidation de la croissance économique entre 2015 et 2019 à la faveur de la mise en œuvre satisfaisante du programme de facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec le FMI et du plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA, 2017-2023), a été interrompue par l'impact socioéconomique de la COVID-19 car le taux a baissé à -1% en 2020 et tente de se relever difficilement à 1% en 2021, nonobstant le conflit post-électoral dont les zones se sont réduites.

Au niveau social, la RCA est l'un des pays les plus pauvres au monde⁴. Car, l'incidence de la pauvreté a atteint 72,5% en 2020. En effet, les difficultés de l'administration à répondre aux besoins des populations, l'inégale répartition des projets de développement socioéconomique entre les régions condamnant ainsi celles qui sont éloignées de la capitale sont autant de facteurs de paupérisation des populations. En 2020, la RCA est classée au 188ème rang sur 189 pays du point de vue de l'Indice du Développement Humain (IDH).

Concernant les changements climatiques, l'allongement de la saison sèche entraînant des perturbations dans les calendriers agricoles ont fortement contribué à l'insécurité alimentaire. Aussi, le débordement de la rivière Oubangui ces derniers temps, a laissé des milliers de personnes sans logement ni nourriture et très vulnérables aux maladies infectieuses, dont la COVID-19. En outre, le non-respect des reboisements prescrits dans les cahiers de charge des sociétés forestières favorise la déforestation.

⁴ République centrafricaine. Un pays pauvre assis sur un trésor, Die Zeit, Publié le 05/05/2017

2. Vision et alignement des priorités nationales sur l'Agenda 2030

La RCA est dans sa cinquième année de mise en œuvre du plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) qui constitue le cadre de référence de toutes les politiques économiques et sociales. L'objectif global du RCPCA est de faire de la RCA « **un État de droit plus stable et développé, où règnent, la sécurité, la paix et la cohésion sociale** ». Le RCPCA est mis en œuvre à travers le cadre de résultats transitoires (CRT) basé sur 3 piliers, 11 objectifs stratégiques et différents plans d'actions sectoriels. Le CRT se décline en programmes et projets de développement inscrits dans le cadre de la programmation budgétaire à moyen terme (2017-2021) et du Programme Triennal d'Investissements (PTI) glissant. L'évaluation du CRT a montré une parfaite cohérence de ses objectifs stratégiques avec les cibles des ODD. Car, la mise en œuvre des ODD vise à construire « **un État de droit performant basé sur la bonne gouvernance, le respect des droits humains, l'application d'une justice équitable et des institutions efficaces et responsables** ». Ces ODD qui visent une transformation positive du pays à travers l'accès à des soins de santé de qualité, une éducation de qualité, une croissance économique soutenue, créatrice d'emplois décents et réductrice des inégalités avec des politiques adéquates de lutte contre les changements climatiques ; sont en parfaite adéquation avec la vision du RCPCA énoncée ci-haut.

L'évaluation rapide intégrée (Rapid Integrated Assessment - RIA) des programmes a été réalisée

à Bangui en janvier 2019 en vue d'évaluer le degré de préparation de la mise en œuvre des ODD et d'examiner les priorités du RCPCA 2017-2023 afin de fournir un aperçu indicatif de son alignement sur les cibles des ODD. Cet exercice facilité par le SNU a regroupé les points focaux des différents ministères sectoriels désignés au sein de la Coordination Nationale des ODD. Les résultats de cet exercice de contextualisation démontrent l'alignement parfait des trois piliers du RCPCA aux cibles des ODD.

Les résultats de cet exercice ont mis en évidence une parfaite cohérence de la matrice d'actions prioritaires du RCPCA (2017-2021) sur 37 cibles des ODD.

Tableau 1: Répartition des cibles des ODD selon les dimensions 5P

	ODD	Cibles	Cibles intégrées	% d'alignement
Population	5	38	14	37,8
Prospérité	5	37	14	37,8
Planète	4	16	5	13,5
Paix	1	9	4	10,8
Partenariat	1	-	-	-
Total	16	100	37	37

Source : Rapport National Volontaire sur les ODD en, RCA, 2019

Selon le tableau ci-dessous, le RCPCA est aligné sur 37% des cibles des ODD. L'alignement selon les 5P (Population, Prospérité, Planète, Paix et Partenariat) se présente comme suit : par ordre d'importance, les cibles de la population et de la prospérité ont un même taux d'alignement qui est de 37,8% tandis que celles de la planète et de la paix sont alignées respectivement à 13,5% et 10,8%.

3. Personnes laissées pour compte et les facteurs d'exclusion

Le principe « Leave No One Behind » ou encore « Ne Laisser Personne Pour Compte » est au centre des ODD et reconnaît la primauté des personnes dans les efforts de développement. Il repose sur la lutte contre les discriminations et a pour objectif ultime d'adresser les causes profondes des vulnérabilités qui fragilisent nos sociétés en laissant de côté des enfants notamment les filles, des hommes et femmes dont les contributions pour le développement auraient été plus déterminantes. La réduction des inégalités que porte ce principe est nécessaire pour permettre un progrès équitable, inclusif et durable et dans lequel les tensions sociales sont réduites et tous les groupes reçoivent un même traitement.

Le *Five Factors Framework* fournit une base méthodologique pour l'identification des groupes à risques d'être laissés pour compte, à travers cinq facteurs d'exclusion. Certains groupes pourraient être laissés pour compte si :

1. Ils sont victimes de discrimination en raison de leur identité, de leur statut, de leur âge, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur origine ethnique, de leurs croyances religieuses, de leur état de santé ou de leur handicap.
2. Ils sont isolés géographiquement et manquent de transport et/ou de moyen de communication ; et habitent dans des zones reculées et isolées, où les structures administratives ont du mal à arriver, étant ainsi exclus.
3. Ils sont particulièrement vulnérables aux chocs. Ces chocs peuvent être des catastrophes naturelles, des conflits sociaux, des tensions transfrontalières, des violences ou des chocs économiques.
4. Ils sont affectés négativement par les structures de gouvernance, les lois, les

politiques, les institutions, les budgets, les taxes et les pratiques traditionnelles limitant leur capacité à participer à la prise de décisions.

Ils appartiennent à un statut socio-économique qui est confronté à une pauvreté multidimensionnelle, à l'extrême pauvreté et ou aux inégalités.

Les groupes identifiés dans cette section présentent une concomitance de ces différentes formes d'exclusion (3 ou plus), qui se renforcent les unes les autres, contribuant à leur désavantage et augmentant leur risque d'être laissés pour compte.

Dans le contexte de la RCA, où l'État est fragile et l'assistance humanitaire a une importance non négligeable dans la fourniture des services de base, pour définir un groupe comme étant laissé pour compte, il faut considérer les besoins vis-à-vis de la réponse apportée (l'insuffisance de l'assistance fournie à un groupe de population, comparée à celle apportée à d'autres) et le niveau de participation et/ou d'inclusion des différentes populations dans les efforts pour atteindre les (ODD).

Il est important de noter que l'identification des personnes laissées pour compte en RCA (ou risquant de l'être) est entravée par une disponibilité limitée de données ventilées permettant des comparaisons à l'échelle nationale et les classements des groupes plus fortement laissés pour compte. En raison de la faible couverture des services étatiques, de l'inaccessibilité de certaines zones, et du fait que certains groupes soient stigmatisés et ignorés, certains groupes de populations en RCA ne sont pas comptabilisés. C'est le cas par exemple de la communauté LGBTQI, des travailleurs du sexe⁵, des personnes avec albinisme, des personnes affectées par

⁵ Selon « l'enquête sur la cartographie, l'estimation de la taille des professionnelles de sexe et des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes en république centrafricaine », réalisée en

2019, il y aurait 12.127 professionnelles de sexe et 2.976 hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes en République

l'épilepsie ou l'autisme, des orphelins (surtout ceux dont les parents sont morts dans les conflits auxquels le pays fait face), et des migrants entre autres. Des preuves anecdotiques indiquent que ces personnes sont fortement discriminées et marginalisées. Regardées comme des éléments perturbateurs et sortant du cadre comportemental socialement accepté, ces minorités ne bénéficient pas de l'assistance nécessaire, sont discriminées dans l'utilisation des services de base, et/ou perçues comme des pertes par leur familles, qui n'investissent pas sur leur bien-être et développement humain. Cependant, en l'absence d'analyses sur leurs besoins spécifiques, elles restent invisibles et négligées.

L'analyse présentée ici tient compte des études et des enquêtes produites par les agences du Système des Nations Unies (SNU) actives en RCA, les agences humanitaires et la Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation de la Centrafrique –(MINUSCA). Elle intègre aussi les rapports sur la situation des droits de l'homme dans le Pays ainsi que les recommandations des mécanismes conventionnels et extra-conventionnels de SNU.

3.1. Populations les plus pauvres

La situation de pauvreté en général, et de l'extrême pauvreté en particulier, apparaît comme l'une des causes profondes de vulnérabilité et d'exclusion, qui entrave la participation sociale et politique. En RCA, sous l'effet conjugué de la double crise sociopolitique et sanitaire engendrée par la pandémie de la COVID-19, la pauvreté s'est aggravée avec une incidence qui a augmenté de 2% entre 2019 et 2020, en raison de la perte du pouvoir d'achat de la population, car le revenu par habitant a baissé de 1,3% en 2020 (étude d'impact

socioéconomique de la COVID-19, réalisée par le PNUD).

Avec le manque d'un système national de protection sociale et une assistance humanitaire basée sur la réponse aux crises, et compte tenu d'une importante concentration des plus pauvres dans des zones reculées et d'accès difficile, ces personnes risquent d'être laissées pour compte malgré leur extrême vulnérabilité.

3.2. Minorités ethniques

La population centrafricaine se compose entre autres de groupes ethniques dits minoritaires comme les Aka/Bayaka (Pygmées) et Mbororo (Peuhls), encore appelés populations autochtones et reconnus comme tels du fait qu'ils répondent à des critères internationalement établis. Les Aka/Bayaka vivent principalement dans les préfectures de la Sangha-Mbaéré, la Lobaye et Mambéré Kadéï ; et les Mbororo, qui sont traditionnellement des éleveurs transhumants, presque sur la quasi-totalité du territoire centrafricain et particulièrement dans les préfectures de Nana Mambéré, Ouaka, Kémo, Basse-Kotto, Ouham Péné, Mbomou et Haut-Mbomou. Dans l'optique de trouver des solutions idoines aux problèmes vécus par ces peuples considérés comme autochtones, la République centrafricaine a ratifié en août 2010, la Convention n° 169 de l'OIT sur les droits des peuples autochtones et tribaux, devenant ainsi, le 1^{er} Etat africain et le 22^{ème} au monde à ratifier ladite convention.

En dépit de l'existence de ce cadre juridique, les populations autochtones Mbororo et Bayaka continuent à se heurter à d'importants obstacles dans la jouissance des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁶. Malgré les mesures politiques prises

Centrafricaine. Cependant, peu d'informations supplémentaire existe sur ces groupes.

⁶ Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le troisième rapport périodique de la République centrafricaine, 2020.

Retrieved on November 7th 2021, at:

<http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2FPPRiCAqhKb7yhskswUHe1nBHTSwwEsgdxQHlqslIVOfp2dY YhQ7g%2F4NFrizb0JHMDogdahV4BQOu0SB8eeDc06hDyPnFs0i00j1LiqBEb4ZRKbhbNi%2Fj19Xx>

dans les années 70 pour renforcer leur intégration par la création des communes d'élevage dans certaines préfectures précitées, cette minorité est victime des allégations selon lesquelles ce sont des personnes de nationalité étrangère (ce qui les expose également au risque d'apatridie) ⁷ et les Bayaka culturellement peu évolués, ces groupes sont peu ou pas du tout représentés dans les sphères décisionnelles et électives, ce qui contrevient aux articles 8, 25, 26 et 27 du Pacte susmentionné.

3.3. Victimes de la traite des personnes

Selon le rapport 2021 du Département d'Etat Américain sur la traite des personnes, la RCA est un pays d'origine, de transit et de destination pour (i) les enfants soumis à la servitude domestique, au travail forcé (y compris avec les groupes armés), et à l'exploitation sexuelle, (ii) les femmes soumises à la prostitution forcée et, (iii) les adultes soumis au travail forcé (y compris avec les groupes armés ou dans les domaines minier et agricole). Bien que très peu de données existent en ce qui concerne les victimes de la traite des personnes en République centrafricaine, une analyse situationnelle menée par l'OIM en 2019 a fait ressortir l'exposition de certaines populations à ces risques : les personnes déplacées internes, les femmes et les enfants ainsi que les personnes appartenant à des minorités ethniques figuraient parmi les personnes les plus vulnérables. La plupart des victimes sont des citoyens de la RCA, exploités à l'intérieur du pays, et un petit nombre d'entre eux sont transportés d'un pays à un autre entre la RCA et les pays voisins.

3.4. Victimes de discrimination basée sur le genre

Bien que les femmes représentent 51% de la population totale, le rôle central des femmes dans la tenue des ménages et le relèvement du pays ne leur assure pas un accès équitable aux

opportunités éducatives, économiques et politiques. Le genre demeure un facteur principal de discrimination et d'exclusion en République centrafricaine. Le caractère patriarcal des normes, us et coutumes est généralement défavorable aux femmes et aux filles en Centrafrique. Cette discrimination est observée dès le jeune âge et a une répercussion tout au long de la vie des femmes centrafricaines. Du fait de leur statut, les femmes sont exclues de facto de la redistribution des moyens de subsistance durables, l'accès à l'éducation, la santé, la justice et à un emploi décent, les exposant ainsi à un risque élevé de vulnérabilité, pauvreté et insécurité. Cette discrimination se ressent davantage chez les femmes rurales, cheffes de famille ou en situation de handicap, qui souffrent des formes de marginalisation multiples.

Le profil du dividende démographique de la RCA élaboré en 2019 indique que des disparités importantes de déficit de cycle de vie existent entre les hommes et les femmes car, ces dernières contribuent moins au revenu national (39% contre 61% pour les hommes).

Les inégalités entre les sexes donnent également lieu à différentes formes de violence à l'endroit des personnes de sexe féminin. Les conflits militaro-politiques connus en RCA ont fait naître plusieurs cas de violences sexuelles. Selon les données issues de l'outil de classement des violences basées sur le genre (GBVIMS), de 2018 à 2020, sur les 32.299 cas de VBG enregistrés, 92% étaient des femmes et filles.

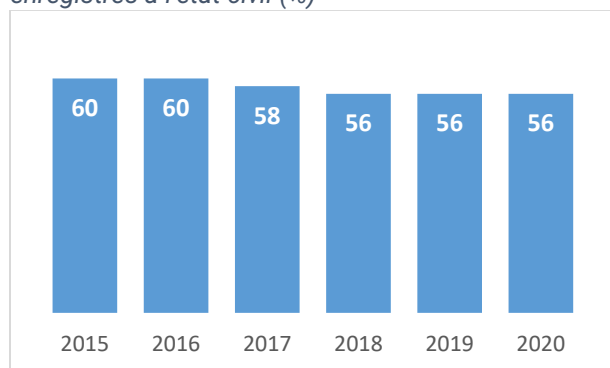
3.5. Aspects liés à l'âge

En République centrafricaine, sur 5,5 millions d'habitants en 2020, les jeunes âgés de moins de 18 ans représentent la moitié de la population. Ces jeunes qui sont mis au travail par les parents à partir de 6 ans, sont totalement à charge et vivent des transferts des parents.

⁷ Ces allégations sont exacerbées par l'engagement des leaders peuhls dans la formation des groupes rebelles que sont les 3R et l'UPC.

L'enregistrement à la naissance constitue la première étape pour un enfant d'être reconnu devant la loi et de pouvoir jouir de ses droits. Malheureusement, une bonne partie de la population centrafricaine, surtout rurale, n'a pas d'acte de naissance. Seuls 44,8% d'enfants de moins de 5 ans sont enregistrés à l'état civil à leur naissance, selon le rapport MICS 6 (RCA MICS 2018-2019, Rapport final). Parmi ceux qui ont été enregistrés à l'état civil, nombreux ont perdu leur acte de naissance du fait des déplacements forcés, de destruction des habitations, etc.

Graphique 12: Evolution de la proportion des enfants non enregistrés à l'état civil (%)



Source : Rapports sur les Etats civils Ministère Administration du Territoire et auteur.

L'absence d'acte de naissance place les enfants non enregistrés dans un cycle de négation de leurs droits qui les rend plus vulnérables que les autres enfants. Leur accès à l'éducation est bien souvent compromis, l'acte de naissance étant le document requis pour l'inscription à l'école et aux examens scolaires en fin de cycle primaire. L'absence d'acte de naissance freine également l'accès des enfants non enregistrés à l'état-civil à la justice, notamment aux garanties procédurières spéciales pour mineurs prévues dans le code de protection de l'enfant et autres lois en vigueur dans le pays.

Le conflit qui a caractérisé la Centrafrique a exposé les enfants à des formes multiples de vulnérabilité et abandon. Le phénomène des enfants vivant dans la rue, sur lequel très peu de

données et enquêtes existent, ne fait que prendre de l'ampleur avec le nombre croissant des orphelins dû au conflit et les enfants vivants séparés de leurs parents biologiques.

A ceux-ci, il faudrait rajouter les enfants associés aux groupes armés et particulièrement les jeunes garçons. Le risque d'enrôlement dans les groupes armés est davantage plus pesant pour les enfants en situation de déplacement forcé, comme le souligne le Comité des droits de l'enfant, en se disant « préoccupé par le sort des enfants réfugiés et des enfants déplacés qui sont susceptibles d'avoir été enrôlés et/ou utilisés dans des hostilités et/ou agressés sexuellement par des membres de groupes armés, ou qui risquent de l'être »⁸.

Jeunes et accès à l'emploi

En Centrafrique, la situation de la population jeune est marquée par une forte croissance démographique. Les tendances sont telles que l'effectif de la population active jeune (main d'œuvre) ne cesse d'augmenter. Selon les estimations de population de l'ICASEES, entre 2010 et 2020, la population jeune (15-35 ans) est passée d'un effectif de 1,8 millions à 2 millions soit une hausse moyenne de 11%. Cette croissance de la population active jeune peut être un atout pour booster l'économie car elle est susceptible de favoriser l'offre du travail, l'innovation et la créativité. Mais pour que l'économie tire un avantage du potentiel offert par cette transition démographique, il faudrait que les marchés du travail et des capitaux soient prêts et disposés à endogénéiser les changements de structure par âge de la population. Or, la situation de la RCA indique une croissance démographique des plus élevées d'Afrique, soit 2,5%, tandis que la croissance économique est structurellement faible (0,2% en moyenne entre 2000 et 2020) et peu créatrice d'emplois au profit des jeunes, avec un taux d'investissement des plus faibles (13%) de la

⁸ Convention relative aux droits de l'enfant - Observations finales concernant le deuxième rapport périodique de la République

centrafricaine, Comité des droits de l'enfant, Mars 2017, Paragraphe 64, page 13

sous-région de l'Afrique centrale (40%). Cette situation économique peu compétitive a facilité l'augmentation de la proportion des jeunes parmi les chômeurs et les demandeurs d'emplois (selon l'ACFPE, 80% des demandeurs d'emplois ont moins de 35 ans). Elle traduit l'incapacité du marché, à offrir des perspectives prometteuses aux chômeurs dans la mesure où le nombre d'emplois offerts est structurellement très insuffisant par rapport aux demandes depuis 2010, avec des rapports n'atteignant pas le quart des demandes⁹. Le taux de chômage des jeunes est beaucoup plus élevé en milieu urbain (prééminence des secteurs industriels et tertiaires) qu'en milieu rural (prééminence des exploitations familiales qui n'engendrent que très peu de chômeurs) ; il est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (75% des demandeurs d'emplois sont des hommes contre 25% pour les femmes).

À l'évidence, le désœuvrement des jeunes sévit de manière généralisée et reste endémique occasionnant ainsi des tensions sociales latentes et permanentes. Les jeunes laissés pour compte et avec peu d'opportunités pour assurer leur bien-être socio-économique contribuent à alimenter les foyers de tension tant dans les villes que dans les villages, et deviennent par ricochet, des proies faciles à l'enrôlement dans les groupes armés.

3.6. Personnes accusées de sorcellerie

Les accusations de sorcellerie et de charlatanisme, principalement à l'endroit des femmes les plus âgées et des enfants (la plupart du temps les orphelins), passent souvent inaperçues et les victimes ont souvent très peu de chance de faire entendre leurs voix.

Le Comité des Droits de l'Homme, dans ses observations finales concernant le troisième rapport périodique de la République centrafricaine,

⁹ Idem, pages 13-15.

¹⁰ Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le troisième rapport périodique de la République centrafricaine, 2020.

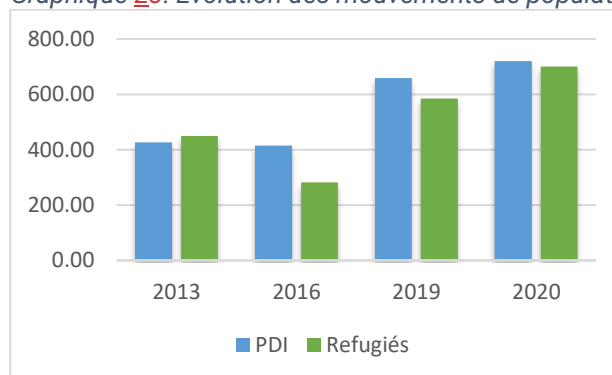
¹¹ Plusieurs femmes sont encore incarcérées à la prison de Bimbo pour des pratiques de charlatanisme et de sorcellerie au titre de la loi no 10.001 du 6 janvier 2010 portant Code pénal centrafricain.

est préoccupé par des allégations de lynchages et d'homicides pour actes de sorcellerie et de charlatanisme¹⁰. De plus, les accusés de sorcellerie et de charlatanisme restent souvent en prison sans avoir eu de procès et sans possibilité de faire recours à la justice¹¹. Comme indiqué par le Comité des Droits de l'Homme, leur détention préventive est souvent effectuée sous prétexte de les protéger de la vindicte populaire¹². Le vide juridique qui existe autour de ces questions les rend encore plus vulnérables. En effet, étant entendu que la sorcellerie est reconnue par le code pénal, la jurisprudence ne définit pas cette infraction ou n'indique pas ses éléments constitutifs, et les acteurs judiciaires se trouvent démunis face à l'exigence de preuves objectives, tangibles et concordantes pour corroborer ou non les allégations de sorcellerie et de charlatanisme.

3.7. Réfugiés, personnes déplacées internes (PDI) et retournés

En dépit des efforts déployés par le Gouvernement et les partenaires au développement, la RCA continue de faire face à un défi majeur qui est celui de sortie de crise et de la pacification afin de répondre aux besoins et aux aspirations des populations.

Graphique 23: Evolution des mouvements de populations



Source : Rapport OCHA sur la situation humanitaire en RCA 2020, RESA et auteur

¹² Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le troisième rapport périodique de la République centrafricaine, 2020.

Au 30 septembre 2021, la population de PDI a été estimée à 722.101 individus (173.280 femmes en âge de procréer) dont 179.767 vivent sur des sites et 542.334 dans des familles d'accueil. Néanmoins, certains centrafricains en situation de vulnérabilité sur la route de migration, désireux de retourner, sont restés plus de 2 ans dans les camps de transit.

Par ailleurs, la RCA, terre d'asile, accueille également sur son sol des réfugiés en provenance des pays frontaliers tels que la République Démocratique du Congo, le Sud Soudan, le Tchad, et le Cameroun. Au 30 septembre 2021, le HCR a dénombré la présence de 9.220 réfugiés et 220 demandeurs d'asile sur le territoire centrafricain.

Alors qu'un grand nombre de PDI se sont installés dans des camps érigés autour des centres urbains, l'UNHCR estime qu'en 2021, 135.000 PDI sont installés dans des zones extrêmement éloignées de la capitale (centre opératif de la réponse humanitaire) telles que Bakouma. C'est le même constat pour un certain nombre de réfugiés vivant à Mboki qui est une zone éloignée. Ces localités sont marquées par des routes quasi-absentes et par la présence de groupes d'auto-défense particulièrement agressifs et dangereux. Ceci entrave la capacité des acteurs humanitaires d'apporter de l'assistance à ces communautés, qui sont davantage défavorisées, et fragilise leurs capacités de résilience, faisant d'eux des laissés pour compte.

3.8. Personnes en situation de handicap

En Centrafrique, le nombre de personnes vivant avec un handicap est estimé à environ 430.000 selon les résultats de HNO 2022(OCHA). Ces personnes ont un niveau de vulnérabilité plus élevés par rapports à d'autres groupes de personnes et font face à de multiples discriminations, en raison d'une législation insuffisante, d'un manque de politiques et de

ressources inclusives. Cette situation se traduit par l'absence de services adaptés à leurs besoins spécifiques. Selon une enquête effectuée par l'ONG Humanité & Inclusion, les discriminations touchent jusqu'à 40% des personnes handicapées. Ces personnes se butent à des barrières dans l'accès de manière équitable aux services de santé, aux sources de revenus et aux moyens de subsistance, au manque de respect à leur égard (28%), aux moqueries (23%) et insultes (19%) qui affectent leur dignité, ainsi que des accusations de sorcellerie (7% ; ces dernières concernent majoritairement les femmes de plus de 60 ans)¹³.

Une analyse menée par UNFPA sur le handicap a montré que « bien que toutes les personnes handicapées soient confrontées à des barrières sociales, la nature de ces obstacles peut être différente en fonction du groupe d'handicap. Les enfants sourds, aveugles ou autistes, qui ont des déficiences psychosociales et intellectuelles ou ont plusieurs handicaps, sont les plus vulnérables à toutes les formes de violence »¹⁴. Également, la vulnérabilité et la marginalisation des personnes handicapées changent selon que ces personnes vivent en milieu rural ou urbain, sur un site de déplacés ou réfugiés ou encore qu'elles soient des femmes ou des hommes.

3.9. Personnes vivant avec le VIH

Malgré l'engagement pris par la Communauté internationale et les programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA à l'accès universel des services de prévention, dépistage, traitement et soins du VIH, de nombreux centrafricains n'y ont toujours qu'un accès limité. Le pays reste loin des objectifs pour 2020 des 90-90-90¹⁵. Il est d'ailleurs, marqué par une situation de crise qui pose des défis en termes d'accès des services VIH de la prévention, dépistage, traitement ou soins pour les populations déplacées ou vivant dans des environnements sécuritaires dégradés, ou dans les

¹³ Humanité & Inclusion, « Etudes des barrières à l'accès à l'aide humanitaire », février-août 2020 publié en mars 2021.

¹⁴ UNFPA, Jeunes handicapés : Étude pour mettre fin à la violence basée sur le genre et l'application des droits liés à la santé sexuelle et reproductive, juillet 2018.

¹⁵ 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique ; 90% parmi ceux-ci ont accès au traitement; 90% de ceux sous traitement ont une charge virale supprimée.

prisons. La rétention sous traitement et l'adhésion au traitement sont entravées par l'insécurité, le déplacement et la mobilité des populations, et les ruptures de stock récurrentes des médicaments.

Le VIH est toujours fortement stigmatisé, et de nombreuses populations clés telles que les travailleuses du sexe ou les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes déclarent éviter les services de dépistage et de traitement du VIH aussi en raison de la discrimination dont ils sont victimes. En effet, il ressort de la dernière enquête sur la stigmatisation et la discrimination réalisée en Centrafrique selon une approche communautaire (2018), que « l'indice ou score de stigmatisation et de discrimination des personnes vivant avec le VIH évalué à 87% est très élevé en République centrafricaine. Il est beaucoup plus élevé chez les femmes (90,1%) que chez les hommes (79,9%) ».

Le refus de fournir des services de santé aux personnes vivant avec le VIH reste malheureusement courant dans le pays, et la prévalence et les effets de la discrimination sont souvent particulièrement graves pour les membres des populations clés, qui sont confrontés à des formes de discrimination multiples et superposées.

3.10. Personnes souffrant de troubles mentaux

Malgré des besoins énormes en raison des répercussions du conflit et du stress post-traumatique, la santé mentale reste une problématique peu adressée en Centrafrique. La population a tendance à interpréter la maladie mentale à travers des croyances traditionnelles et à rejeter les malades de la communauté. La capacité en termes de réponse reste extrêmement faible : l'unique structure publique de la RCA dispensant des soins de santé mentale est située à Bangui¹⁶, et la capacité de prise en charge en

psychiatrie est inexistante dans le reste du pays. Selon les dernières données du système de surveillance de la disponibilité des ressources et des services de santé (SARA/HeRAMS, 2019), seuls 3% des formations sanitaires enquêtées proposent des soins de santé mentale. Ceci malgré un énorme besoin : selon les données de la MSNA 2021 (REACH Initiative), dans la majorité des ménages centrafricains, une personne au moins présente des symptômes de troubles mentaux, en particulier des insomnies, une fatigue inexplicable et des maux de tête chroniques. Les besoins sont plus forts parmi les PDIs vivant sur les sites (67%) et les retournés/rapatriés (59%), « fortement exposés aux violences et ayant souvent de perspectives d'avenir plus sombres »¹⁷, et plus aigües dans les préfectures de la Nana-Gribizi et le Haut-Mbomou.

Les programmes d'assistance fournis par les organisations internationales et le SNU restent très faibles, contribuant à un vide qui ne fait que laisser les malades à une vie de mendicité, pauvreté, détresse, et discrimination.

3.11. Détenus

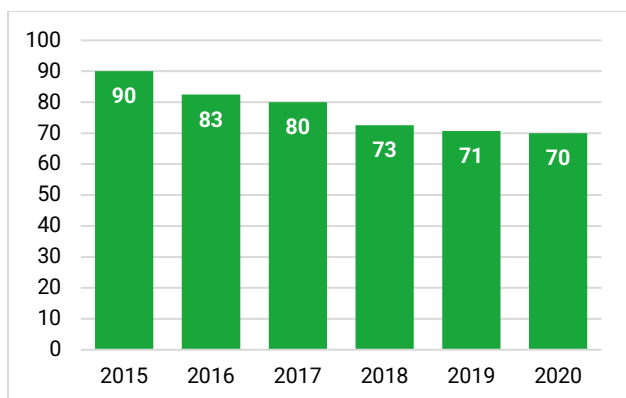
Selon les dernières statistiques du Gouvernement et de la MINUSCA en 2021, la population carcérale est estimée à environ 2,000 personnes dont plus de 3/4 concentrées à Bangui avec un fort nombre de personnes en détention préventive. Cet effectif est trois fois supérieur à la capacité d'accueil des prisons du pays.

En matière d'accès à la justice, la proportion de la population carcérale en instance de jugement reste élevée (72.6%), même si elle a connu une baisse par rapport à 2015 (90%).

Graphique 34: Evolution de la population carcérale en instance de jugement (%)

¹⁶ En 2016, un seul psychiatre exerçait dans le pays, à Bangui, ainsi que 2 psychologues (<https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/la-sante-mentale-une-priorite-pour-la-population-en-rca/>).

¹⁷ Aperçu des Besoins Humanitaires en RCA (HNO), Octobre 2021, page 38.



Source : Rapport du Ministère de la justice

Le délai de garde à vue en Centrafrique est de soixante-douze heures et renouvelable une fois pour les lieux où réside un magistrat du ministère public, et d'une durée qui peut aller jusqu'à huit jours et renouvelable une fois pour les autres lieux. Dans la pratique, les délais de garde à vue et de

détention préventive fixés par la loi ne sont pas observés, les magistrats du siège et du parquet ne visitant que rarement les lieux de privation de liberté, ce qui contribue au taux élevé de surpopulation carcérale et rend la détention arbitraire au sens de l'Article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ne favorise pas l'émergence d'une institution judiciaire efficace au sens de l'ODD 16.

Bien que le pays dispose d'une stratégie nationale de réinsertion des personnes détenues (2017-2022), sa mise en œuvre est rendue difficile par la détérioration du climat sécuritaire, la survenance de la COVID-19 et les contraintes budgétaires de l'Etat. Dans le manque des mesures capables d'assurer le respect des droits des personnes en détention, ceux-ci se retrouvent dans une situation de vulnérabilité plus accentuée.

4. Analyse des progrès dans la mise en œuvre des ODD

Le premier rapport national volontaire (VNR) sur la mise en œuvre des ODD en RCA présenté au forum politique de haut niveau à New York en juillet 2019 a mis en exergue les progrès réalisés par le pays vers l'atteinte des ODD. D'autres études et enquêtes majeures ont ensuite été réalisées et les résultats ont permis d'actualiser certains indicateurs pertinents.

L'examen des progrès réalisés par le pays dans la mise en œuvre des ODD qui est présenté dans les sections qui suivent, est structuré autour des dimensions 5P. Il s'agit notamment de : i) la population, ii) la prospérité, iii) la planète, iv) la paix et v) du partenariat. Toutefois, compte tenu du caractère transversal du partenariat et de son importance dans le contexte actuel du pays, cette dimension fera l'objet d'une analyse conjointe avec la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des ODD.

4.1. Dimension Population

4.1.1. Développement social

Les crises récurrentes qui ont secoué le pays ces dernières années, ont entraîné la dégradation des conditions de vie des populations car, déjà avant l'avènement de la crise sanitaire, les indicateurs sociaux étaient déjà alarmants et plus de la moitié de la population (2,9 millions) avait besoin d'une aide humanitaire dont 1,6 millions étaient dans une situation d'extrême urgence. Le déplacement massif des populations, constituées majoritairement de la main d'œuvre féminine dans le secteur agropastoral, a exposé presque la moitié de la population à l'insécurité alimentaire et aux risques de la pandémie de COVID-19, affectant ainsi le développement humain et le processus de mise en œuvre de l'agenda 2030. La présente section vise à passer en revue les progrès enregistrés en matière de développement social et à étudier les facteurs d'exclusion à la lumière du contexte actuel et des données disponibles, en intégrant la conformité aux engagements

internationaux et nationaux en matière de respect des droits humains.

a) La Pauvreté (ODD1)

La mise en œuvre des deux documents de stratégie de réduction de la pauvreté entre 2008 et 2015, a permis d'obtenir quelques résultats de courte durée mais elle n'a ni infléchi la tendance de l'extrême pauvreté ni corrigé les disparités régionales et les inégalités de sexes en raison des conséquences de la crise de 2012-2013. L'incidence croissante de la pauvreté s'explique en grande partie par le milieu de résidence, la région et aussi par certaines caractéristiques spécifiques des ménages comme l'âge, le sexe, le niveau d'instruction du chef de ménage, le secteur d'activité, la possession de terre agricole par le chef de ménage et enfin l'accès aux services sociaux de base.

La politique actuelle du Gouvernement en matière de réduction de la pauvreté est basée sur la mise en œuvre du RCPCA (2017-2023). Elle est axée sur la fourniture des services sociaux de base (éducation, santé et eaux et assainissement) l'accès aux infrastructures socioéconomiques de base, la création d'emplois dans les régions défavorisées et pauvres. Cette politique devrait contribuer inévitablement à relever le niveau du bien-être des populations. Aussi, l'application de la Loi sur la parité ajoutée à l'adoption du code des collectivités territoriales par l'Assemblée nationale et son opérationnalisation, vont participer non seulement à une recomposition territoriale équilibrée et harmonieuse, mais également à une nouvelle configuration spatiale à travers une approche participative et inclusive de nature à impulser une politique de réduction de la pauvreté en faveur des populations vulnérables.

En 2019, une nouvelle version de la politique nationale de protection sociale (de 2012) a été élaborée en collaboration avec l'UNICEF et la

Banque mondiale. Bien que ce document soit assez complet et couvre la protection sociale contributive et non contributive, il n'a pas encore été validé par le gouvernement et nécessite d'être mis à jour pour s'aligner sur le contexte actuel. En avril 2019, le Président de la République, a officiellement lancé les 10 domaines prioritaires pour la Couverture Sanitaire Universelle en Centrafrique.

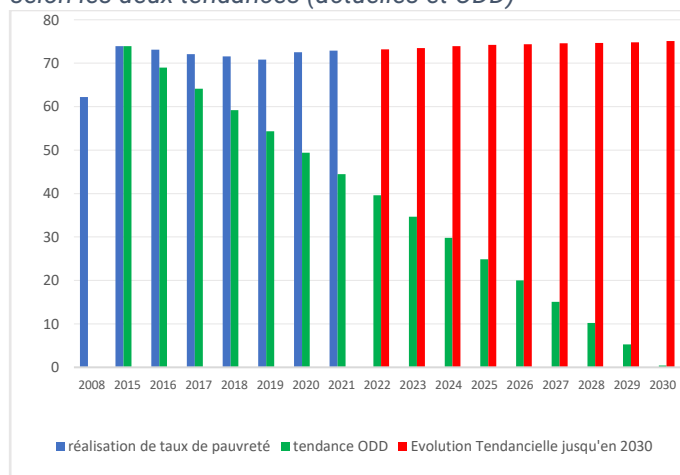
Tableau 23: Evolution de l'incidence de la pauvreté (en%)

Régions	2008	2016	2017	2018	2019	2020c	Ecart
National	62,2	73,1	72,1	71,6	70,5	72,5	2,0
Sexe							
Homme	46,4	66,1	64,8	64,3	64,0	67,2	3,2
Femme	77,0	79,8	79,1	78,6	77,7	78,9	1,2
Zone de residence							
Urbain	49,6	68,5	66,9	66,8	65,8	68,9	3,1
Rural	69,4	75,9	75,3	74,4	73,0	74,8	1,8

Source : ICASEES, Banque Mondiale et Auteurs.

Malgré la mise en œuvre satisfaisante du programme de facilité élargie de crédit (FEC) et du RCPA (2017-2023) qui a permis la consolidation de la croissance économique ces 4 dernières années, la pauvreté reste toujours élevée car en 2019 son incidence a atteint 70,5%. Elle s'est encore aggravée avec l'apparition de la pandémie de COVID-19 qui a entraîné la baisse des revenus des ménages de 1,3% et la contraction de la croissance économique en 2020. Selon les résultats de l'enquête de suivi de l'impact de la COVID-19, réalisée par l'ICASSES, la baisse de travail rémunéré, le chômage technique, la fermeture de certaines entreprises du secteur formel et les faillites successives des entreprises familiales du secteur informel en particulier du commerce, sont les principales raisons de cette baisse de revenu des ménages.

Graphique 45: Evolution de l'incidence de la pauvreté selon les deux tendances (actuelles et ODD)



Source : ICASEE), Rapport impact socioéconomique Covid-19, RNDH 2017, VNR 2019, Banque mondiale et auteur.

Selon le dernier rapport de l'étude d'impact socioéconomique de la COVID-19, plus de 91.800 personnes ont vu leurs conditions de vie se dégrader sous l'effet de la pandémie. Dans ce contexte, l'incidence de la pauvreté (proportion de la population vivant en dessous de 1,90 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat) est donc passée de 70,5 % en 2019 à 72,5 % en 2020, alors qu'elle avait déjà baissé à 62% en 2008.

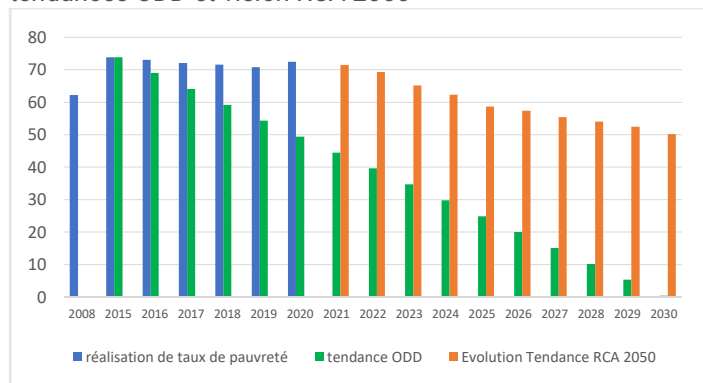
Les populations les plus vulnérables, qui subissent le degré le plus élevé d'impact socio-économique et qui nécessitent une attention spécifique et soutenue dans le cadre de la réponse, sont les travailleurs informels^[5], les personnes handicapées, les réfugiés et les personnes déplacées internes. Dans tous ces groupes de personnes vulnérables, ce sont les femmes qui sont les plus touchées et en première ligne ainsi que les ménages dirigés par des femmes et les jeunes.

Selon la même étude, la féminisation de la pauvreté va s'accroître en raison de la dépendance des femmes à l'égard de l'agriculture de subsistance et des marchés informels qui ont été décimés par les crises successives et aussi par les mesures restrictives liées à la gestion de la pandémie. Les ménages dirigés par des femmes

représentent 21,8% de l'agriculture de subsistance^[7], et les chocs négatifs ont donc eu un impact plus important sur elles que sur les hommes. Face à la perte de leurs biens, à l'effondrement de leurs moyens de subsistance, au mauvais accès aux services sociaux de base et à la marginalisation, le risque de féminisation de la pauvreté est important.

Allant dans le même sens, l'enquête rapide sur les effets de la COVID-19 avec une perspective genre réalisée en fin de l'année 2020, affirme que les conséquences de la pandémie sur les revenus et l'activité économique sont évidentes pour les deux sexes. Environ les deux-tiers des hommes (69 %) et des femmes (64 %) ont signalé une diminution de leurs revenus depuis la pandémie. En outre, 7 % d'hommes et 4 % de femmes ont déclaré avoir perdu tous leurs revenus. Moins d'un quart des hommes (21 %) n'ont signalé aucun changement contre 29 % de femmes ; seulement 3 % d'hommes et 2 % de femmes ont signalé une augmentation de leurs revenus. Bien que cela soit prévisible, comme cela se passe dans le monde entier, la pandémie a eu un impact considérable sur les sources de revenus des individus. Selon la Banque mondiale, plus de 3,5 millions de Centrafricains, devraient continuer à vivre dans l'extrême pauvreté entre 2021 et 2022¹⁸ à cause de la volatilité de la situation sécuritaire due à la persistance de conflit post électoral, de l'insécurité alimentaire et de l'accès limité aux services publics de base, notamment dans les zones reculées.

Graphique 56: Evolution du taux de pauvreté selon les tendances ODD et vision RCA 2050



Source : ICASEE), Rapport impact socioéconomique Covid-19, RNDH 2017, VNR 2019, Banque mondiale et auteur.

b) La sécurité alimentaire et la nutrition (ODD2)

La situation de la sécurité alimentaire en RCA demeure inquiétante à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire et la recrudescence des violences armées dans plusieurs régions du pays ainsi que des difficultés d'accès qui ont conduit à une importante détérioration des moyens d'existence, la perte du pouvoir d'achat et la paupérisation croissante de la population ainsi que l'adoption de mécanismes négatifs de survie.

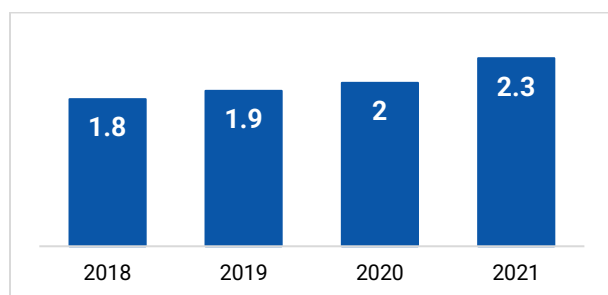
Depuis 2013, les autorités nationales appuyées par la communauté internationale notamment les acteurs humanitaires ont été au chevet des populations les plus vulnérables constituées des déplacés internes, des retournés, des populations des localités les plus affectées par les conflits, la pandémie de COVID-19 et les catastrophes naturelles ainsi que celles vivant dans des zones d'accès difficile pour leur apporter assistance. Plusieurs actions ont alors été entreprises pour améliorer les conditions de vie de ces populations en renforçant leur résilience. Il s'agit entre autres de la signature du pacte sur le programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique permettant l'engagement des partenaires autour de la sécurité alimentaire ; de la mise en œuvre du Plan National pour l'Investissement Agricole et la Sécurité Alimentaire ainsi que du soutien à la

¹⁸ Banque Mondiale : Cahiers économiques de la République centrafricaine, quatrième édition ; Juillet 2021.

poursuite de certains volets agricoles dans certaines régions malgré la crise par les partenaires techniques et financiers notamment le PAM, la FAO, l'UNICEF et l'OMS à travers la distribution de vivres et des kits agricoles et COVID-19 (semences, outils de production, ustensiles de lavage de mains et de protection) aux populations vulnérables.

L'épidémie de COVID-19 intervient alors que le pays se remet à peine de la grande crise sécuritaire de 2013. La hausse des prix des denrées de base nuit au pouvoir d'achat des ménages pauvres dans les centres urbains, en particulier dans la capitale, où les pertes d'emploi touchent les pauvres du secteur informel. Ceux-ci sont contraints de réduire la taille et la qualité de leur consommation, et le nombre de repas pris par jour. En janvier 2020, la baisse de leur pouvoir d'achat les exposait à une insécurité alimentaire aiguë aggravée par les effets de la COVID-19¹⁹.

Graphique 6-7: Evolution du nombre de personnes menacées par l'insécurité alimentaire (en million)



Source : OCHA, Rapports sur la situation humanitaire en RCA de 2020, 2021.

L'insécurité alimentaire reste très préoccupante tout au long de l'année 2021. En effet, l'enquête pré-récolte menée par la FAO en août 2021 indique une diminution de près de 40% de la récolte de 2021 par rapport à 2020. La faible production agricole indique que les ménages épuiseront rapidement leurs stocks alimentaires avant la prochaine récolte. La magnitude de l'insécurité alimentaire entre la période de soudure 2021 (2,29 millions de personnes en insécurité alimentaire) et la période post récolte 2021-2022 (2,1 millions),

est très faible (seulement 190.000 personnes). Toutefois, l'analyse IPC montre des chiffres parmi les plus élevés en période post récolte en RCA.

Le mouvement des éleveurs transhumants, la résurgence des maladies du bétail et des plantes sont d'autres facteurs qui affectent les rendements des cultures et la disponibilité des aliments. Selon ENSA, les baisses de productions enregistrées et la détérioration des indicateurs d'accès alimentaires comme les prix des denrées alimentaires vont entraîner une forte augmentation de l'insécurité alimentaire dans les mois à venir.

L'insécurité alimentaire va encore s'aggraver pendant la période de soudure dans plusieurs préfectures (Ouham Pende, Ouaka, Basse Kotto, Haut Mbomou, etc.) à cause du manque d'accès et des contraintes limitant l'assistance, le fonctionnement des marchés et la poursuite d'activités de survie par les populations. Ainsi, 2,4 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë à partir de mai 2022.

Situation nutritionnelle chez les enfants

Selon l'enquête MICS6, la situation de la malnutrition (sévère et modérée) chez les enfants de moins de 5 ans demeure préoccupante. Environ un enfant de moins de cinq ans sur cinq (22%) souffre d'insuffisance pondérale. Aussi, 3% d'entre eux sont trop lourds pour leur taille (obésité) et deux enfants de moins cinq ans sur cinq (40%) souffrent de malnutrition chronique ou récurrente (retard de croissance). En même temps, la malnutrition aiguë ou émaciation affecte 5% des enfants de moins de 5 ans. Toutefois, les enfants âgés de 6 à 8 mois sont plus vulnérables, avec une prévalence de 9%. Le retard de croissance des enfants s'explique par le niveau d'instruction de la mère, (45% de ces enfants ont des mères sans niveau d'instruction, comparativement à ceux dont les mères ont un niveau secondaire ou plus (16,5%).

¹⁹ Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, A/HRC/45/55

Ainsi, globalement dans le cadre du RCPCA (2017-2023), les autorités nationales ont placé le secteur agropastoral parmi les secteurs les plus prioritaires pour mieux encadrer le système de production et briser le cycle de violence en offrant des possibilités d'emplois et de revenus aux populations vulnérables, y compris les ex-combattants démobilisés. Il devrait permettre d'améliorer les conditions de vie des populations par l'autosuffisance alimentaire, l'augmentation des revenus et enfin contribuer au développement humain durable.

Cependant, au regard de la persistance des violences, malgré l'engagement des différents partenaires, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une croissance verte en RCA demeurent une préoccupation qui est d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

c) La Santé (ODD3)

En RCA, la politique de santé du pays est fondée sur les Soins de Santé Primaires (SSP) dont les composantes ont été déclinées en programmes de santé contenus dans le PNDS II (2006-2015). Avec la crise humanitaire qui a entraîné une déliquescence du système de santé, un Plan de Transition du Secteur de Santé (PTSS) a été élaboré pour la période de 2015- 2017 accompagné d'un Plan Intérimaire du Secteur de la Santé (PISS) 2018-2019 en vue de répondre aux urgences humanitaires et contribuer à la mise en œuvre du RCPCA (2017-2023).

Malheureusement, le contexte socio-sanitaire de la RCA est caractérisé par une dégradation continue de tous les indicateurs de santé depuis une quinzaine d'années, signe de la détérioration des conditions de vie de la population et de la faillite du système sanitaire. En 2019, la RCA est classée 159^{ème} sur 189 pays en termes d'indice global de sécurité sanitaire de l'OMS expliquant, la fragilité du système de santé qui est caractérisée par :

- La destruction d'un tiers des 1008 formations sanitaires du pays, pendant les périodes de conflits ;

- Le dysfonctionnement de 22% des établissements de santé existants ;

Les conséquences ultimes longtemps décriées sont les niveaux très élevés de la mortalité générale, de la mortalité infanto-juvénile, de la mortalité infantile (moins de 1 an) et la mortalité maternelle.

L'espérance de vie à la naissance très faible, passant de 49 ans en 1988, à 44 ans en 2000 (MICS 2000) puis à 43 ans en 2003 (RGPH 2003) avant de remonter à 53,3 ans en 2020 selon la Banque mondiale.

Cependant en RCA, les contaminations de COVID-19 touchent beaucoup plus les femmes et les jeunes âgés de 30-39 ans car selon les données de suivi épidémiologique du Ministère de la santé, le taux de prévalence positif des femmes est de 15,5% contre 14,7% pour les hommes.

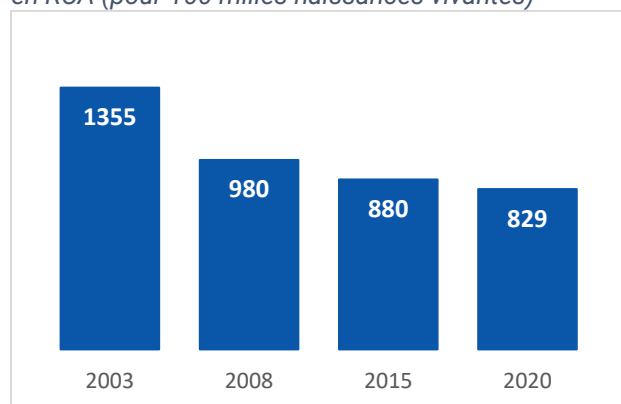
Ces indicateurs montrent un tableau sombre caractérisé par la surmortalité et la surmorbidity, particulièrement des enfants et des femmes pendant les périodes de conflit de COVID-19, démontrant à suffisance la vulnérabilité du couple mère-enfant en RCA.

Sur le plan épidémiologique, les principales causes de la morbi-mortalité sont liées aux maladies transmissibles dont les maladies à potentiel épidémique et les maladies évitables par la vaccination comme la réémergence des maladies sous contrôle auparavant et l'apparition de nouveaux foyers de maladie telle la COVID-19. Les maladies non transmissibles liées aux modes de vie prennent aussi de plus en plus d'importance.

Depuis plus de 5 ans, le fonctionnement du système de santé est assuré en grande partie par les ONGs humanitaires. Aujourd'hui, la RCA ne dispose que de 0,6 médecin pour 10 000 habitants ; cet indicateur est largement inférieur à la moyenne régionale qui est de 1,5. La RCA a l'un des ratios médecin/patient les plus bas du monde. Selon l'enquête SARA 2020, la disponibilité en personnel de santé (tout personnel confondu) est de 5,5 pour 10 000 habitants, alors que la norme OMS de l'indicateur est de 23 pour 10.000

habitants. L'indice de disponibilité des services de santé au niveau national est de 31,2%, l'indice de capacité opérationnelle des services est de 50%, l'indice de l'utilisation des services de santé est de 2,3% et la capacité opérationnelle moyenne des établissements de soins offrant les services de transfusion sanguine est évaluée à 43%. Par ailleurs, selon les résultats de MICS 6, la couverture vaccinale par le DTC3 chez les enfants âgés de 1 an est de 34,4%, le taux d'enfants complètement vacciné est 13,2%, la naissance en présence d'agents de santé qualifiés est de 42,9% et la naissance en institution de soins est de 58,3%. Selon les dernières estimations de l'OMS, le taux de mortalité maternelle a atteint 829 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2020. Ces indicateurs alarmants illustrent bien la gravité de la situation sanitaire.

Graphique Z8: Evolution du taux de mortalité maternelle en RCA (pour 100 milles naissances vivantes)



Source : RGPH 2003, RNDH 2017, OMS et auteur.

Par ailleurs, il existe un fort déséquilibre dans la répartition du personnel soignant chargé de la santé de reproduction. Selon l'enquête HeRAMS/SARA 2019, pratiquement tous les médecins spécialistes, gynécologues-obstétriciens, et chirurgiens qui exercent dans le domaine de la santé de la reproduction sont dans la capitale Bangui où vit ¼ de la population Centrafricaine. De même que 72% des sages-femmes n'exercent qu'à Bangui, et 93% en milieu

urbain au détriment du milieu rural où vit 60% de la population

Il existe un gap important dans la couverture des soins prénatals, avec seulement 52% des femmes enceintes recevant ces services en 2019. Par ailleurs, au niveau national six accouchements sur dix (58,3% des femmes enceintes) se font à domicile et seulement quatre accouchements sur dix (41,7%) sont assistés par un personnel qualifié. La situation est moins reluisante en milieu rural (27,8%) comparativement au milieu urbain (77,3%).²⁰ Le taux des accouchements réalisés dans la structure sanitaire est de 12%, et le taux de césarienne varie de 1% à 2% selon qu'il s'agisse du milieu rural ou urbain, alors que la norme OMS se situe dans la fourchette de 5-15%. Selon les résultats de MICS6 (2018/2019), le taux de prévalence contraceptive est encore faible (14,4 %) car, les besoins non satisfaits en planification familiale moderne pour l'espacement des naissances sont importants (30%). Alors que le ratio de mortalité maternelle peut être réduit de 30% grâce à un renforcement de la planification familiale. S'agissant des adolescents et jeunes, leur santé est menacée par les mariages et grossesses précoces ainsi qu'à l'exposition aux VIH/SIDA, conséquence d'une sexualité précoce et d'un accès limité aux informations et aux services de qualité en matière de santé sexuelle et de la reproduction, en particulier la contraception : 31,5% des adolescentes de 15-19 ans ont déjà eu une naissance vivante ; 37,9 % ont commencé une vie féconde, et 42,8 % des filles âgées de 20-24 ont eu une naissance vivante avant l'âge de 18 ans (MICS6). Aussi, la prévalence du VIH/SIDA parmi les adolescents et jeunes de 10 à 24 ans, est de 2,8% dont 4,2% chez les filles, et 0,7% chez les garçons.

Vaccination

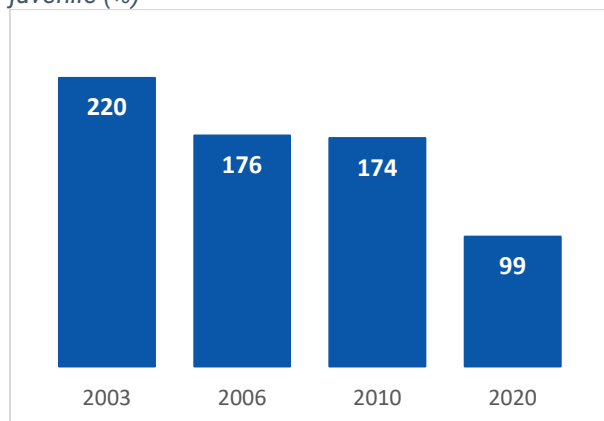
Le programme national de vaccination, très souvent en riposte aux épidémies, est un peu performant dans la gestion du programme élargi

²⁰ RCA MICS 2018-2019-Rapport final, page 146.

de vaccination (PEV) de routine. La situation de la couverture vaccinale des enfants de 12-23 mois s'améliore lentement en RCA depuis 2010 (MICS6, 2018) et ce, quel que soit l'antigène inclus dans le PEV. Aujourd'hui 15% des enfants âgés de 12-23 mois ont bénéficié de vaccins de base (BCG, Polio3, DTCoq3, HepB3, Hib3, et Rougeole selon le calendrier vaccinal de la RCA). Cette proportion est plus élevée à Bangui (41%) que dans les autres régions du pays avec seulement 5% dans la Région 6. Des déperditions sont également enregistrées au niveau des vaccins nécessitant les trois doses successivement. Selon les résultats de l'enquête MICS6, le taux de mortalité infantile est de 110‰ naissances vivantes tandis que le taux de mortalité infanto-juvénile se situe à 99‰ naissances vivantes.

Grâce à l'appui de la communauté internationale, les autorités nationales ont pu vacciner plus de 350 mille personnes contre la COVID-19 à ce jour dans les districts des régions sanitaires 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7.

Graphique 89: Evolution du taux de la mortalité infanto-juvénile (%)



Source : RGPH 2003, RNDH 2017 et MICS6

²¹ Une formation sanitaire SONU de Base (SONU B) doit offrir 7 éléments de soins que sont: 1. Administration d'antibiotiques par voie parentérale; 2. Administration des utéro toniques par voie parentérale; 3. Administration des anticonvulsivants par voie parentérale; 4. Délivrance artificielle du placenta; 5. Extraction des produits résiduels d'avortement par AMIU; 6. Pratique de l'accouchement instrumental par voie basse (ventouse ou forceps); 7. Pratique de la réanimation néonatale (avec ambulance ou masque). La formation SONU C (Complet) doit offrir les sept précités plus la césarienne et la transfusion sanguine.

Cette situation serait essentiellement due (i) à une offre de service insuffisante en quantité et en qualité, (ii) aux faiblesses dans l'approvisionnement en médicaments et consommables essentiels, (iii) des ressources humaines insuffisantes et mal réparties, (iv) aux financements insuffisants et peu prévisibles, (v) à une information stratégique peu fiable et insuffisamment utilisée; (vi) à une insuffisance des services conviviaux pour les adolescents et jeunes; et (vii) à une faiblesse du leadership, de coordination et des capacités de planification, de suivi et d'évaluation.

Selon l'enquête rapide sur les Soins obstétricaux et néonataux d'urgences (SONU) de 2019, la plupart des indicateurs sur SONU en Centrafrique sont au rouge. En effet, l'on dénombre au total 17 Formations Sanitaires (FOSA) SONU B²¹ alors que, selon les recommandations des Nations Unies et la taille de la population en RCA²², il en faut 53 offraient les SONU complets, d'où un gap de 36 FOSA.

Faisant l'objet de discrimination et de stigmatisation, dues à leur état de santé, beaucoup de femmes souffrant de fistules obstétricales (FO)²³ demeurent dans l'anonymat et ne peuvent accéder aux services de santé pour recevoir les soins appropriés.

Depuis deux ans, avec l'appui de l'UNFPA, une politique nationale de lutte contre la fistule obstétricale a été élaborée par le Ministère de la Santé et de la Population. Durant la dernière décennie, 411 cas de fistules obstétricales ont été pris en charge dans les centres spécialisés de Bangui, Bambari et Mbaïki dont une dizaine de cas compliqués évacués au Bénin grâce au partenariat

²² 5.256.628 personnes en 2018, période de référence de l'Enquête Rapide sur les SONU de 2019.

²³ La fistule obstétricale est un passage anormal entre la vessie et le vagin et ou le rectum, par lequel l'urine et ou les matières fécales s'écoulent constamment. Elle survient après un accouchement laborieux et dystocique ou une césarienne ratée, d'où le terme « fistule obstétricale ». Ainsi, la fille ou la femme, ne peut plus contrôler ses urines et parfois les selles, qui coulent d'une manière permanente entraînant des odeurs nauséabondes.

Sud-Sud. Cependant, ce chiffre reste insignifiant au regard des complications postpartum dont souffrent les femmes et du faible plateau technique des structures de santé dans les provinces.

VIH et tuberculose

La RCA est l'un des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre le plus touché par l'infection à VIH, et l'un des 30 pays du monde à forte charge de tuberculose (TB), avec une incidence TB estimée à 540 pour 100 000 habitants soit 25 000 patients par an. Le pays connaît une épidémie de VIH généralisée, avec un taux de prévalence de 3,5% reparti entre 4,4% chez les femmes et 2,9% chez les hommes. Alors que la prévalence au sein de la population est en baisse constante depuis 2010 (prévalence de 5% en 2010), elle est restée stable parmi les adolescents et jeunes de 15-24 ans depuis 2013, notamment les filles (ONUSIDA 2020).

Il n'existe pas de données récentes sur la prévalence du VIH par région. Mais selon l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS, 2010), il existe une variabilité géographique de la prévalence du VIH allant de 2,1% dans l'Ouham à 12,8% dans le Haut Mbomou. La prévalence du VIH est plus élevée dans certaines populations clés : 15% chez les travailleurs du sexe et 6,4% chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (IBBS, 2019). Parmi les autres groupes à forte prévalence du VIH, il y a aussi les hommes en uniforme (prévalence de 5,8%), et les détenus (3,6%). Près de la moitié des personnes vivant avec le VIH recevant une thérapie antirétrovirale sont suivies dans la ville de Bangui.

Seulement 70% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut et 46% de toutes les personnes vivant avec le VIH sont sous traitement antirétroviral. Il existe des différences considérables dans l'accès au traitement selon le sexe, 53% des femmes séropositives sont sous traitement antirétroviral, contre seulement 34 % des hommes. (ONUSIDA 2020). La rétention sous

traitement est entravée par l'insécurité, le déplacement et la mobilité des populations et les ruptures de stock récurrentes des anti-rétroviraux.

La transmission du VIH de la mère à l'enfant est estimée à 8% dans les six semaines après la naissance, puis à 20% à la fin de l'allaitement. Seulement 46% des enfants estimés vivant avec le VIH connaissent leur statut et parmi eux 46% sont sous traitement. Il y a une faible couverture en site de prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) à travers le territoire. Seule la région sanitaire de Bangui offre un taux de couverture de service de PTME de plus 50%.

Une évaluation rapide menée par la CNLS, le RECAPEV, le PCOS, de l'impact de la COVID-19 sur la réponse à la tuberculose, VIH et paludisme en RCA a montré que la pandémie de la COVID-19 a notamment limité l'accès au dépistage et perturbé le continuum de soins. La pandémie a causé une détérioration des principaux indicateurs de qualité de prise en charge et une augmentation des cas de perdus de vue. Il a été noté la crainte des patients de se rendre dans les FOSA de peur de contracter la COVID-19 et d'être stigmatisés comme un patient atteint de la maladie à COVID-19. Enfin, les confinements à répétition ont entraîné la paupérisation des personnes vivant avec le VIH.

La lutte contre le VIH et le SIDA demeure une priorité de santé publique pour le gouvernement. Ce dernier s'est engagé dans son plan stratégique national VIH 2021-25 à mettre à échelle nationale des stratégies à haut impact pour l'élimination des nouvelles infections et la promotion de l'accès universel aux soins et traitements des personnes qui en ont besoin. Ainsi, le pays a connu une augmentation de près de trois fois du financement du Fonds mondial (le principal bailleur de la réponse au VIH dans le pays) entre le cycle de financement précédent (2017-19) et celui actuel (2020-22).

Globalement, du fait de l'insécurité, de nombreuses localités à l'intérieur du pays ne sont pas ou très peu accessibles à l'aide internationale et au gouvernement. L'insécurité et sa volatilité

affecte tous les aspects de l'accès aux services de base, y inclus les services de santé. Les niveaux de violence contre les civils sont sans précédent, de même que les attaques systématiques contre les établissements de santé, les ambulances, le personnel de santé et les patients.

En dehors de l'appui souvent fragmentaire de près de 340 centres par les ONG, il existe un très grand déficit dans l'offre de services de santé en dehors de Bangui, lié à un manque de ressources humaines qualifiées, à une chaîne d'approvisionnement limitée et à un manque de gouvernance, notamment au niveau décentralisé, et donc de suivi et d'évaluation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du RCPCA, les autorités centrafricaines et les différents partenaires au développement ont déployé des efforts pour réduire la mortalité maternelle et infanto-juvénile. Et en même temps, elles ont doté le pays d'une loi sur les médicaments et produits de santé car la RCA ne dispose pas encore d'une centrale d'achat de médicaments et connaît une forte circulation et prolifération de faux médicaments.

Poursuivant les efforts, une Charte Nationale sur la qualité des soins et les droits du patient a été lancée en mars 2020 à laquelle est associée une ligne verte gratuite permettant de dénoncer les abus et violations des droits survenant dans les structures de santé.

En juin 2021, le Ministère de la santé publique a lancé le processus d'élaboration du Plan de Développement sanitaire 2022-2026 avec la collaboration de l'OMS et une forte implication des Partenaires Techniques et financiers.

Cependant, le financement de la santé dépend largement de l'extérieur car, la part extérieure représente 65% du total des dépenses en santé, le paiement direct des patients 19% et la part de l'Etat 16%. Il y a peu d'informations crédibles produites par les systèmes de collecte d'informations sanitaires existants (y compris ceux des ONG),

mais aussi très peu de connaissances sur les attentes de la population.

d) Eau, Hygiène et Assainissement - EHA (ODD6)

L'analyse des résultats des différentes évaluations fait ressortir des besoins importants dans tous les secteurs. Concernant le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, la situation nationale reste préoccupante avec 2,8 millions personnes connaissant des besoins en EHA. Les déplacements de population, le manque d'ouvrages d'eau potable dans certaines localités, les pannes récurrentes des ouvrages hydrauliques dues au manque d'entretien et au vandalisme des infrastructures dans les zones en conflit et la contamination des puits par les restes humains dans certaines zones de conflits ont contribué à la détérioration des conditions de vie des populations et augmenté la vulnérabilité des personnes aux maladies les plus fréquentes (paludisme et diarrhée).

Selon les résultats de la MSNA, 33% de la population ont un accès insuffisant à l'eau potable à usage domestique, y compris pour la boisson. 66% de la population ont un accès insuffisant à l'assainissement, 19% pratiquent la défécation à l'air libre et 39% n'ont pas accès au savon pour la pratique d'hygiène à domicile. Ces insuffisances en EHA impactent négativement la santé de la population et seraient l'un des facteurs déterminants de certaines maladies diarrhéiques, comme dans la préfecture de la Nana-Mambéré. Les lacunes en EHA sont également des facteurs déterminants de l'augmentation des taux de malnutrition constatés dans les sous-préfectures de la Mobaye, Zangba et Mingala. Cette insuffisance de l'accès à l'EHA couplée à la promiscuité et au manque d'assainissement, notamment la mauvaise gestion des déchets solides produits dans les sites, l'insuffisance des latrines (70% des PDI sur sites partagent des latrines avec plus de 20 personnes) constituent un danger de propagation de microorganismes nuisibles à la santé humaine.

Par ailleurs, l'accès aux installations EHA dans les zones où celles-ci existent est problématique, en particulier pour les femmes et filles sur sites. Ainsi, 59% d'entre elles disent craindre pour leur sécurité lors du trajet entre le domicile et les infrastructures. Cette problématique de protection est aussi perceptible dans les communautés.

La lutte contre la COVID-19 a rendu difficile l'accès aux produits d'assainissement et hygiène tels que le savon pour l'usage domestique et augmente la vulnérabilité des populations. En effet, 88% de la population de Obo, 74% de Kabo et 62% des Mbrès ne disposent pas de savon. En moyenne, 50% des PDI sur sites n'ont pas accès au savon.

L'enquête MICS6 a révélé que 37,5 % des ménages ont accès au service de base de l'eau potable; 10,6% ont accès au service d'assainissement de base et 19,5% au service de base d'hygiène. Les disparités dans l'accès aux services de base de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont importantes entre les milieux urbain et rural, les plus pauvres et les plus riches et entre provinces.

Le manque d'accès à une eau potable suite aux phénomènes météorologiques extrêmes ou en raison de la pénurie croissante en eau potable est un obstacle majeur à la santé sexuelle et reproductive des femmes. L'eau potable est essentielle pour assurer la fourniture de services de santé sexuelle et reproductive sûrs et de qualité, y compris pendant la grossesse et l'accouchement, et pour l'administration de certaines méthodes contraceptives. Par ailleurs, l'absence d'installations sanitaires et de points d'eau adéquats dans des lieux sûrs augmente également le risque de violence sexuelle et sexiste et affecte la gestion de la santé menstruelle.

En matière d'hydraulique villageoise, grâce aux appuis financiers de l'UE, de la Banque Mondiale, de la BADEA, de la BAD, de l'UNICEF, et de certaines ONGs comme le CICR, des actions importantes ont été menées dans le cadre du RCPA et ont permis aux autorités nationales de faire des études et de réaliser plus de 7 milles

forages et environ 500 manuels dans les préfectures (données du Ministère de l'hydraulique en 2020). Selon les statistiques publiées dans le rapport de suivi des ODD en 2019, relatives à la période 2018-2020, 30% seulement de la population totale a accès à l'eau potable. Ce taux est de 36,5% pour la ville de Bangui et de 27% dans les zones rurales. La disparité de ces taux est expliquée en grande partie par la vétusté et la destruction des infrastructures de production et de distribution d'eau à l'intérieur du pays. Or, plus de 60% de la population se trouve à l'intérieur du pays et dans les zones rurales.

Ainsi, dans les préfectures de la Haute Kotto, de la Vakaga, du Mbomou, de la Basse Kotto et de la Sangha Mbaéré, le nombre d'habitants par forage est largement au-dessus de 2500. Cela s'explique par le manque d'infrastructures d'eau potable dans ces préfectures. En revanche dans les préfectures de la Mambéré Kadeï et du Bamingui Bangoran, le nombre d'habitants par forage est inférieur à 250. Cette bonne couverture en eau potable dans ces deux préfectures s'explique par la forte concentration des projets de forage des PTFs dans la Mambéré Kadeï tandis que le faible poids démographique dans la préfecture de Bamingui Bangoran en est la principale raison.

Pour mieux structurer l'organisation et la gestion de l'Eau et Assainissement dans le contexte actuel, les autorités nationales ont procédé à la révision de tous les documents de politiques du sous-secteur afin de les aligner sur les ODD, prendre en compte les effets du changement climatique et profiter de potentialités et des opportunités qui s'offrent au pays.

e) Education et le niveau de formation (ODD4)

En RCA, la politique de l'éducation est définie dans le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE 2022-2029) qui fait suite aux deux plans de transition 2014-2017 et 2018-2019 complétés par un plan d'urgence (2019-2021). Le secteur éducatif centrafricain a été considérablement affecté par les conflits récurrents, il reste fragile et déficient. Ce PSE constitue *un plan de relèvement* de ce

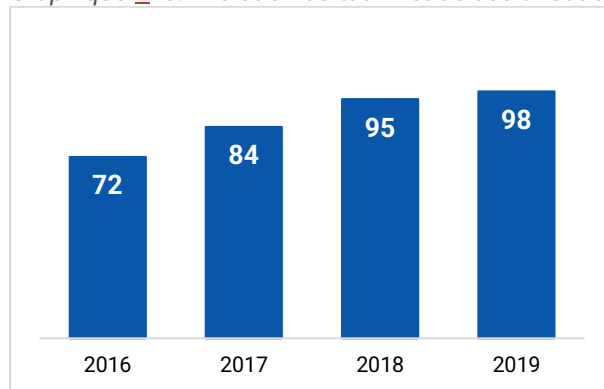
secteur. À ce titre, il s'inscrit tout à fait dans les priorités stratégiques du RCPCA qui s'applique jusqu'en 2023 : (i) le relèvement du système éducatif fait partie intégrante du deuxième pilier de ce plan qui vise à « renouveler le contrat social entre l'État et la société » à travers la fourniture de services de base sur tout le territoire ; et (ii) l'éducation est aussi liée aux deux autres piliers du RCPCA : elle est un facteur essentiel pour « soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation » (Pilier 1) et elle est indispensable pour fournir les ressources humaines qualifiées capables de « promouvoir le relèvement socioéconomique et la relance des secteurs productifs » (Pilier 3). Ces deux derniers objectifs ont été intégrés dans les stratégies de relèvement du système éducatif élaboré dans le cadre de ce PSE. Il en est de même pour les objectifs transversaux du RCPCA, et en particulier celui d' « atténuer les déséquilibres régionaux » car les disparités régionales ont en effet été identifiées comme « l'une des causes profondes de la fragilité de la RCA ».

Le secteur de l'éducation en RCA a été considérablement affecté par les crises politiques, sécuritaires, sanitaires et économiques de ces trois dernières décennies. Les difficultés de l'État à assurer l'accès aux services d'éducation ont été accrues, et le système scolaire formel n'est plus fonctionnel depuis des années dans certaines régions du pays. Entre 2019-2020, les conditions d'accès à l'éducation restent très mauvaises et perturbées par la crise sanitaire pour la grande majorité des enfants et adolescents (écoles mal équipées ; classes pléthoriques ; enseignants non qualifiés) et beaucoup d'entre eux n'y ont toujours pas accès. En outre, cet accès limité est aussi peu équitable. Le taux de fréquentation au préscolaire des enfants de 36-59 mois est très faible (6,3%). Le taux net de scolarisation au fondamental 1 est passé de 84% en 2017 à 95% en 2018 puis à 98% en 2019. Cette amélioration progressive s'explique par les efforts déployés par les autorités nationales avec l'appui de la communauté internationale dans le redéploiement des enseignants à l'intérieur du pays car l'insécurité a contribué fortement à la pénurie d'enseignants qualifiés, et plus généralement de fonctionnaires de l'État.

En effet, selon le rapport de l'étude rétrospective de la RESA réalisée en juin 2021 par la Primature, pour un besoin réel de 6.500 fonctionnaires et agents de l'Etat à l'intérieur du pays dont 75% des enseignants, le nombre de fonctionnaires affectés qui étaient présents à leurs postes est passé de 917 en Août 2017 à 3.418 en décembre 2018 et à 3.702 en décembre 2019 puis à 4.117 en novembre 2020. Seulement 1.155 FAE étaient présents dans les régions de l'est du pays, témoignant à la fois de la réticence des fonctionnaires à prendre leurs postes dans les régions touchées par l'insécurité et des obstacles posés par les groupes armés au retour de l'état de droit et au redéploiement des fonctionnaires, en violation de l'Accord politique. En outre, selon ce même rapport, publié en juin 2021, le processus de redéploiement des enseignants titulaires et qualifiés planifié par le gouvernement se heurte toujours à l'ancrage territorial des groupes armés ainsi qu'au manque d'accès et de moyens logistiques. Par conséquent, les écoles ont largement recours aux « maîtres-parents » qui sont nommés par les communautés locales afin de fournir une éducation de base dans les zones touchées par les conflits.

Le taux de fréquentation scolaire n'est que de 72,8% entre 2018 et 2019 selon le rapport de l'enquête MICS6.

Graphique 940: Evolution du taux net de scolarisation F1

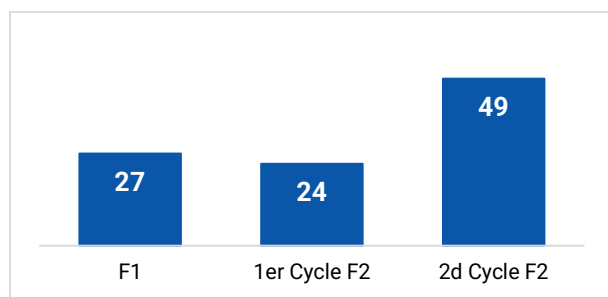


Source : Annuaire statistique de l'éducation 2018/2019,

Aujourd'hui, l'inscription ne garantit pas l'achèvement. Le taux d'achèvement passe de 59% pour le cycle primaire à 13,5% pour le 1^{er} cycle du secondaire et se réduit de moitié pour tomber à 6% au Niveau Secondaire 2e cycle. Quel que soit le niveau d'enseignement, le taux d'achèvement est plus faible pour les filles que les garçons ; aussi

bien en milieu rural qu'en milieu urbain et dans les ménages les plus pauvres. Ceci permet de déduire la déperdition scolaire car, un peu plus d'un élève du Fondamental 1 sur quatre (27%) abandonne l'école avant la fin de l'année scolaire et environ un élève du Fondamental 2 sur quatre (24%) sort du système par abandon. Presque la moitié des élèves du Secondaire (49%) abandonnent ce niveau avant la fin de l'année académique.

Graphique 1011: Taux d'abandon à la fin de chaque cycle d'étude



Source : Annuaire statistique de l'éducation 2018/2019,

Environ 378 écoles sont non fonctionnelles à cause du conflit ayant occasionné des mouvements de populations qui vont se réfugier dans les pays limitrophes. Plusieurs écoles sont toujours fermées et la situation ne favorise pas l'accès des enfants aux écoles, et accroissent leur vulnérabilité. Contrairement à l'année scolaire 2019/2020 où la non-fonctionnalité des écoles, était en grande partie causée par la COVID-19 et l'insécurité, l'occupation des écoles par les hommes en armes à la suite de la période électorale de décembre 2020, a constitué l'une des principales barrières à l'accès à l'éducation en 2021. Au mois de février 2021, au moins 26 écoles dans le pays étaient occupées par des porteurs d'armes et 999 n'étaient pas opérationnelles en raison des combats, affectant la scolarisation d'un enfant sur deux. En outre, selon le rapport de l'étude rétrospective de la RESA de juin 2021, la répartition géographique des enseignants demeure très déséquilibrée, puisque seules les sept (7) préfectures des régions de l'ouest sont pourvus de 2/3 des enseignants, contre seulement 1/3 d'enseignants dans les neuf (9) préfectures des régions du centre et de l'est.

La crise de décembre 2020 a également entraîné la perte du pouvoir d'achat des ménages consécutive à l'augmentation des prix conduisant à la réduction des dépenses liées à l'éducation.

D'après les données de la MSNA collectées en fin d'année scolaire 2019-2020, 65% des enfants de 3 à 17 ans ne fréquentaient pas l'école sur une base régulière (38% n'étant pas inscrits en début d'année et 7% ayant abandonné en cours d'année et 20% n'ayant pas participé de manière régulière). La barrière à l'éducation la plus souvent citée par les ménages reste une pauvreté croissante. Au regard des données ci-dessus, il est important de souligner que l'offre éducative est restreinte surtout pour les filles et loin d'être satisfaisante car elle est de faible qualité. Une des conséquences, est l'accès limité des adolescents et jeunes à l'information et la persistance des comportements à risque en matière de sexualité et de santé de la reproduction.

En juillet 2021, la RCA demeurait l'un des pays les plus pauvres au monde avec de nombreux défis à relever sur le plan du capital humain selon la Banque mondiale.

4.1.2. Analyse de l'exclusion

L'analyse des indicateurs de développement social a démontré qu'il y a plusieurs niveaux d'exclusion qui se manifeste à travers les personnes laissées pour compte et les régions complètement marginalisées. La persistance des conflits, la déficience de l'État et la dégradation des infrastructures socioéconomiques sont à la base de l'exclusion car selon le rapport HNO 2022 d'OCHA, plus de 56% de centrafricains ont besoin de l'aide humanitaire, soit 3,1 millions de personnes. Les femmes représentent plus de la moitié, soit 1,6 millions. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène d'exclusion : minorités ethniques, sexe, âge, enclavement de certaines régions, pratiques culturelles et des choix politiques dans la répartition des projets de développement.

a) Facteurs d'exclusion des minorités ethniques

Les deux minorités ethniques qui sont les pygmées Bayaka et les Peuhls Mboro sont souvent victimes d'exclusion.

Isolés dans des zones souvent inaccessibles, les pygmées Bayaka n'ont pas toujours accès à l'éducation et aux services de santé, qui sont extrêmement faibles dans leurs localités. Ils sont exclus des opportunités de travail en raison de discrimination et stigmatisation. La fourniture d'assistance humanitaire et la mise en œuvre de projets de résilience dans leurs localités restent faibles, offrant peu d'opportunité pour un meilleur développement socio-économique de ce groupe et contribuant ainsi à leur isolement. La présence grandissante d'entreprises engagées dans le secteur agro-forestier met en danger leur capacité à utiliser les ressources naturelles dont ils dépendent pour leur subsistance. Les effets du changement climatique deviennent importants, avec une disponibilité moindre des produits forestiers non-ligneux, ce qui limite la possibilité pour ces populations de mener des activités génératrices de revenus et de subvenir à leurs besoins.

Tableau 34: proportion des minorités menacées par l'insécurité alimentaire en décembre 2020.

	Prop en %
Pygmées Bayaka	72,1%
Peuhl Mbororo	60,8%

Source : PAM

Plusieurs populations de Mbororo, compte tenu de la crise politique et du conflit qui les a directement touchés, couplé à une forte taxation²⁴ et la réduction graduelle des espaces de pâturage, se sont sédentarisées ou semi-sédentarisées. A ce jour, une grande partie de Mbororo se retrouvent sur des sites de déplacés avec peu d'opportunités de travail et une forte dépendance de l'aide

²⁴ Des fortes taxes sont exigées pour l'utilisation des couloirs de pâturage. Ceci a poussé les transhumants à sortir des couloirs précédemment établis et a amené à des tensions avec les cultivateurs.

humanitaire, ainsi que des offres inadéquates pour leur éducation et santé. D'autres, parmi lesquels les retournés, rencontrent des difficultés à assurer leur subsistance et sont souvent victimes de tensions communautaires, parfois dues à la transhumance (les routes de transhumance ont été désorganisées, ce qui a donné lieu au vol de bétail suivi de représailles violentes²⁵). Victimes de discrimination ethnique et de stigmatisation, ils sont souvent accusés de financer et d'alimenter le conflit en raison de leur pouvoir économique plus favorable, la présence de combattants étrangers et/ou musulmans au sein des groupes armés, et la connotation religieuse du conflit au cours des dernières années. Depuis début 2021, plusieurs Mbororo ont été victimes de nombreuses violations des droits de l'homme telles que l'arrestation arbitraire, exactions, torture et enlèvement par les groupes armés et les forces bilatérales.

Le pays ne disposant non plus de stratégie nationale de promotion et de protection des droits des populations autochtones, celles-ci restent encore enclines à des discriminations diverses.

b) Facteurs d'exclusion et de marginalisation liée au sexe (ODD5)

En matière de genre, la RCA a fait des progrès sur le plan institutionnel et normatif, en (i) inscrivant cette question dans la Constitution du 30 mars 2016, (ii) créant un Ministère en charge de la promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfant, (iii) adoptant la loi sur la parité femmes-hommes en novembre 2016, (iii) mettant en place un comité sectoriel « Egalité de genre et réduction de la pauvreté » par arrêté N° 014 du 14 mai 2008. Sur le plan international, le pays a entre autres ratifié la « convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme » et la

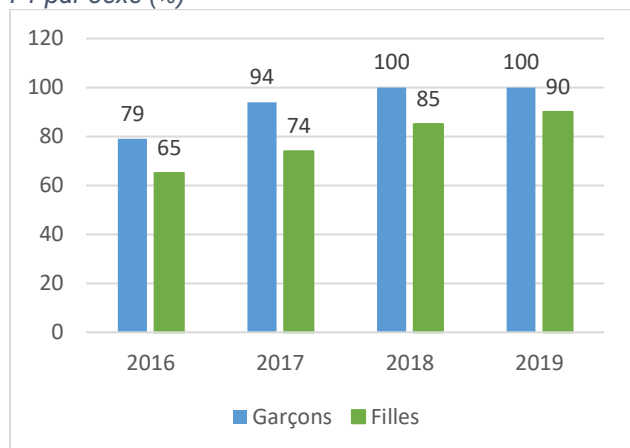
²⁵ Ce phénomène concerne principalement les régions du Nord-Ouest (Bouar, Bocaranga, Baboua), de l'Ouest (Berbérati, Gamboula, Amada-Gaza), du Centre Ouest (Bossembélé, Yaloké), et du Centre-Est (Kouango, Bambari, Alindao, Kembé), le nord de la préfecture de l'Ouham et la préfecture de Nana-Grébizi.

Chartre africaine des droits de l'homme et des peuples. En dépit de ces efforts, l'égalité des sexes est encore loin d'être une réalité en RCA.

Quelles que soit la région, les zones rurales ou urbaines, les femmes sont plus vulnérables que les hommes car, selon le tableau 4 ci-dessus, 78,9% des femmes sont pauvres contre 67,2% d'hommes. Malgré leur forte implication dans les activités agricoles, les ressources qu'elles en tirent sont faibles et irrégulières à cause des inégalités dans l'accès aux facteurs et moyens de production (terre, intrants, crédits, équipements, etc.). Elles sont peu impliquées dans la gestion et le contrôle des ressources au niveau familial. Elles n'ont pas accès aux crédits bancaires ; ce qui limite leur autonomie et leurs capacités à créer des activités génératrices de revenus, aggravant leur état de dépendance vis-à-vis des hommes.

La RCA a été classée en 2019, 188^{ème} sur 189 pays en matière de promotion du genre, avec un score de 0,682 de l'indice d'Inégalité de Genre (IIG).

Graphique 1142: Evolution du taux net de scolarisation au F1 par sexe (%)



Source : Annuaire statistique de l'éducation 2018/2019,

- Le taux net de scolarisation des filles au F1 est passé de 74% en 2017 à 85% en 2018, puis à 90% en 2019, alors que celui des garçons est passé de 94% en 2017 à 100% entre 2018 et 2019.
- Le taux d'alphabétisation de plus de 15 ans en 2019 est de 50% pour les femmes et 74% pour les hommes selon le PSE.

L'indice de parité entre les filles et les garçons basé sur les taux d'achèvement est de 0,74 pour le cycle primaire et de 0.60 pour le cycle secondaire en RCA. Le pays se place ainsi derrière les autres pays d'Afrique subsaharienne sélectionnés (Rwanda, Burundi, Sénégal, Cameroun, Benin et Mali)) pour le cycle primaire, et en avant-dernière position pour le cycle secondaire. Il est éloigné de l'ODD4 qui fixe l'achèvement universel des études primaire et secondaire de toutes les filles et tous les garçons d'ici 2030.

Malgré le léger dépassement de l'espérance de vie à la naissance pour les femmes (54,5 ans) que pour les hommes (51,6 ans), sur le plan sanitaire, les femmes ont des difficultés d'accès aux services sanitaires et cette situation s'est empirée par les différents conflits, augmentant ainsi les risques de décès pour les accouchements difficiles et dans les milieux ruraux car, seuls 36% des femmes enceintes sont assistées par un personnel qualifié. La prévalence du VIH/SIDA dans la population âgée de 15 à 49 ans est estimée à 3,5 %. Elle est de 4,4 % chez les femmes et de 2,9 % chez les hommes. Sur le plan social, le chômage a davantage affecté les femmes (42,1%) que les hommes (28,6%) en 2018. Dans le domaine de l'emploi, 16,5% des femmes sont salariées dans le secteur non agricole ; 17,4% seulement sont cheffes de département ministériel, 12,5% occupent les fonctions de préfet, 19% se sont engagées dans les Forces de Sécurité Intérieures, des quotas très éloignés du minimum de 35% prévu par la Loi sur la parité. Par ailleurs, le profil de dividende démographique de la RCA élaboré en 2018, indique que les femmes centrafricaines sont toujours dépendantes des transferts entre 0 et 40 ans et à partir de 56 ans et plus. Autrement dit, les femmes centrafricaines ont besoin d'être soutenues sur une grande partie de leur cycle de vie pour survivre.

c) Facteurs d'exclusion liées à l'âge

Les jeunes de 15 à 35 ans ont été profondément touchés par les multiples crises récurrentes. Ils sont les principales victimes et acteurs des conflits et des tensions sociales.

Les jeunes souffrent plus que les autres segments de la population active du fait de faible niveau d'éducation, du manque de formation professionnelle adéquate et de l'interruption précoce des études liée d'abord à l'extrême pauvreté des parents, ensuite aux Départs Volontaires Assistés des fonctionnaires initiés dans le cadre des PAS et enfin aux tensions sociales provoquées par l'accumulation des arriérés de salaires ainsi qu'au découragement induit par des années blanches. En RCA, le taux de déperdition scolaire à la fin du cycle primaire a atteint 52%, niveau le plus élevé en Afrique subsaharienne. Aussi, rares sont des jeunes qui achèvent le cycle secondaire.

Selon les données de l'ACFPE en 2015, plus de 80% de demandeurs d'emplois sont des jeunes de moins de 35 ans. Le taux de sous-emploi des jeunes a atteint presque 31% en 2020. Plus de 80% des jeunes vivent avec moins de 1,9 \$US. Les jeunes filles mères, les jeunes vivant avec les handicaps et les jeunes ex-combattants sont encore plus marginalisés. L'accroissement de la pauvreté augmente l'incapacité de la population en âge de travailler notamment les jeunes, si bien que leur chômage se nourrit perpétuellement des crises et alimente les conflits et la criminalité. Ainsi, l'inactivité et l'esprit de gain facile, ont poussé bon nombre de jeunes centrafricains à quitter les zones rurales, à s'adonner à la drogue et aux grands banditismes. Parfois, ils sont contraints de rejoindre la rébellion dans l'objectif d'ériger des barrières illégales, de racketter les populations et de participer à l'exploitation illicite et illégale des ressources naturelles (bœufs, bois, diamants et or). Par ailleurs, certains chefs rebelles ont profité de cette incapacité des jeunes pour développer une économie de conflits sur une base religieuse et ethnique, exacerbant les tensions entre les jeunes désœuvrés et les gouvernants. Ceci a contribué à déclencher des conflits de plus en plus violents au sein des communautés.

d) Facteurs d'exclusions spatiales et régionales

La répartition spatiale de la pauvreté montre que le milieu rural enregistre un taux de pauvreté de 74,8% contre 68,9% pour le milieu urbain (voir tableau 4). Tandis que la répartition par région montre une disparité entre elles, avec des taux qui dépassent les 80% pour les régions de Yadé et de Haut Oubangui contre un taux de 59,3% pour la capitale Bangui.

Tableau 45: L'incidence de la pauvreté par région (en%)

Régions	2008	2016	2019	2020
1. Plateaux (Ombella-M'Poko, Lobaye)	66,1	74,5	71,5	73,5
2. Equateur (Nana-Mambere, Mambere-Kadei, Sangha-Mambere)	48,5	65,2	67,1	67,8
3. Yadé (Ouham, Ouham-Pende)	78,2	87,2	85,1	86,5
4. Kagas (Ouaka, Kemo, Nana-Gribizi)	70,6	78,8	76,3	77,7
5. Fertit (Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto)	58,5	62,7	61,5	62,3
6. Haut-Oubangui ((Basse-Kotto, Mboumou, Haut-Mboumou)	63,3	78,1	76,5	80,2
7. Bangui	44,6	55,6	54,1	59,3
Total	62,0	73,0	70,5	72,5

Source : ECASEB 2008, Banque Mondiale et Auteur

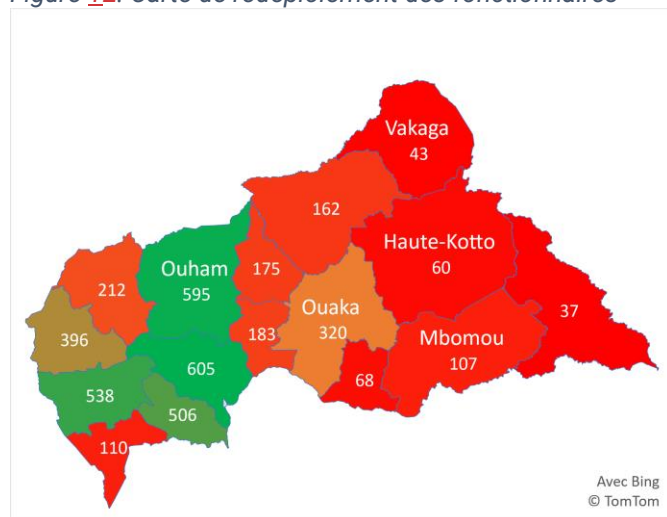
L'extrême pauvreté et les disparités socioéconomiques flagrantes entre la capitale et les autres localités du pays, constituent la parfaite illustration de l'exclusion régionale. En effet, les populations de certaines régions se sentiraient marginalisées dans l'affectation des projets de développement socioéconomique notamment l'absence des infrastructures et de services sociaux de base dans leurs régions, tels les écoles, les hôpitaux et les routes. La faiblesse de l'État fait qu'une bonne partie du Nord, Nord-Est ou Sud-Est se trouvent hors du contrôle des forces de sécurité devenant des zones de non-droit, où des groupes nébuleux de bandits opèrent librement, prenant souvent pour cible la population civile.

Dans les régions du Nord-Est et du Sud-Est, les routes sont impraticables, les villes non électrifiées ; les écoles et les infrastructures médicales, lorsqu'elles fonctionnent, sont

primitives et souffrent d'un manque aigu de personnel. De nombreux villages ne disposent d'aucune pompe hydraulique pour fournir de l'eau potable. Presque aucun projet de développement n'existait avant les crises dans de nombreuses régions du pays à la différence du Nord-Ouest et Sud-Ouest, où la communauté des bailleurs de fonds appuie des initiatives de développement de grande envergure.

L'analyse du redéploiement des FAE a montré qu'il existe une fracture entre les régions de l'Est et celles de l'Ouest. La présence des FAE est de plus en plus forte dans les préfectures des régions de l'Ouest sauf dans deux préfectures : Sangha Mbaéré et Ouham Péné. Ces régions de l'Ouest relativement stables et qui disposent d'un minimum d'infrastructures socio-administratives. Par contre dans les préfectures des régions de l'Est, la présence des fonctionnaires est faible à l'exception de la préfecture de la Ouaka où est basé le projet RESA de Bambari, financé par le PNUD. Cette faible présence des FAE dans cette zone s'explique par l'enclavement et l'éloignement de certaines préfectures, l'insécurité persistante, et la quasi-inexistence des infrastructures socio-administratives.

Figure 12: Carte de redéploiement des fonctionnaires



Source : Rapport étude rétrospective RESA juin 2021

Sur le plan de l'assainissement, la situation est très préoccupante, bien que l'on note une habitude d'utilisation des latrines traditionnelles et

faiblement des latrines améliorées, selon le milieu de résidence. 19,3% des ménages vivant en milieu urbain ont accès au service de base d'assainissement contre 5,3% en milieu rural. S'ajoute la défécation à l'air libre, qui a des conséquences néfastes pour la santé et l'environnement, et qui est pratiquée par plus d'une personne sur quatre (27%), surtout par les populations vivant en milieu rural (39,1%) comparativement à celles du milieu urbain (6,1%).

Globalement, selon l'Indice de développement humain de l'ONU, la RCA est classée avant dernier pays dans le monde (188^{me} rang sur 189 pays en 2020).

La RCA fait face à plusieurs défis en matière de développement social et d'exclusion. Il s'agit entre autres de :

- Problèmes d'accès aux services sociaux de base et à l'éducation de qualité. Des écoles et hôpitaux sont attaqués et détruits par les bandes armées constituant des violations graves de la Résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- L'enclavement de certaines zones inaccessibles à certaines périodes de l'année ;
- Le déséquilibre des projets de développement socioéconomiques entre les régions du pays ;
- La persistance de la politique d'exclusion ;
- Le manque de données fiables sur les populations (nombre d'enfants en âge d'être scolarisés par exemple).

4.2. Dimension Prospérité

4.2.1. Processus de la transformation économique

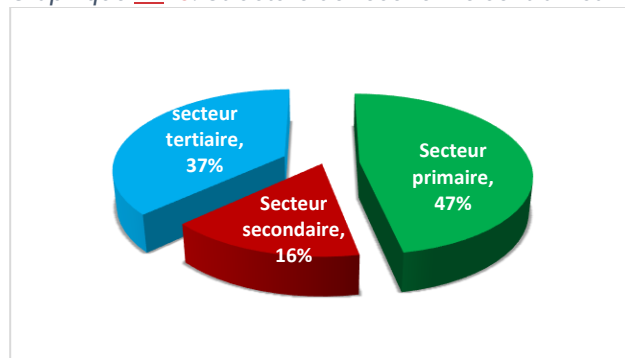
Dotée d'énormes ressources naturelles, la RCA est victime de ses richesses ; les autorités de la RCA ne parviennent pas depuis des décennies à les exploiter pour améliorer les conditions de vie de la population. La RCA connaît un faible niveau de croissance économique et une pauvreté massive aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

En effet, les revenus sont inégalement répartis au sein la population, comme l'indique le coefficient de Gini²⁶ de 56,2% (classant la RCA au 150ème rang sur 154 selon le rapport du PNUD de 2018). La RCA est le pays où les inégalités de revenu sont les plus élevées en comparaison aux pays de la région d'Afrique Centrale selon les données du World Inequality Database. En effet, les 10% les plus aisées détiennent 64,9% du revenu national tandis que les 50% les plus pauvres détiennent seulement 7,6%²⁷. Par ailleurs, les inégalités d'accès aux services sociaux de base sont également importantes, telles que citées précédemment, en l'occurrence en termes d'accès à l'eau, à l'électricité, aux services de santé et d'éducation.

Depuis l'effondrement du PIB en 2013 (-37%), l'économie centrafricaine a amorcé une reprise extrêmement lente. Si depuis 2016, le taux de croissance économique s'est consolidé progressivement autour de 4,0% en moyenne annuelle, il n'en demeure pas moins qu'il reste insuffisant pour faire face aux besoins de reconstruction du pays. Cette embellie économique s'explique par la reprise d'une part des activités de construction (BTP), de commerce et de transport et d'autre part des échanges extérieurs à travers la hausse des exportations de grumes grâce à l'amélioration de la sécurité sur le principal corridor où transitent l'essentiel des échanges extérieurs du pays (Corridor Bangui-Douala).

Les secteurs primaire et tertiaire qui représentent respectivement 47% et 37% du PIB réel et qui sont les grands contributeurs à la croissance, ont connu une véritable reprise à la faveur de la mise en œuvre satisfaisante du programme de facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec le FMI et du RCPCA.

Graphique 1213: Structure de l'économie centrafricaine



Source : ICASEES

Toutefois, le redressement du secteur agricole, qui constitue le premier secteur d'activité et emploie la plus grande part de la population, demeure entravé par l'insécurité chronique dans de nombreuses zones rurales car, l'État peine à asseoir son autorité sur toute l'étendue du territoire national.

La quasi-totalité des actifs agricoles appartiennent à des exploitations agricoles familiales. L'agriculture est presque uniquement manuelle. L'utilisation de la traction attelée ou moto-mécanisée comme des intrants d'origine industrielle sont marginales.

La majeure partie de la production agricole, en volume, correspond à des productions vivrières destinées à l'autoconsommation ou à l'alimentation des villes. Le secteur représente donc un enjeu stratégique majeur pour la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays, 75% de la consommation alimentaire étant autoproduite. Dans le cadre de la mise en œuvre du RCPCA (2017-2023), les autorités nationales avec l'appui du FIDA ont mis en place en 2019, le Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes (PREPAS) pour une durée de six ans. Ce projet vise à renforcer le cadre du développement socio-économique et relancer la production végétale et animale par des approches adaptées au changement climatique.

Par ailleurs, la dégradation des infrastructures de soutien à l'économie (route, transport, énergie et

²⁶ Le coefficient de Gini mesure le niveau d'inégalité de la répartition d'une variable dans la population.

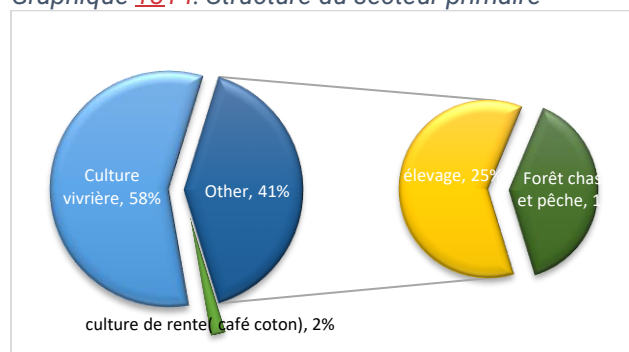
²⁷https://wid.world/fr/monde/#sptinc_p90p100_z/CF;CM;CG;TD;GA;AO;GQ/last/eu/k/p/yearly/s/false/42.2305/70/curve/false/country

télécommunications) a rendu difficiles les échanges économiques internes et externes. A cela s'ajoutent la baisse de la productivité dans tous les secteurs, la corruption dans les administrations, le déficit de contrôle et la mauvaise gestion dans l'exploitation et la commercialisation des ressources naturelles (or, diamants, bois,).

Mais le Programme Alimentaire Mondial (PAM) estimait encore récemment à plus de 2,3 millions, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Et ce, en raison de l'impact négatif de la COVID-19 et de la persistance de l'insécurité en lien avec les tensions électorales.

En 2020, la culture de rente (café et coton) ne représente que 2% du secteur primaire car, les exportations agricoles (essentiellement le café et le coton) qui représentaient jusqu'au milieu des années 90, plus de la moitié des sources de devises du pays, ont drastiquement chuté, pâtissant principalement du découragement des planteurs justifié par la chute des prix des produits agricoles sur le marché mondial, l'accumulation des arriérés intérieurs et la déstructuration des filières induites par les crises militaro-politiques successives.

Graphique 13-14: Structure du secteur primaire



Source : ICASEES

Avec 11% du PIB réel en 2020 (BEAC), le sous-secteur forêt, dont la production a augmenté de 53,3 % en 2017 et au-dessus de 6% en 2019 et 2020, contribue à environ la moitié des exportations totales et joue un rôle majeur pour l'équilibre de la balance des paiements. La filière

forêt demeure le premier employeur privé avec 6000 emplois dont 4000 emplois directs, répartis pour l'essentiel dans les régions reculées des préfectures de la Lobaye, de Sangha mbaéré. Les sociétés forestières contribuent largement à la mobilisation des recettes fiscales mais aussi aux budgets des communes locales, à travers le reversement d'une partie des taxes forestières aux Communes forestières pour le financement de leurs activités et notamment les besoins de base.

Le secteur minier a subi de plein fouet l'embargo imposé par le processus de Kimberley à la suite de la crise de 2013. Cette situation a provoqué un effondrement des exportations de minerais et de métaux précieux qui ne représentent que 3,7 % des marchandises exportées en 2017 et 2019 contre 58,3 % en 2012. En dépit de la reprise des exportations de la zone verte constituée des régions du sud-ouest (Boda, Berberati, Carnot et Nola), la contribution de ce secteur au PIB est estimée à seulement 0,5 % en 2019 et 2020.

Le tissu économique est réduit à quelques grandes entreprises filiales de multinationales et une poignée de Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales du secteur formel.

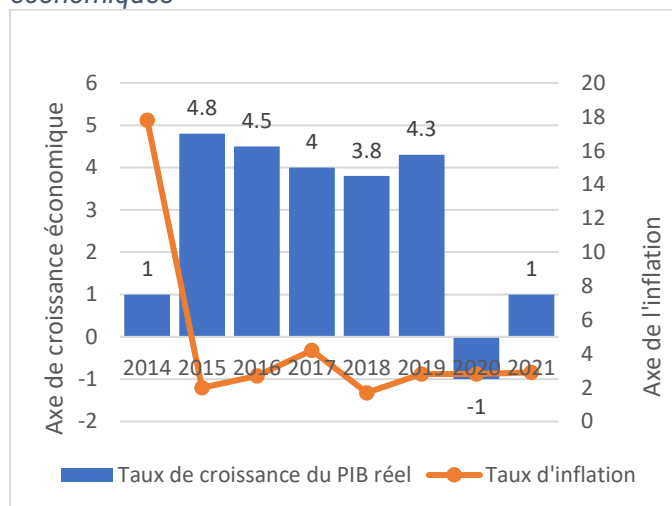
En effet, les crises récurrentes en RCA empêchent le développement du secteur privé et minent les bases de l'industrialisation et du développement du pays. Elles présentent un environnement à très haut risque, au point que même les nationaux s'abstiennent d'investir. Cette situation a été aggravée par le pillage des outils de production lors de la crise de 2013 et la récession économique provoqués par la pandémie de la COVID-19.

En tenant compte de la pandémie de COVID-19, le FMI a estimé que la croissance économique a baissé à -1% en 2020 et se redresserait légèrement à 1% en 2021. Cette baisse de la croissance économique en 2020 s'explique par le repli des activités dans tous les secteurs suite aux mesures prises par les gouvernements pour lutter contre la pandémie de COVID-19. La contraction du secteur primaire s'explique par l'insécurité et les déplacements des populations, au faible niveau de productivité agricole et du côté de la demande par le repli de la consommation privée des ménages et

des investissements bruts dans les secteurs des télécommunications et des infrastructures.

L'inflation notamment des produits alimentaires risque d'impacter leur accessibilité et encore plus pour les populations les plus vulnérables. D'après l'indice FAO des prix des produits alimentaires, celui-ci atteint son plus haut niveau depuis dix ans, malgré un léger recul en décembre 2021²⁸. Par ailleurs, étant donné la dépendance de la RCA aux importations des produits alimentaires, les difficultés d'approvisionnement sur le couloir Bangui-Douala risquent en outre d'alimenter les tensions inflationnistes.

Graphique 1415: Evolution des indicateurs économiques



Source : ICASEES

4.2.2. Commerce et Intégration régionale

L'économie centrafricaine présente d'importantes vulnérabilités structurelles. Tout d'abord, le pays est enclavé et ainsi totalement dépendant de ses voisins pour ses échanges extérieurs. Ceux-ci s'effectuent essentiellement par voie routière avec le Cameroun (Douala) et, dans une moindre mesure, par voie partiellement fluviale puis aérienne. Les pays enclavés sans accès direct à la mer comme la RCA doivent payer davantage en

termes de coûts de transport et de logistique. Ce qui peut impacter la moyenne des prix à la consommation et ils doivent attendre plus longtemps pour recevoir les produits importés. Les marchandises destinées aux pays enclavés passent par un minimum de trois étapes pour leurs « formalités douanières », contre une seule pour les pays côtiers²⁹. De plus, l'économie du pays est grandement dépendante du secteur primaire et en l'occurrence l'exportation du bois (environ 60% de ces exportations) et des mines (environ 25%)³⁰, et 70 % des emplois sont dans le secteur agricole³¹.

Les exportations de biens et services peinent à retrouver leur niveau de 2012 (- 8 %) tandis que les

Encadré 2 : Consultations de terrain (Le Patronat)

Les 3 principaux problèmes auxquels le secteur privé fait face sont : 1/ L'insécurité, 2/ La logistique et le transport (un manque à gagner considérable par rapport à la situation sécuritaire), 3/ L'inflation qui impacte le pouvoir d'achat du Centrafricain et l'empêche d'avoir accès aux services sociaux de base.

Les solutions proposées :

- Régler le problème sécuritaire. C'est ce qui ressort des échanges au sein du cadre de concertation Partenariat Public Privé (PPP).
- Construire les routes (les Infrastructures),
- Améliorer le pouvoir d'achat du Centrafricain
- Investir dans le développement et faire de l'humanitaire ponctuellement.

importations ont fortement augmenté depuis la crise de 2013 (31 %). Et ce, en raison du déploiement des casques bleues de l'ONU et d'autres acteurs de la communauté internationale. Cette situation se traduit par la forte détérioration de la balance commerciale (60 % à partir de 2014) ainsi que de celle de paiement. Suite à près de trois années d'interdiction des exportations de diamants, celles-ci ont pu reprendre après la levée partielle de l'interdiction suivant le processus de Kimberley. Depuis 2016, le volume des

²⁸ <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>

²⁹ Banque mondiale (2007), The Cost of Being Landlocked: Logistics Costs and Supply Chain Reliability (Le prix de l'enclavement : coûts de logistique et fiabilité de la chaîne logistique).

³⁰ <https://oec.world/en/profile/country/caf>

³¹ Banque Mondiale, 2019

exportations de diamants a augmenté en moyenne de 20 % et les termes de l'échange se sont améliorés. Le déficit de la balance commerciale a atteint en moyenne 10% du PIB entre 2018 et 2020.

Les échanges commerciaux internationaux du pays sont effectués à plus de 85% par voie terrestre. L'application des mesures complémentaires de prévention et de lutte contre la COVID-19 a affecté le secteur des transports, dans tous ses segments. En effet, qu'il s'agisse du transport par voie aérienne, du transport par voie terrestre ou du transport par voie fluviale, chaque sous-secteur est impacté par la suspension provisoire ou la limitation des activités imposée par cette situation. Le trafic de marchandises entre Douala et Bangui, connaîtrait une baisse de 8,2% en 2020 et le temps moyen de séjour des marchandises sur le corridor, ressort à plus de 20 jours. La fermeture des frontières par les pays à l'international afin d'éviter la propagation de la COVID-19 pourrait avoir un impact négatif sur les performances de ce sous-secteur.

Les sociétés de télécommunication peuvent être victimes du ralentissement général de l'économie et subir une baisse de leurs investissements en raison de la COVID-19. En revanche, les entreprises de TIC profiteraient des opportunités qui s'offrent dans le contexte de télétravail et d'achat en ligne qui induira l'utilisation massive des TIC.

Le climat des affaires demeure fortement dégradé, malgré les efforts déployés par le gouvernement (notamment création d'un Cadre mixte de concertation pour l'amélioration des affaires : CMCAA), la RCA est classée à la 184ème place, sur 190 pays, au classement Doing Business de la BM en 2020 et les investissements directs étrangers (IDE) déjà faibles (inférieurs à 5 % de 2009 à 2012) se sont effondrés depuis 2013 (0,42 % du PIB en 2016 et 0,2% en 2020).

En raison de sa situation financière difficile, la RCA continue de bénéficier de certaines exceptions, à savoir d'un tarif de 22,7 % pour les produits agricoles et d'une dérogation à l'application du tarif préférentiel généralisé de la CEMAC. Le pays s'est

par ailleurs engagé dans la zone de libre-échange (ZLE) en Afrique centrale, instituée en 2004 et couvrant les dix pays de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Cette ZLE, qui devait aboutir à l'union douanière en 2008, n'est cependant toujours pas effective, en raison de la persistance de multiples pesanteurs, comme par exemple la non-transposition des textes au niveau communautaire ou encore la non-appropriation des instruments de la ZLE par les différents acteurs.

Par ailleurs, le pays s'est engagé dans la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), instituée en 2018 et couvrant les 54 pays de l'Union Africaine. Pour permettre au pays de profiter des avantages qu'offre cette nouvelle zone, les autorités nationales appuyées par la CEA, le PNUD et le RCO sont en train d'élaborer la stratégie de mise en oeuvre.

Toutefois, en raison de l'enclavement de la RCA et de sa situation frontalière avec six pays de l'Afrique centrale, l'intégration régionale constitue un enjeu majeur pour elle. D'un point de vue géopolitique, les conflits dans le pays ont souvent des ramifications dans les États voisins. Leur résolution a montré toute l'importance de la coopération régionale, grâce à laquelle plusieurs accords de paix ont pu être signés et ont permis une amélioration de la situation sécuritaire de la RCA. Tous les pays de la CEMAC, ainsi que l'Angola et le Soudan, ont contribué au financement de la reprise en RCA et au rétablissement de la paix. La République du Congo s'est particulièrement impliquée en accordant, en plus des dons, un prêt à hauteur de 25 millions USD, tout comme l'Angola qui a contribué avec un don de 10 millions USD et un prêt de 20 millions USD. Le Soudan a contribué aux négociations de l'APPR-RCA en janvier 2019.

4.2.3. Finances publiques et système financier en difficulté

Sur le plan intérieur, les effets de la crise sanitaire au niveau des ménages et des entreprises ont eu

des impacts sur les capacités de mobilisation des ressources intérieures du gouvernement. Les baisses ou pertes des revenus des ménages, couplées avec les difficultés des entreprises résultant de la contraction de la demande les mettent, par exemple, en difficulté pour honorer leurs obligations fiscales. De même, le système financier a été affecté par l'augmentation des risques de crédits douteux. Enfin, au-delà des effets directs, les mesures de restrictions des déplacements dans le pays ont non seulement des effets sur l'économie mais aussi sur la vie sociale du pays. Les incertitudes liées à la propagation de la pandémie ont conduit par exemple à des comportements irrationnels qui peuvent accentuer les effets directs de la maladie sur l'économie. Les coûts liés au stress ou à la stigmatisation et les effets psychologiques résultant de la restriction des déplacements, de la prévention et du traitement viennent s'ajouter aux coûts directs de l'épidémie.

La situation des finances publiques, en dépit des progrès enregistrés depuis 2016, se caractérise toujours par la faible mobilisation des recettes intérieures qui ne représentent que 9 % du PIB en 2018 et 2019 (alors que la moyenne d'Afrique subsaharienne est de 17%) et la faiblesse des investissements sur ressources propres. Avec la défaillance des services déconcentrés de l'administration financière, le budget de l'État est en régression et ne peut prendre en compte toutes les recettes recouvrées dans les zones occupées. Ainsi, la gestion des finances publiques est marquée par des déficits structurels (-84 milliards de FCFA en moyenne) en raison de la faiblesse des recettes internes du fait de l'insécurité et des dépenses élevées dans un effort de rétablissement de la sécurité et la couverture des immenses besoins humanitaires des populations.

Par ailleurs, les efforts menés pour maîtriser la masse salariale de la fonction publique et apurer les arriérés intérieurs commerciaux et sociaux contribuent à soutenir la reprise de l'activité

économique. La RCA reste toutefois largement tributaire de l'appui des partenaires techniques et financiers, en particulier pour le financement des projets d'investissement du RCPCA.

Le sous-secteur bancaire se limite à quatre établissements bancaires et à quelques établissements de microfinance installés essentiellement à Bangui. Le secteur microfinance est demeuré peu développé et la RCA joue un rôle marginal sur le plan régional avec au maximum 20 mds FCFA d'encours contre plus de 1100 mds FCFA pour l'ensemble de la CEMAC en 2019. Selon les données statistiques communiquées par le Ministère des finances et du budget du secteur pour l'année 2017, l'encours des dépôts s'enlevait à 12 mds FCFA, celui des crédits s'élevant pour sa part à 5 mds FCFA. Le niveau déjà faible des crédits à l'économie est absorbé principalement par l'Etat, ce qui provoque un effet d'éviction des entreprises et des ménages dans leur élan de développement. Par ailleurs, le pillage d'une bonne partie d'équipements des établissements de crédit et de microfinance dans l'arrière-pays, a été à l'origine de la réduction de la couverture bancaire du territoire et des difficultés de perception des soldes des fonctionnaires affectés en province. A ce jour, la quasi-totalité des agences de banque et de microfinance demeurent fermées. L'intérieur du pays est donc pratiquement dépourvu de tout accès aux services bancaires et de crédit.

4.2.4. *Emploi des jeunes et protection sociale*

Les emplois sont majoritairement dans le secteur informel, en témoigne la forte proportion des emplois vulnérables (91%) et la part de l'auto-emplois estimé à 92% des emplois totaux en 2018³². Ainsi, l'emploi informel représente en moyenne 90% de l'emploi total comme indiqué ci-dessus et ce dernier précarise les moyens de subsistance. Par ailleurs, ce secteur informel compte plus de femmes que d'hommes³³. La prédominance de l'économie informelle et la faible productivité d'ensemble de l'économie en RCA, explique pourquoi le salaire minimum inter

³² BIT, Projections sur la situation d'emploi vulnérable

³³ Projections du BIT

professionnel Garanti (SMIG inférieur à 40 dollars US jusqu'en 2021) et le revenu moyen du travail sont à des niveaux relativement bas en Afrique Centrale. La décision prise à fin 2021 par le Président de la République de revaloriser le SMIG à 29000 FCFA par mois a été salubre mais indique tous les défis liés à la promotion des emplois et des revenus décents pour les travailleurs.

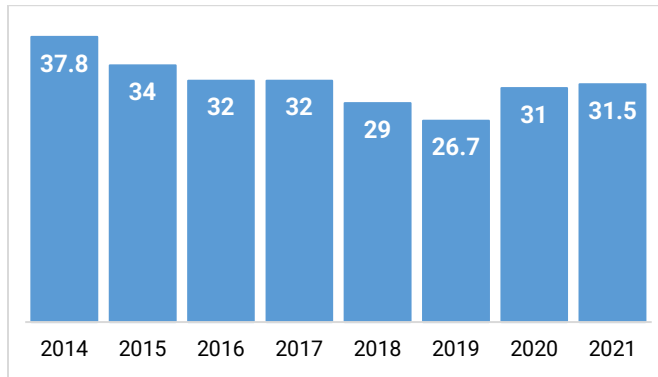
La question de l'insertion sociale et économique des jeunes apparaît comme cruciale, à la fois en termes de mobilisation, utilisation et valorisation de toutes les ressources humaines ainsi que la transformation des potentialités dont le pays regorge. Ces atouts certains pour la relance économique et de la production, par leurs effets sociaux devraient permettre à terme, la réduction de la pauvreté, mais aussi la construction de la paix, la reconstitution du tissu social par la participation à une œuvre commune, celle du développement.

En RCA, les jeunes de 15-35 ans qui représentent plus de 35% de la population, sont les moteurs de changement. L'accès à un emploi décent devrait permettre à un jeune de gagner en autonomie, de s'épanouir et d'apprendre à vivre en communauté en tant qu'acteur du développement de celle-ci. Cependant, dans le contexte actuel des conflits à répétition, de la persistance de la pandémie de COVID-19 et de la récession économique, le marché de l'emploi en Centrafrique, déjà en déséquilibre du fait notamment d'une insuffisance d'emplois décents créés, est devenu davantage complexe et absorbant encore plus difficilement la main-d'œuvre. Depuis plus de deux décennies, les jeunes ont été durement touchés par le sous-emploi et le chômage. L'inactivité a contraint bon nombre d'entre eux à quitter les zones rurales et même le pays. Parfois, la recherche du gain facile a poussé ces derniers à s'adonner aux grands banditismes et rejoindre les groupes armés.

Aujourd'hui, plus de 45% des jeunes ont renoncé à se former et à chercher du travail. Leur situation extrêmement précaire sur le marché du travail, est amplifiée par les longues années de conflits politico-militaires récurrents. Pour répondre à cette situation, tous les gouvernements qui se sont

succédé ont inscrit la création d'emplois des jeunes dans leurs préoccupations. Seulement, ils ne l'ont pas placé au cœur de la priorité de leurs politiques de développement du fait qu'ils n'ont ni les moyens, ni les ressources pour mettre en œuvre les politiques de création d'emplois. Et encore moins créer un cadre adéquat de développement des capacités pour les jeunes afin de leur permettre d'accéder aux emplois décents. Or, sans emploi, il ne peut y avoir cohésion sociale, ni croissance économique et encore moins la stabilité dans un Etat fragile comme la RCA. Aussi, avec la persistance de la pandémie de COVID-19, les emplois sont de plus en plus menacés et l'avenir des jeunes devient encore très sombre. C'est la raison pour laquelle, après le retour à l'ordre constitutionnel en 2016, les autorités ont inscrit la création d'emplois décents parmi les priorités du RCPCA. En même temps, une politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle a été élaborée grâce à l'appui du BIT. Cette politique a été déclinée en un plan d'actions opérationnel qui a permis avec l'accompagnement du BIT, de développer un certain nombre d'initiatives de renforcement des capacités institutionnelles de promotion de l'emploi à l'instar du service public de l'emploi à travers l'ACFPE et du cadre de suivi et d'informations sur le marché du travail pour un meilleur suivi de la conjoncture. La mise en place de l'observatoire national de l'emploi et de la formation dont le projet de cahier de charges a été élaboré en 2020, permettra de redynamiser le système d'informations et d'analyse du marché du travail avec pour effets, de mieux surveiller les impacts des crises sur le marché du travail pour orienter la politique nationale de l'emploi du pays. Par ailleurs, l'assistance technique du BIT dans la promotion et l'utilisation des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) a permis la généralisation de cette approche dans plusieurs projets de développements à l'instar des projets THIMO financés par l'Union européenne et les projets LONDO sur financement de la Banque mondiale. Ce qui a permis le renforcement de la résilience et de l'employabilité de milliers de jeunes dans plusieurs régions du pays en dépit de la crise sécuritaire persistante.

Graphique 1516: Evolution de taux de sous-emploi



Source : VNR 2019, rapport du PNUD sur la problématique de la cohésion sociale et l'emploi des jeunes (Novembre 2021) et auteur

L'expérience internationale et régionale, même dans les Etats fragiles, montre que la protection sociale peut jouer un rôle essentiel pour aider à relever ces défis en contribuant à réduire la pauvreté ; protéger et renforcer le capital humain tout au long du cycle de vie ; et promouvoir des opportunités de création de revenu.

La quasi-totalité de la population centrafricaine, à l'exception des travailleurs du secteur formel qui bénéficient des prestations de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), est privée du droit à la protection sociale garanti par la Constitution. Pour cela, un cadre structurant pour la protection sociale, avec différentes fenêtres d'interventions et des acteurs complémentaires, est aujourd'hui nécessaire et urgent dans l'atteinte de l'Agenda 2030.

Le secteur de la protection sociale existe dans un cadre politique faible, qui demande à être révisé, actualisé et harmonisé. Suite à l'impact de la crise de 2013, le processus d'élaboration de la politique de protection sociale a été relancé en 2019 par l'UNICEF en partenariat avec la Banque mondiale et le BIT. La nouvelle version de la politique qui couvre la protection sociale contributive et non contributive a été élaborée et présentée au gouvernement. Mais elle n'a jamais été adoptée. Le rôle des programmes de filets sociaux devrait être bien précisé dans toute révision des politiques et stratégies de protection sociale, étant donné que ces programmes de filets sociaux devraient

représenter la partie la plus importante des activités de protection sociale eu égard au profil de pauvreté et de vulnérabilité du pays et l'informalité de l'économie de la RCA. Ceci permettrait aussi d'initier un travail au niveau du nexus humanitaire-développement pour permettre de pérenniser les interventions et programmes sur la base de l'institutionnalisation et extension de la protection sociale.

Le faible niveau de l'épargne nationale, le captage des crédits par l'Etat, la faible diversification de l'économie, la faible qualité des services publics, les dysfonctionnements de la justice, l'incertitude dans le climat des affaires ont pour conséquences : les faibles taux d'investissements publics dans les infrastructures socioéconomiques (routes, énergies, eau assainissement, éducation, santé), des coûts transactionnels élevés pour les entreprises qui minent leurs compétitivités, et induisant finalement une faible transformation réelle de l'économie et l'absence d'opportunités nouvelles pour les populations notamment les jeunes et les femmes.

En somme, la RCA fait face à de nombreux défis en matière de la transformation économique. Il s'agit entre autres de :

- Problèmes de développement du capital humain ;
- Difficultés d'exploitation optimale de ses ressources naturelles ;
- Quasi-inexistence des infrastructures de soutien à l'économie ;
- Faible mobilisation des ressources ;
- La persistance de l'insécurité liée aux conflits récurrents et de l'incertitude du climat des affaires ;
- La faible intégration régionale ;
- Le manque de données fiables sur l'économie.

4.3. Dimension Planète

4.3.1. *Exploitation des ressources naturelles : source de dégradation de la nature*

Confrontée aux problèmes de sécurité avec une quasi-absence d'autorité de l'Etat sur tout le territoire, la RCA ne contrôle pas sérieusement l'exploitation de ses ressources naturelles. Lesquelles ressources sont exposées à une exploitation anarchique et désordonnée et à une pression anthropique des populations vénérables et des déplacés qui contribuent à la dégradation de l'environnement et par conséquent ne peut garantir un développement durable. Toutes les catégories de ressources sont concernées par cette exploitation anarchique.

L'exploitation des ressources forestières et minières face à la dégradation de la nature

L'exploitation forestière est l'une des premières sources directes de déforestation aux côtés de l'exploitation minière. Elle provoque le plus souvent la dégradation des sols, la pollution des cours d'eaux et favorise la propagation de certaines épidémies faute d'assainissement adéquat. Les acteurs du sous-secteur forestier et minier ont une appropriation insuffisante de cette importante question de protection de l'environnement. L'autorité en charge des questions environnementales au plan national s'inquiète que certaines administrations disposant de structures sectorielles en charge de l'environnement, font payer des taxes de réhabilitation mais ne réhabilitent aucune aire déboisée dégradée et des sites miniers abandonnés.

Aussi, faut-il souligner que les ressources naturelles disponibles, faunes comme flore, sont négativement impactées par des systèmes de production agricole rudimentaires (cultures sur brulis) et des industries dévastatrices, comme celles du bois de grume ou l'industrie minière qui pollue les cours d'eau et détruit la biodiversité. En avril 2020, une étude a par exemple démontré l'impact environnemental terrible d'exploitations

aurifères près de Bozoum dans l'Ouham-Pendé. Les effets documentés incluent l'évolution de la turbidité de l'eau, d'inquiétants niveaux de concentration de mercure et la mort des poissons. Or, la prise de conscience des autorités nationales sur l'érosion de la biodiversité tarde à se matérialiser. Si une stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes existe bien pour la période 2020-2030, aucune administration locale ne l'a encore traduite en une politique locale.

4.3.2. *Dégradation de l'environnement et changement climatique*

Avec un niveau d'industrialisation extrêmement bas, la RCA produit moins de 0,0002% des émissions mondiales de CO₂. Elle connaît pourtant un décalage des saisons qui entraîne des périodes plus fréquentes et longues de sécheresse, une hausse des températures, une baisse accrue du niveau des eaux sans compter la multiplication d'importantes inondations comme celles qui se sont produites en 2019 et 2020. En effet, ce décalage de saisons a entraîné une perturbation dans les calendriers agricoles et contribue à l'insécurité alimentaire dans certaines régions du pays.

Par ailleurs, la navigabilité sur le fleuve Oubangui est déjà impactée par la baisse de la pluviométrie, et donc du niveau des eaux. Cette navigabilité qui, jadis, se faisait pendant 9 mois dans l'année (de Mai à Février), n'est aujourd'hui possible que sur 5 mois dans l'année (de Juillet à Novembre), soit une perte annuelle moyenne de sept mois de navigabilité en 60 ans, ce qui est considérable. Ce qui ne facilite pas le ravitaillement du pays en produits de consommation courants à coûts abordables.

La lutte contre les changements climatiques et leurs effets sont au cœur de l'action des autorités nationales qui, à cet effet, ont pris plusieurs engagements au niveau international, à savoir : (i) l'Accord de Paris, adopté le 12 décembre 2015 et ratifié en mars 2017 ; (ii) la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques,

signée le 13 Juin 1992 (Loi n°95.020 du 31 décembre 1995) ; (iii) le protocole de Kyoto, signé le 29 avril 1997 et ratifié le 1er janvier 2008 ; (iv) la Convention Cadre des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse particulièrement en Afrique (Loi n°96.021 du 12 juillet 1996) ; (v) la Convention sur la diversité biologique de juin 1992, ratifiée le 15 mars 1995 ; (vii) la Convention de Bamako sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et leurs éliminations en Afrique (Loi n°94.018 du 31 décembre 1994).

Ces différents engagements internationaux ont été traduits, au niveau national, par la mise en place et le renforcement de certaines structures de gestion des problèmes climatiques, à savoir : (i) le Fonds National de l'Environnement, créé le 27 décembre 2007 ; (ii) la Coordination des activités REDD+, créée en novembre 2011 ; (iii) l'Agence de Gestion Durable des Ressources Forestières (AGDRF), créée en mai 2012 ; (iv) la Coordination Nationale Climat, créée en Janvier 2017 et ; (v) le Fonds de Développement Forestier, créé en avril 2017. Le 15 octobre 2021, le pays a révisé son document de contribution déterminée au niveau national et présenté à la COP26.

Tous ces efforts qui ont ensuite permis de reboiser une superficie totale de 5 768 ha entre 1984 et 2015, n'ont pas encore eu des effets escomptés. En effet, (i) le recul de la forêt se poursuit à un rythme annuel moyen de 0,2% entre 2000 et 2020, soit un recul de 7,5% de la superficie totale de la forêt centrafricaine sur la période (ODD 15)³⁴, situation propice à l'avancée du désert ; (ii) la diminution de la pluviométrie et l'accroissement des températures qui ont engendré une plus grande évaporation des eaux de surface, une baisse du niveau des nappes phréatiques et la disparition de nombreux points d'eau naturel ; (iii) une perte annuelle moyenne de plus de trois mois de navigabilité sur le fleuve Oubangui en 50 ans, ce qui impacte négativement l'approvisionnement du pays en produits importés, notamment le stock en

produits pétroliers, surtout que la principale voie d'approvisionnement du pays, le corridor Bangui-Douala, a révélé ses limites avec la crise post-électorale en cours ; (iv) les difficultés de fourniture d'électricité à base hydroélectrique avec une augmentation de la période de délestages à Bangui, ce qui renchérit le coût de production des biens et services, en plus des difficultés de fourniture de l'eau potable par la SODECA, etc.

Nonobstant les efforts des autorités nationales, avec l'appui des PTF, la combinaison de ces facteurs renforce les difficiles conditions de vie de la population déjà exacerbées par la COVID-19 et les crises successives, et ralentiront ainsi les progrès du pays vers l'atteinte de la cible C13.1 de l'ODD 13 retenue par le pays qui stipule ainsi : « renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat ».

De manière particulière, il faut souligner que la crise environnementale et climatique a des répercussions sur la santé sexuelle des femmes et des filles. Le plus souvent en RCA, les inondations contraignent certaines femmes à accoucher à domicile sans assistance d'un personnel de santé. De telles situations augmentent les risques de décès maternel.

4.4. Dimension Paix

La consolidation de la paix constitue une priorité pour la RCA car elle figure en bonne place dans le RCPCA (2017-2023). Avant de mettre en exergue Les progrès dans la mise en œuvre de cet ODD, il est plus que nécessaire de faire l'analyse des conflits récurrents en RCA et d'examiner la gouvernance et le paysage politique.

4.4.1. Analyse des conflits à répétition

La RCA traverse depuis son Indépendance en 1960 des crises cycliques avec cinq changements anticonstitutionnels majeurs de pouvoir. Les luttes pour la conquête, la transmission et/ou la préservation du pouvoir ont considérablement

³⁴ Rapport VNR (OD) 2019

affaibli la gouvernance et la capacité de l'Etat à assurer ses fonctions régaliennes et à gouverner sur l'ensemble du territoire national.

La faiblesse des institutions et des Forces de Défense et de Sécurité ajoutée à l'inégale répartition des ressources nationales et d'actions de développement ont accentué les inégalités, la paupérisation et la marginalisation des régions enclavées en raison de la dégradation des infrastructures. Les difficultés d'accès aux services sociaux de base et aux opportunités économiques ont pour effet de renforcer le sentiment d'abandon des populations vivant en majorité dans les régions rurales. La présence de l'Etat, qui reste faible malgré de grands efforts de redéploiement de son autorité, est exploitée de manière opportuniste par des groupes criminels œuvrant dans le braconnage ou l'exploitation illégale de ressources naturelles, mais aussi par des groupes rebelles comptant dans leurs rangs des combattants étrangers.

Tirant leur subsistance de l'exploitation illicite des ressources naturelles et des prédatons sur les activités de transhumance, les groupes armés, prétendant assurer la sécurité des éleveurs ont prospéré en recrutant des jeunes désœuvrés. La composition socio-ethnique et confessionnelle de ces groupes armés a accéléré la fragmentation sociale renforçant les clivages qui alimentent les violences intercommunautaires. Livrés à eux-mêmes, les jeunes des communautés antagonistes dans certains arrondissement de la capitale (3^{ème} et 4^{ème}) et certaines préfectures (Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Ouaka, haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou) se sont organisés en « groupes d'auto-défense » armés en charge d'assurer la sécurité communautaire.

Cette situation est exacerbée par une disponibilité de plus en plus accrue des armes légères et de petits calibres (ALPC) accessibles par diverses voies par des acteurs non étatiques en particulier les rebelles et autres criminels organisés impliqués dans la prédation des ressources naturelles et minières de la RCA. Le contexte

sécuritaire est également marqué par la menace montante d'utilisation des engins explosifs à l'ouest du pays faisant des victimes dans la population civile, 30 morts et 43 blessés ont été enregistrés au cours de cette période de janvier à novembre 2021.

La particularité du conflit centrafricain réside dans la multiplicité des fronts. Les groupes armés se battent entre eux pour le contrôle des axes commerciaux, des zones de production minières, des couloirs de transhumance ou tout simplement pour des questions de leadership afin d'élargir leurs bases d'influence et peser sur l'échiquier politico-militaire. En parallèle, le gouvernement alterne opérations militaires et négociations avec les groupes armés, parfois dans une logique de *Divide Et Impera*. Ces luttes conduisent à des dissidences et à la prolifération de nouveaux groupes ou coalitions dont la plus récente est la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) nébuleuse de signataires dissidents de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA) signé entre le Gouvernement de la RCA et 14 groupes armés en février 2019.

Les affrontements prenant pour cibles les civils ont des conséquences directes sur les déplacements forcés des populations et les violences basées sur le genre et le sexe (VBGS) en temps de conflits.

Les milices armées associées aux Anti-Balaka considérée comme d'obédience « chrétienne », l'ancienne coalition Seleka composée de plusieurs factions armées regroupant majoritairement des combattants musulmans, l'Armée de résistance du Seigneur et d'autres groupes armés recrutent et utilisent de force des enfants soldats en RCA, conduits au front ou utilisés comme porteurs. Plusieurs facteurs contribuent à la traite des personnes dans les conflits armés : la détérioration de l'Etat de droit et l'impunité, les déplacements forcés, les besoins humanitaires et la vulnérabilité socio-économique, la fragmentation de la société, l'éclatement des familles, les déplacements de réfugiés. Certains

groupes armés utilisent la traite dans le cadre de leur stratégie pour augmenter leur puissance militaire et leurs ressources économiques, mais aussi pour projeter une image violente d'eux-mêmes et effrayer les populations locales. Les groupes armés utilisent également les violences basées sur le genre et l'esclavage sexuel dans le cadre de leurs opérations. Néanmoins, la traite des personnes dans le contexte des conflits armés n'est pas seulement le fait de groupes armés, mais peut également être perpétrée par des criminels opportunistes qui ciblent des victimes devenues particulièrement vulnérables en raison du conflit³⁵.

Les tentatives de résolution du conflit à travers des accords politiques entre le gouvernement, les groupes armés et les formations politiques ne sont encore jamais pleinement parvenues à pacifier le pays ou à dissiper les velléités de conquête du pouvoir et/ou du contrôle des ressources naturelles.

Les violations récurrentes voire la remise en cause de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA) illustrent le difficile chemin vers une sortie définitive de ce cycle de crises récurrentes qui a gagné en ampleur avec les tensions politiques liées à l'organisation des élections générales de 2020/2021 qui malgré tout se sont relativement bien déroulées et ont constitué une étape cruciale vers la stabilisation du pays et sans laquelle, le risque de propagation du conflit était élevé.

Au regard de la persistance des tensions politiques, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) a offert sa médiation conduisant à l'adoption d'une feuille de route conjointe pour la paix, y compris une recommandation sur le cessez-le-feu unilatéral, qui a été déclarée par le président Touadéra le 15 octobre 2021.

Par ailleurs, le dialogue républicain, dont la tenue est annoncée pour la fin de l'année 2021, rencontre

des défis financiers et politiques, ces derniers marqués par le retrait des partis politiques de l'opposition suite à la relance de la procédure de levée de l'immunité parlementaire de trois députés

Encadré 3 : Consultations du terrain (société civile)

Le Conseil National de la Jeunesse relève un manque d'infrastructures routières pour aider les jeunes à développer les activités génératrices de revenus (AGR). Un jeune occupé ne sera pas une proie facile pour les recruteurs des groupes armés. Ainsi, réduire le chômage contribue à la construction d'une Nation en paix. Pour la jeunesse, la communauté internationale en Centrafrique peine à régler le problème de l'insécurité qui compromet la paix.

Selon le Groupe de Travail de la Société Civile, la sécurité est nécessaire à la construction de la paix qui dépend en premier lieu des acteurs du processus. Ces derniers doivent être disposés à faire la paix. Il y a eu certes des incidents en RCA ces derniers temps, mais il faut noter que la construction de la paix n'est jamais un long fleuve tranquille.

La Plate-forme des confessions religieuses précise que la paix est pluridimensionnelle et la dimension militaire n'est qu'un maillon des maillons.

et leaders de partis. Le retrait de la note sur la levée de l'immunité par le Président de l'Assemblée nationale n'ayant rien changé à la décision de l'opposition et remet en cause le caractère inclusif tant attendu de ce dialogue et les résultats escomptés.

a) Analyse des facteurs

Il y a plusieurs facteurs de conflits en RCA, mais les principaux sont :

- i) la pauvreté ;
- ii) la vulnérabilité liée au chômage et au sous-emploi ;
- iii) le vide sécuritaire dans les régions et l'absence de l'Etat ;
- iv) le non-respect des différents accords politiques de paix ;

³⁵ ONUDC, Rapport sur la traite des personnes dans le contexte des conflits armés, 2018. Disponible au lien suivant :

https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GloTIP2018_BOOKLET_2_Conflict.pdf

- v) l'insécurité et instabilité dans certains pays voisins (Tchad, Soudan, RDC) ;
- vi) la multiplication « d'hommes en armes » et « militarisation » des transhumants ;
- vii) compétition pour le contrôle des ressources naturelles ;
- viii) contestation des résultats des élections ;
- ix) la culture d'impunité et les jugements mal rendus ;
- x) la faillite des filières agricoles d'exportation (café, coton et tabac) ;
- xi) Le développement inégal des régions ;
- xii) Le faible niveau d'instruction de la population, notamment des jeunes.

b) Analyse des acteurs

S'agissant des acteurs, il est important de souligner que par sa position stratégique au cœur de l'Afrique, tous les projecteurs sont mis sur les conflits en RCA. C'est pourquoi, plusieurs acteurs interviennent dans ces conflits. Il s'agit de : i) Gouvernement, principal porteur des offres politiques est un acteur majeur ; ii) FACA composées d'environ 9 000 hommes et femmes disposent de capacités professionnelles et opérationnelles limitées ; iii) partis politiques notamment ceux de l'opposition démocratique et les organisations de la société civile ; iv) groupes armés sont les acteurs les plus en vue dans les conflits en RCA ; v) éleveurs transhumants vi) leaders religieux, chefs coutumiers et autorités villageoises ; vii) jeunes et les femmes ; viii) pays limitrophes, car les trois zones des trois frontières « RCA-Cameroun-Tchad », « RCA-Tchad-Soudan », « RCA-RDC-Sud Soudan » ont une forte influence sur les dynamiques de conflits en RCA.

Les interventions des acteurs régionaux et internationaux dans les crises centrafricaines se succèdent depuis trois décennies depuis les mutineries au sein des FACA en 1996. Les Nations Unies à travers la MINUSCA, l'Union Africaine (UA), la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté des États sahélo-sahariens (CENSAD), la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC) et la Conférence internationale

sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et d'autres acteurs de médiation comme Sant'Egidio, et le Centre de Dialogue Humanitaire (CDH) se succèdent pour soutenir le processus de paix en République centrafricaine. Toutefois, leurs propositions ou pistes de résolutions sont souvent contestées ou remises en cause par les partis en conflits et d'autres parties prenantes telles que les organisations de la société civile. Cette succession voire la superposition des interventions d'acteurs régionaux et internationaux dont certaines se sont inscrites dans le cadre bilatéral reflète la complexité de la dynamique des conflits et la recomposition permanente des acteurs locaux et de leurs agendas.

c) La dynamique des conflits

Depuis trois décennies, le contexte de la RCA est marqué par des conflits sociaux et des crises politiques et sécuritaires récurrentes qui ont fortement fragilisé les institutions et entravé le développement économique et social du pays. Ces crises ont culminé avec la formation de la rébellion Séléka en 2012 et les affrontements avec les miliciens Anti-Balaka et les groupes d'auto-défense des communautés qui ont suivi et conduit le pays dans une spirale de violence intercommunautaire sans précédent. Outre les conséquences désastreuses sur le plan humain (tueries, viols, déplacements massifs de populations...), elles se sont traduites par un effondrement de l'Administration, avec des attaques ciblées contre les édifices et équipements publics et un départ massif des fonctionnaires et agents de l'Etat des provinces du pays. L'émergence de la CPC en décembre 2020 n'a fait qu'exacerber une situation déjà fragile.

Les opérations militaires d'envergure lancées contre la CPC visent à redonner à l'Etat le plein contrôle de son territoire et de ses ressources. Outre la nécessité de reprendre le contrôle de son économie en partie aux mains des groupes armés, les autorités ont besoin de regagner la confiance d'une population lassée par la persistance de l'insécurité et le sentiment que trop de sacrifices

ont été consentis vis-à-vis des groupes armés. Le recours aux forces alliées bilatérales pour pallier les manques de l'armée nationale n'est pas sans augmenter la violence des affrontements et des actes de représailles des groupes armés et des FACA sur la population accusée de collusion avec l'un des deux camps qui s'affrontent.

La collusion entre la classe politique et les groupes armés est à prendre en compte dans les dynamiques du conflit, qu'il s'agisse de la majorité au pouvoir ou des partis politiques de l'opposition démocratique (COD 2020). De même, l'engagement de certaines organisations de la société civile ouvertement hostiles à l'égard de tel ou tel autre acteur national ou international dénote un positionnement partisan de certaines de ces OSC.

4.4.2. Conflits liés à l'exploitation des ressources minières

La dernière crise, du fait de l'insécurité qu'elle a générée dans tout le pays en général et particulièrement dans toutes les zones minières, a entraîné des conséquences graves pour le secteur minier : une baisse drastique des recettes d'exportation consécutive à la fermeture des bureaux d'achat ; la destruction ou le pillage des installations et équipements miniers et les occupations illégales des zones et chantiers miniers par les groupes armés ; l'insuffisance des moyens de contrôle de l'administration minière. Ainsi, de nombreuses sociétés ont été contraintes de cesser ou de différer le démarrage de leurs activités. Il s'agit d'Aurafrique à Ndassima, Dimbi Diamant et Tala-Mining à Dimbi, SDMT à Nola et la société AREVA qui a suspendu ses travaux. C'est dans ce contexte que la production de diamants est donc passée de 366 000 carats à 37 100 carats entre 2012 et 2017, niveau jamais atteint.

L'exploitation illégale et anarchique du diamant avec la mainmise de certains chefs des groupes armés et l'implication de certains bureaux d'achats dans le commerce illicite a conduit le Système de Certification du Processus de Kimberley (SCPK) à

considérer le diamant centrafricain comme le diamant de sang avec comme principale conséquence, la suspension de l'exportation du diamant brut centrafricain vers le marché international et de la RCA du SCPK.

Aujourd'hui, les affrontements se poursuivent entre les groupes armés et les FACA appuyés par les forces bilatérales dans les zones minières où opèrent certaines sociétés russes et chinoises.

4.4.3. Conflits liés à la transhumance

Avec les dernières crises, le sous-secteur d'élevage a gravement souffert et avec lui, l'économie centrafricaine. Pour éviter les confrontations avec les groupes armés, les mouvements des troupeaux en direction de Bangui se font à l'aide des bétailières et des gros camions des transporteurs grâce aux escortes des forces de la MINUSCA. Il n'est pas exagéré de dire qu'avec 16 millions d'hectares de terres pastorales en plus de ses vastes réserves d'eau naturelles, cette situation unique de la RCA vis-à-vis de ses pays voisins en termes de transhumance et ressources pastorales constitue une source potentielle de convoitise. Ce fort potentiel en ressources naturelles est progressivement devenu une source de conflit en raison des capacités limitées du Gouvernement à établir son autorité et son contrôle sur la totalité du territoire du pays encore en partie entre les mains des groupes armés. Les activités de transhumance autrefois florissantes, s'avèrent être l'un des facteurs clés de la crise et de l'aggravation de l'insécurité, alimentant les crises que connaît la RCA depuis des années. Le risque de conflits liés à la transhumance a augmenté avec un impact direct sur la cohésion sociale dans les régions. En effet, il existe un lien direct entre les différents groupes rebelles (ex-Seleka, 3R, UPC, et CPC) et le mouvement de transhumance, car ces derniers (à Paoua et à Kouli) affirment que leur objectif est la protection des bergers des communautés sédentaires. Or, les causes profondes des conflits locaux peuvent être la lutte entre les éleveurs et les agriculteurs et la présence des groupes armés.

Par ailleurs, la circulation des armes légères accompagne le mouvement de la transhumance. Les éleveurs peuls Mbororo transhumants sont bien armés et généralement protégés par les groupes armés qui perçoivent des taxes illégales sur les marchés à bétail (Bambari et Kouango (UPC). Cette activité lucrative devrait être l'un des facteurs du déploiement de l'UPC sur les axes de transhumance de la préfecture de la Ouaka, mais aussi la présence du groupe armé dans le Nord de la RCA, notamment à Kaga-Bandoro, Batangafo et Kabo, depuis janvier 2016.

Depuis le début de la crise, les attaques ont contraint de nombreux pasteurs à quitter le centre du pays, en évitant les zones de Kemo, Ouaka et Haute-Kotto, pour aller vers le Sud-Est et les préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou où ils ont été plus ou moins épargnés par la crise actuelle. Cette arrivée des éleveurs au Sud-Est aurait poussé les éleveurs locaux de la Basse-Kotto (commune d'élevage d'Ewou) et de Mbomou à migrer vers le Haut-Mbomou, alors qu'ils ne sont normalement pas des éleveurs transhumants.

Les groupes armés ont aussi affecté les activités des éleveurs dans le Haut-Mbomou qui est une zone importante pour l'élevage bovin, en particulier Zemio, Obo et Mboki. Mais, c'est aussi une destination clé pour les éleveurs transhumants qui se déplacent annuellement à travers les couloirs internes et externes (par exemple de l'Est vers la RDC et le Soudan du Sud). Cependant, les éleveurs doivent souvent s'installer dans un endroit et ont une liberté de mouvement limitée en raison du risque élevé d'attaques des groupes armés opérant sur le territoire centrafricain. Il convient de souligner que ce ne sont pas seulement des ex-Seleka et des antibalaka, mais il faut compter aussi des groupes armés étrangers tels que les « Janjaweed » et la LRA. C'est la source de conflits entre les éleveurs étrangers, en particulier soudanais, qui ont augmenté en raison de l'augmentation de l'armement des éleveurs au cours des deux dernières années. Ces éleveurs ou

groupes armés venus des pays voisins échangent des armes contre du bétail ou le café.

Tous les éléments développés ci-dessus, ont des répercussions considérables à tous les niveaux du développement humain.

Sur le plan humanitaire, ces crises ont provoqué le déplacement de plusieurs personnes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur (PDI et PDE) dont des milliers d'éleveurs, de femmes et de jeunes. Des éleveurs centrafricains se retrouvent en grand nombre dans les pays voisins (Cameroun, Tchad). Les éleveurs de Kabo, Bouca se retrouvent depuis quelques mois à Ndjoukou et d'autres se sont déplacés vers Damara où certains éleveurs de Bria, Ippy, Bambari et Grimari se sont installés depuis août-septembre 2016. Dans les situations humanitaires, les risques de grossesse sont aggravés pour les adolescentes qui sont plus exposées aux rapports sexuels forcés, à l'augmentation de la prise de risque et la disponibilité réduite des services de santé sexuelle et reproductive des adolescents (SSRA) et de la sensibilité à ces services. Les conflits qui ont affecté la RCA se sont traduits par le bouleversement des structures familiales et sociales, et l'interruption des services éducatifs et sociaux. Du fait de la non-disponibilité des services de protection et du relâchement du contrôle social, les adolescents sont devenus sexuellement actifs, et les filles en particulier sont vulnérables aux agressions et exploitations sexuelles. Ces risques augmentent leur vulnérabilité aux infections sexuellement transmissibles, aux grossesses non désirées et aux avortements à risque.

Sur le plan sécuritaire, des éleveurs transhumants tchadiens franchissent la frontière centrafricaine supposée fermée et se retrouvent à Markounda, Paoua et à Bossangoa. Arguant leur protection, ils arrivent suffisamment armés, habillés en tenue militaire près à s'affronter avec les milices ou groupes armés locaux. Leur présence inquiète certains agriculteurs de la localité. Quelques fois, ces éleveurs transhumants sont escortés par ces mêmes éléments armés.

Sur le plan économique, les groupes armés ont instauré une administration parallèle dans chacune des zones qu'ils occupent et prélèvent des taxes sur toutes les activités économiques notamment : une taxe sur les ventes de bœufs (20 000 FCFA/tête vendue), une taxe de franchissement de barrière par véhicule en fonction du type de véhicule (50 à 120 000 FCFA), une taxe phytosanitaire sur les produits agricoles. A titre d'exemple, à Kaga bandoro, il transite 25 camions par jours transportant chacun en moyenne 30 bœufs d'où des recettes journalières de 15 000 000 FCFA/jour sur les têtes de bétail vendu, 3 000 000 FCFA sur les véhicules et environ 1000 000 en phytosanitaire ; soit globalement un minimum de 19 000 000 FCFA par jour. Cette grosse somme constitue une bonne source de revenu pour la rébellion mais devient très rapidement un problème pour le pouvoir d'achat des Centrafricains car les commerçants, en intégrant par la suite les taxes de la SEGA et celle de l'ANDE, sont obligés de répercuter toutes ces dépenses intermédiaires sur le prix à l'étalage, avec des répercussions sur le panier de la ménagère.

4.4.4. Problème de gouvernance perturbant le processus de construction d'un État de droit

Le renforcement de la démocratie permet d'envisager le rétablissement de la sécurité et la restauration de la paix sociale, condition *sine qua non* pour la mise en œuvre des politiques de développement indispensables au bien-être des populations. L'accord de Khartoum, signé le 6 février 2019, offre l'opportunité de réfléchir sur comment explorer toutes les voies de la paix au profit du développement durable à un moment où le pays s'est engagé dans l'atteinte des ODDs à l'horizon 2030.

Si les acquis démocratiques de 2016 ont été préservés, il faut relever que l'ouverture de l'espace politique et l'émergence de nouveaux acteurs (nouveaux partis politiques, nombre accru de candidats indépendants, OSC, groupes armés),

s'inscrit dans un contexte sécuritaire toujours volatile. Les groupes armés et une faction dissidente des signataires de l'APPR-RCA, regroupés au sein de la CPC exercent une défiance permanente vis-à-vis de l'autorité de l'État et remettent en cause la dynamique de paix soutenue par la communauté internationale.

De cette dynamique, se distingue une tendance à un contrôle du pouvoir exécutif sur les autres centres de décisions législatifs, judiciaires et administratifs, avec une prévalence de l'option militaire pour la résolution des conflits et ce, en dépit du cessez-le-feu unilatéral décrété pour honorer l'engagement pris par le gouvernement auprès des chefs d'État à la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) du 16 septembre 2021 à Luanda (Angola).

L'ouverture de l'espace politique et la diversité des acteurs (partis politiques, syndicats, société civile, personnalités indépendantes) ont permis un certain nombre d'avancées dans le rétablissement progressif de l'État de droit, des libertés, de la représentation et la participation en ce qui concerne notamment celle des femmes aux élections de 2020/2021.

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance politique, le Gouvernement, l'Autorité Nationale des Elections (A.N.E) et la communauté internationale ont convenu d'organiser des élections locales qui vont aboutir à la mise en place des conseils municipaux, des assemblées régionales et du Sénat. Ces élections, jamais organisées depuis 1988, sont porteuses de plusieurs enjeux et opportunités pour le développement local, l'élargissement de l'espace politique, la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en RCA (APPR-RCA), le renforcement de la participation politique des femmes et des jeunes, et la consolidation de la démocratie à la base. L'implication des différents acteurs et l'approche inclusive doivent être une priorité notamment en ce qui concerne la mise en place d'une gouvernance locale plus inclusive et plus participative.

Dans le domaine de la justice, de la sécurité et de l'Etat de droit, des efforts ont été consentis par le gouvernement et la communauté internationale pour accroître l'offre de services par la reconstruction des infrastructures à Bangui et dans les régions, la dotation en moyens de fonctionnement y compris les moyens roulants et la formation des acteurs judiciaires et de la chaîne pénale. Toutefois, leur déploiement dans les régions et l'intégration dans le budget de l'Etat restent limités. Les infrastructures ont connu de dégâts et pillages successifs y compris durant la crise électorale. Les juridictions d'instance ainsi que les cliniques juridiques délivrent des services à la population et assurent davantage l'accès à la justice. Ces avancées risquent d'être compromises avec le contexte sécuritaire et politique actuel ou de graves atteintes aux droits humains, les violences basées sur le genre et le sexe continuent d'être perpétrées contre les populations civiles notamment les femmes et les enfants.

L'offre de services de justice s'est diversifiée avec le renforcement des cours et tribunaux, la Cour martiale compétente pour juger les personnels des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), l'opérationnalisation de la Cour Pénale Spéciale (CPS), la mise en place de la Commission Vérité Justice Réparation et Réconciliation (CVJRR), le déploiement des cliniques juridiques, les interventions de l'Unité Mixte Rapide de Répression des violences faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) et la mise en place d'une commission d'enquête sur les allégations de crimes graves et violations des droits de l'Homme commis par les FACA et les forces bilatérales entre décembre 2020 et avril 2021. On note aussi la mise en œuvre d'une politique sectorielle de la justice 2020 – 2024, offrant le cadre de la réforme du secteur. Sur le plan institutionnel, la RCA a avancé dans la lutte contre l'impunité et l'accès à la justice, mais les violations graves des droits de l'homme,

les violences sexuelles basées sur le genre et liées aux conflits et autres crimes demeurent très élevés. La soif de justice des populations n'est pas encore satisfaite, avec une longue pause d'organisation des assises criminelles, peu d'audiences foraines organisées, et une complémentarité entre les juridictions ordinaires, la CPS, la Cour Pénale Internationale (CPI) et la CVJRR encore à ses débuts.

La réforme du secteur de la sécurité a mobilisé plusieurs acteurs internationaux à la fois dans le cadre multilatéral et bilatéral dans les limites imposées par la faible capacité du secteur et par le maintien de l'embargo sur les armes. Les progrès accomplis sur le déploiement, la formation, la formalisation d'un corps de police judiciaire, l'application de la politique de diligence voulue par le Secrétaire Général des Nations Unies (HRDDP) et la mise en œuvre de la politique de police de proximité risquent de perdre leur impact dans le contexte sécuritaire et politique actuel.

Depuis 2017 la confiance des populations dans la justice ordinaire et les FSI allait en augmentation³⁶, et il sera essentiel de ne pas perdre cette confiance, qui aurait un impact dans la confiance de l'Etat de Droit, l'impunité et la paix plus largement.

La mise en œuvre du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement (DDRR) ainsi que l'opérationnalisation des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS) telles que prévues par l'APPR-RCA évoluent de manière timide en raison de la dynamique de reconfiguration des groupes armés.

Face aux déficits notés au niveau de la justice, de la promotion et la protection des droits humains, les interventions futures s'inscrivent dans le cadre de la politique sectorielle de la justice 2020-2024 dont les cinq principaux axes sont (i) Indépendance, redevabilité et moralisation du

³⁶ Etudes de perception sur la paix, justice et sécurité, HHI, PNUD, MINUSCA au <http://www.peacebuildingdata.org/research/car>

personnel judiciaire ; (ii) Renforcement de l'offre de justice ; (iii) Renforcement de la demande de justice et de l'accès de tous à la justice ; (iv) Renforcement de la chaîne pénale et du système pénitentiaire ; (v) Respect des droits humains et la mise en œuvre de la justice transitionnelle.

Le déploiement progressif de l'administration publique au niveau déconcentré, bien que rendu difficile dans certaines régions par les groupes armés, a permis dans une certaine mesure de poser les bases de la restauration de l'Autorité de l'Etat. Toutefois, l'administration publique reste confrontée aux défis de la modernisation et de la digitalisation mis en exergue dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 qui a affecté les capacités déjà limitées de l'Etat à assurer la continuité des services publics et répondre aux nombreuses demandes sociales.

Les OSC parmi lesquelles des organisations féminines et de jeunes ont su donner de la voix dans les débats publics, relayés par les médias œuvrant dans un espace libéralisé où les délits de presse sont dépénalisés.

Les avancées en termes de diversité des acteurs et d'ouverture de l'espace démocratique sont quelque peu atténuées par des pratiques peu transparentes dans la gestion des ressources naturelles (mines et bois) et la passation des marchés publics. Il se pose à ce niveau un défi en matière de redevabilité et de risques de corruption, de même que la séparation et l'équilibre du pouvoir qui restent à renforcer.

Selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC), la RCA occupe en 2020, le 146^{ème} rang sur 180 pays évalués. Quant à l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG), il classe en 2020, le pays au 29^{ème} rang sur les 54 pays analysés à la lumière des critères de participation, d'Etat de droit, de développement économique et de développement humain. Le Comité des droits économiques sociaux et culturels a attiré dans ses constatations, l'attention du pays sur le niveau de corruption et l'impunité dont jouissent les personnes impliquées, en dépit des dispositions du Code Pénal (loi N°10.001 du 6 janvier 2010), qui criminalisent la corruption³⁷. La création et l'installation de la Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance (HABG) constitue un pas majeur vers la lutte contre la corruption ainsi que la promulgation de la loi portant déclaration de patrimoine. Mais la HABG ne peut mener efficacement sa mission au regard des moyens limités dont elle dispose.

Complexe et prolongée, la crise humanitaire en Centrafrique ne saurait se résumer seulement à un seul facteur car l'impact des conflits est si brutal pour les populations, qu'il est difficile de proposer une seule réponse. Les chocs surviennent dans un environnement fragile et conflictuel caractérisé par une pauvreté généralisée, l'absence de système de protection sociale, une faible capacité des structures étatiques, le manque de services essentiels et les limitations des infrastructures de transport et de communication.

³⁷ Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a examiné le rapport initial de la République centrafricaine (E/C.12/CAF/1) à ses 12^e et 13^e séances (voir E/C.12/2018/SR.12 et 13), les 19 et 20

mars 2018, et a adopté ses observations finales à sa 28^e séance, le 29 mars 2018.

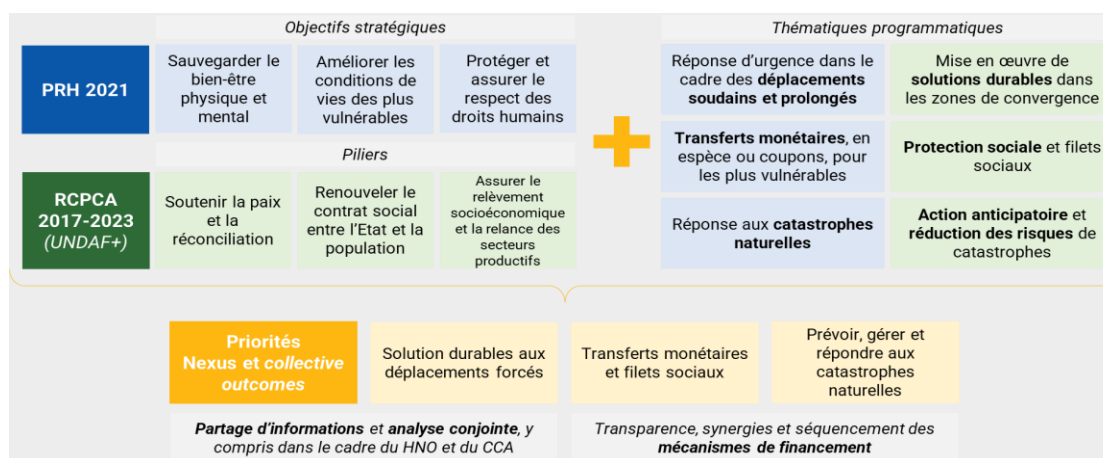
5. Préventions et liens entre l'humanitaire, le développement et la paix

Depuis le retour à l'ordre constitutionnel en mars 2016, la paix et la sécurité demeurent fragiles en Centrafrique, en dépit des efforts fournis par les autorités nationales avec l'appui de la Communauté internationale. De façon générale, la situation humanitaire s'est nettement dégradée en 2021 avec les conflits liés au processus électoral de 2020/2021 et l'émergence du mouvement armé dénommé « Coalition des Patriotes pour le Changement – CPC ». Selon la dernière évaluation multisectorielle des besoins humanitaires (MSNA/REACH) de juin à août 2021, 18% des

ménages affirmaient encore qu'un incident les avait affectés durant les 30 derniers jours, près du double des chiffres de la MSNA 2020 (10%). Avec la résurgence du conflit, des violences, des déplacements et des exactions des hommes en armes, les violences sexuelles sont considérées comme le principal risque pour la sécurité des femmes (31%) et des filles (35%). Le risque de recrutement de mineurs par les groupes armés reste aussi présent. En outre, la proportion de personnes gagnant moins de 30 000 XAF (54 \$ US) par mois a augmenté de 15% en un an.

Figure 23: Schéma de NEXUS Humanitaire, développement et paix en RCA

Source : Auteurs



5.1. Nécessité d'une stratégie de stabilisation

La réponse humanitaire seule ne suffit pas car elle permet seulement de sauver des vies et de protéger les plus vulnérables. Elle n'a pas vocation ou mandat à combattre les vulnérabilités de long terme. Pour que les conditions de vie des Centrafricains et Centrafricaines change durablement, l'action humanitaire doit être associée à un rétablissement de la paix (limitant la récurrence et l'impact du conflit et des violences) et à des actions de développement (s'attaquant aux problèmes structurels et renforçant l'autonomisation de la population à travers la mise en œuvre de projets ambitieux et structurants axés sur le relèvement et le développement à moyen et long terme).

5.2. Mise en œuvre du Nexus Humanitaire, Développement et Paix

- S'inscrivent dans cette optique : (i) l'organisation en Octobre 2018, avec l'appui du PNUD et de la Banque mondiale, de l'atelier national sur l'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement-paix en RCA, (ii) l'élaboration et l'adoption par le Gouvernement, le 17 février 2019, de la Stratégie Nationale des Solutions Durables pour les déplacés internes et les réfugiés de retour en RCA, (iii) la mise en place d'un Groupe de Travail sur les Solutions Durables avec la participation des agences du SNU, des organisations humanitaires et de Développement, et (iv) l'identification de deux premières zones de convergence pour lancer la mise en œuvre des solutions durables en RCA en l'occurrence dans les sous-préfectures d'Alindao, Kembe et Zangba dans le Sud-Est, et de Kouï, Paoua, Ngaounday et Markounda dans l'Ouest de la RCA.

Il est généralement admis que le nexus est une approche intégrée visant à mieux concilier les réponses d'urgence et les solutions sur le plus long terme (durables) afin que les communautés affectées par des crises humanitaires causées par l'homme ou la nature soient plus résilientes et puissent vivre durablement dans la paix. Il est alors question pour les acteurs du nexus d'utiliser les informations et données humanitaires pour servir de base à l'élaboration des programmes et projets à long terme nécessaires pour renforcer la résilience des communautés face aux crises humanitaires afin qu'elles se relèvent de façon durable.

La mise en œuvre du Nexus Humanitaire – Développement et Paix est au cœur des préoccupations des différents acteurs depuis plusieurs années. Cette aspiration devrait se fonder sur les principes fondamentaux (i) de retour de la population dans sa communauté, à l'instar de ce qui est observé à Bangassou (Tokoyo) avec une meilleure coordination des autorités locales et des ONGs partenaires ; (ii) l'utilisation de l'approche communautaire dans les zones ciblées en vue de renforcer les capacités des communautés locales et une meilleure insertion des retournés et ; (iii)

Encadré 4 : Consultations du terrain (Conseil Economique et Social)

Le Nexus humanitaire-développement-paix est plus holistique et meilleur que l'approche humanitaire seule. Certaines zones de la RCA qui ne sont pas touchées par les conflits donc nécessitant l'intensification des activités de développement pour éviter l'effet de contagion. Ainsi, adopter l'approche Nexus sera bénéfique car elle permet de mettre l'accent sur le relèvement et le développement durable. Aussi, il est important de mettre la fille/femme centrafricaine au cœur de toutes les interventions.

une meilleure coordination entre les acteurs du nexus, les autorités locales, les communautés d'accueil et les retournés.

En 2021, et fort des enseignements de la collaboration initiée l'année dernière, le Nexus s'appuie sur trois priorités programmatiques et quatre axes de collaboration.

5.2.1. Transferts monétaires et filets sociaux

Les interventions monétaires humanitaires sont largement plébiscitées par les populations centrafricaines touchées par la crise en raison de la flexibilité d'usage qu'elles offrent et de leur impact positif sur les conditions de vie. De l'autre côté, les programmes de protection sociale non contributifs permettent de construire la résilience des populations, de lutter contre la pauvreté chronique et de participer à la reconstruction des infrastructures.

En 2021, les acteurs humanitaires et de développement ont renforcé la complémentarité de leurs interventions par le biais du Groupe de travail (GT) sur la protection sociale et de l'implication

des acteurs de développement dans le GT Cash humanitaire. Les acteurs ont exploré notamment les opportunités de transferts des personnes les plus vulnérables assistées par les humanitaires vers les schémas nationaux de protection sociale.

5.2.2. Prévoir, gérer et répondre ensemble aux catastrophes naturelles

Environ 100 000 personnes ont été affectées par les inondations en 2019 et plus de 23 300 personnes supplémentaires au 3 décembre 2020. En tout, près de 314 000 personnes vivent dans les neuf sous-préfectures les plus exposées aux inondations. Cette exposition est le fait de variables climatiques mais également de facteurs structurels qu'il est possible d'atténuer (absence de système de prévention et de gestion des risques et catastrophes, plans d'urbanisation désuets, manque de systèmes de drainage des eaux, faible conscientisation des populations aux risques).

Dans ce contexte, les acteurs humanitaires se doivent de collaborer avec les acteurs de la société civile, les acteurs de développement, les municipalités, la MINUSCA et le Gouvernement central (Ministère des affaires humanitaires, Ministère de l'urbanisme, Ministère de l'environnement) afin de prévenir les risques d'inondations et de limiter leurs impacts sur les personnes les plus vulnérables. Sur la base de la réponse intégrée engagée à Bangui en 2020 à travers le Comité Opérationnel Technique (COT) et tirant profit des avantages comparatifs de chaque acteur, la priorité sera accordée aux actions suivantes :

Prévenir les risques et développer une culture de contingence : Soutien technique au Gouvernement (protection civile, mairies) pour la prévention et la gestion des catastrophes. Collaboration avec les acteurs de développement et la MINUSCA pour l'identification d'actions rapides utiles dans les zones urbaines à risques (évacuation des déchets, curage des canaux, communication aux risques) ;

Renforcer les capacités d'évaluations rapide et d'analyse conjointe : Mise en place d'équipes mixtes d'évaluation rapide post-catastrophe à Bangui dès novembre 2020. Elles sont coordonnées et formées par les équipes du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et REACH et intègrent les volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine, de la protection civile et permettent de connaître rapidement l'ampleur de la catastrophe et les besoins prioritaires ;

Déployer une assistance d'urgence aux personnes sinistrées : Fourniture d'une réponse d'urgence et protectrice, si possible en transferts monétaires, pour les victimes des inondations : abris d'urgence, traitement de l'eau contaminée et fourniture de services EHA, Sécurité alimentaire et soins d'urgence pour les blessés et personnes à risque (personnes handicapées, enfants malnutris, personnes âgées) ;

Informier et protéger les personnes : D'une part, mise en place de mécanismes d'information, de plaintes, de feedback et de protection, y compris de référencement en cas de VBG et EAS. D'autre part, protection physique des personnes grâce à une présence renforcée de la MINUSCA/ Forces armées centrafricaines (FACA)/ Forces de sécurité-intérieures centrafricaines (FSI) dans les lieux de déplacements.

5.2.3. Solutions durables

La revitalisation du Groupe de travail sur les solutions durables en 2019 a permis des avancées importantes dans le développement d'une vision partagée de la situation dans les zones de retour et l'élaboration de plans d'action locaux conjoints dans les zones de convergence.

Cependant, la survenue de la COVID-19 et la dégradation de la situation sécuritaire dans l'ouest ont retardé la mise en œuvre des plans d'action pour les solutions durables dans les zones de convergence identifiées au sein de la Basse-Kotto, l'Ouham-Pende et l'Ouham.

Afin d'éviter de créer une dépendance et d'aider les personnes à retrouver leur dignité grâce à l'autonomisation, les interventions de développement à long terme doivent aller de pair avec des interventions humanitaires (qui fournissent une assistance vitale, mais ne suffisent pas à elles seules) et des opérations de paix (qui visent notamment à assurer la sécurité physique et stabiliser le contexte politique et sécuritaire). Des initiatives ambitieuses en faveur du développement et de la résilience communautaire doivent être entreprises en étroite synergie et coordination avec les actions humanitaires, notamment dans les zones les plus difficiles où les indicateurs de gravité

intersectorielle des besoins sont plus préoccupants. Dans cet esprit de complémentarité, le groupe de travail sur les Solutions Durables en RCA devra jouer un rôle clé en faisant travailler conjointement les acteurs humanitaires, de développement et de paix sur un

plan d'action pour les populations déplacées. Les activités de relèvement à mener doivent non seulement bénéficier de façon durable aux personnes déplacées ou retournées mais aussi à leurs communautés d'accueil avec des actions judiciaires en faveur de la restitution de leurs biens.

Source : MINUSCA



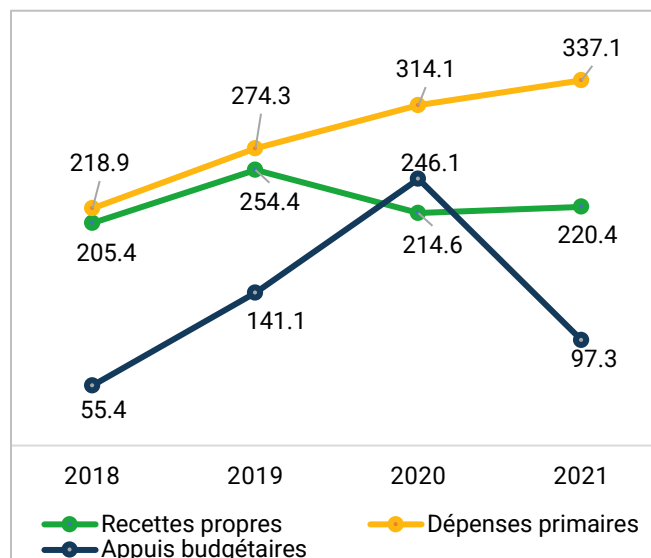
6. Partenariats et mobilisation des ressources

La cartographie des sources de financement de développement du pays met en exergue de potentielles sources de mobilisation des ressources internes et externes qui demeurent toutefois sous-exploitées dans le cadre de partenariat par les autorités nationales.

Aujourd'hui, le pays est confronté à un certain nombre de contraintes qui limitent la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en oeuvre des ODD dans le pays. Ce sont, entre autres:

- Volatilité de la situation sécuritaire due la résurgence/ persistance des conflits (désaccords sur les questions de résolution pacifique du conflit post électoral dans le cadre du dialogue politique envisagée...)
- Faiblesse de la mise en oeuvre des réformes économiques et financières par le Gouvernement
- Faiblesse du partenariat Public-Privé (Faiblesse du secteur privé formel qui ne constitue que 1% des acteurs économiques)
- Code des investissements non attractifs
- Mauvaise organisation du marché sous régional (CEMAC) qui ne prend pas en compte les avantages comparatifs
- Insuffisance des voies de desserte du pays et dégradation de la principale voie (corridor Bangui-Garou-Boulai)
- Étroitesse de l'assiette fiscale en RCA en raison de l'étroitesse du marché national
- Inexistence d'un cadre formel pour la collecte de l'épargne de la diaspora et l'inexistence de produits financiers adaptés à cette population.

Graphique 1617: Evolution des recettes propres, dépenses primaires et appuis budgétaires (M USD)



Source : FMI, BM et Auteurs

6.1. Faible mobilisation des ressources internes

Avec un secteur informel omniprésent (99 % des opérateurs économiques), l'Etat peine à mobiliser des recettes fiscales. Cette situation est due, entre autres, à un certain nombre de facteurs structurels notamment le risque élevé pour les investisseurs étrangers en raison de la persistance des conflits armés et du potentiel de déstabilisation du pays, la perte de recettes fiscales dans les zones contrôlées par les groupes armés, l'inaccessibilité aux crédits bancaires pour les Petites et Moyennes Entreprises / Industries (PME/PMI) dans un contexte de pauvreté de la population ainsi que les difficultés rencontrées par l'administration fiscale dans la collecte des impôts et taxes.

6.1.1. Faibles recettes propres de l'État

Les recettes propres de l'Etat sont tirées des différentes taxes et droits directs et indirects payés par les acteurs économiques du secteur privé dont 99% sont dans l'informel et ne contribuent qu'à hauteur de 12% des recettes fiscales tandis que les 1% dans le secteur formel

contribuent à hauteur de 88% des recettes fiscales. Malgré les progrès récents, les recettes fiscales ne représentaient qu'environ 8% du PIB entre 2017 et 2020, passant de 7% en 2017 à 8,1% du PIB en 2020 et, de ce fait, restent parmi les plus faibles d'Afrique subsaharienne et des autres pays fragiles touchés par des conflits (FCV). Cette situation laisse clairement entrevoir l'étroitesse de l'assiette fiscale en RCA.

Pour améliorer le niveau de ses ressources propres, l'Etat devra mettre en œuvre un certain nombre d'actions à savoir :

- La sensibilisation des populations sur le paiement des impôts et le rapprochement de l'administration fiscale des populations par des actions de communication et de décentralisation en raison de l'incivisme fiscal. En effet, les populations évoluant initialement dans le secteur informel n'ont pas acquis la culture du paiement régulier de leurs impôts.
- La communication autour de l'affectation des ressources fiscales pour rassurer la population sur l'utilisation pertinente et optimale des ressources collectées en raison de la corruption perçue / observée dans le pays. Selon l'ICASEES³⁸, en 2005, les chefs d'entreprises considéraient la corruption comme la deuxième priorité de développement du pays après celui de l'insécurité. Quant aux ménages, ils classaient la corruption comme la quatrième priorité après l'insécurité, le chômage et la hausse du coût de la vie. En 2020, le pays était classé 146ième au niveau mondial sur la base de l'indice de perception de la corruption (26)³⁹. La corruption constitue donc une problématique persistante qui doit occuper une place de choix dans l'agenda du Gouvernement.

- Le renforcement des services de l'administration fiscale pour assurer que l'Etat reçoive 100% des impôts qui lui sont dus. Il s'agit de prévenir le détournement des ressources publiques au profit d'intérêts privés en renforçant les capacités des organismes nationaux de contrôle.

6.1.2. *Emprunts nationaux publics ou privés (dette intérieure)*

La dette intérieure était estimée à 9,4 % du PIB en 2020, contre 11,1 % en 2019. Elle a baissé en raison des efforts du Gouvernement pour apurer les arriérés intérieurs malgré la crise de la COVID-19. En 2021, le pays a été confronté à la suspension de l'aide budgétaire de la France, à la suspension du programme de la Facilité Elargie de Crédits (FEC) et au report des décaissements.

Le Trésor public a pu mobiliser sur le marché financier 27,25 milliards XAF (environ USD 49,5 millions) grâce à l'émission de trois (3) obligations entre mai et septembre sur 3 ans à 6,5%⁴⁰. Ces opérations étaient couvertes par les Droits de Tirages Spéciaux (DTS) d'un montant de 106 millions DTS (environ 145 millions USD) dont le pays attend les premiers décaissements. Ces DTS ont permis aux autorités monétaires de négocier au préalable ces opérations auprès des banques commerciales de la place et d'une banque commerciale du Cameroun. Il apparaît clairement que ce montage financier a été rendu possible grâce à une situation exceptionnelle à savoir la décision du G20 en 2020 qui autorisait les pays pauvres à accéder aux DTS en vue de les aider à lutter contre la COVID-19. Cependant, les DTS seront tirés sur 2 ans, donc à court terme. A moyen et long terme, le pays risquerait de connaître des difficultés de trésorerie qui créeraient des tensions sociales susceptibles d'impacter négativement la croissance.

³⁸ <https://icasees.org/nada/index.php/catalog/42>

³⁹ <https://fr.countryeconomy.com/gouvernement/indice-perception-corruption/republique-centrafricaine>

⁴⁰ Direction Générale de la dette au Ministère des Finances et du Budget

6.2. Faible mobilisation des ressources extérieures

Le faible niveau de mobilisation des ressources intérieures place l'Etat en situation de dépendance vis-à-vis des donateurs internationaux. Cependant, la persistance des conflits, la perception de la corruption et de la faible capacité des organismes nationaux de contrôle et d'audit sont autant de facteurs qui influencent négativement les relations entre la RCA et ses Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

La persistance des conflits armés entraîne l'affectation d'une part très élevée des ressources disponibles sur le financement de besoins humanitaires importants et urgents (grand nombre de personnes déplacées ayant besoin de protection, de survivant(e)s de violences basées sur le genre...) et sur le financement des interventions de consolidation de la paix et de réconciliation nationale. La stabilisation du pays reste donc primordiale voire un prérequis pour replacer le développement au centre des préoccupations des PTF. La coopération des PTF est parfois soumise à un certain nombre de conditionnalités en matière de démocratie, de respect des droits de l'Homme. Il convient donc pour l'Etat de créer les conditions pour les garantir.

Le niveau élevé de corruption et la faiblesse des démembrements de l'Etat (népotisme, faiblesse du capital humain...) ne sont pas rassurants pour les PTF en raison des risques importants de détournements et d'inefficacité de l'aide. Par exemple, le FMI attend la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes pour assurer la gestion optimale des programmes prévus dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit.

Le pays bénéficie d'appuis budgétaires et d'appuis programmes provenant de diverses institutions notamment les bailleurs multilatéraux (FMI, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, BADEA etc.), des organisations

internationales, régionales et sous régionales (Union européenne, Union Africaine, Organisation Internationale de la Francophonie, la CEEAC, la CEMAC...) et des partenaires bilatéraux (France, Allemagne...).

Les dons des bailleurs de fonds internationaux sont passés de 9,6 % du PIB en 2019 à 12,6 % du PIB en 2020 soit plus de 60 % des recettes totales du gouvernement. Ce qui révèle l'importante dépendance des recettes du gouvernement aux financements extérieurs. Un soutien considérable a été apporté en 2020 pour aider à contenir l'impact socioéconomique de la pandémie et contribuer au bon déroulement des élections législatives et présidentielle fin décembre. Ces dons ont atteint leur niveau le plus haut au cours de la dernière décennie, contribuant à une augmentation importante des recettes publiques totales à 21,7 % du PIB en 2020, contre 18,3 % du PIB en 2019⁴¹. Ils ont baissé en 2021 à 52,8 % du budget en raison de la décision de suspension d'une partie de l'aide et du report des décaissements par la communauté financière internationale.

La RCA a bénéficié de l'initiative de suspension du service de la dette initiée en mai 2020, à la suite de la crise de la pandémie de COVID-19 et de la Facilité de crédit rapide pour aider le pays à faire face à la pandémie. Il est à noter que, avant la pandémie, La RCA a également bénéficié d'un accord triennal de Facilité de crédit approuvé en décembre 2019 avec le FMI avec un programme de réformes structurelles visant à réduire le déficit budgétaire pour un montant de 83,55 millions de DTS (environ 115,1 millions de dollars, soit 75 % de la quote-part du pays au FMI).

Compte tenu du risque élevé de surendettement de la RCA et de l'incertitude considérable qui entoure les perspectives économiques, il est important que les autorités adoptent une approche prudente pour contracter une nouvelle dette extérieure, en

⁴¹ BM, Cahier économique de la République Centrafricaine, 4^{ème} édition, Juillet 2021.

donnant la priorité au financement par des dons, avec une marge de manœuvre limitée pour les financements concessionnels⁴². Sa capacité à assurer le service de sa dette extérieure demeure faible, compte tenu de son assiette de recettes restreinte⁴³.

Par ailleurs, les autorités devront veiller à ce que les programmes de réformes structurelles visant à réduire le déficit budgétaire n'impliquent pas une réduction de l'espace budgétaire disponible pour la réalisation des ODD et des dépenses sociales prioritaires.

6.2.1. Investissements directs étrangers (IDE)

Les incertitudes liées à la pandémie de COVID-19 ont entraîné une baisse de plus de 60 % des investissements directs étrangers, passés de 1,1 % du PIB en 2019 à 0,1 % en 2020. Le stock d'IDE a atteint un total de 718 millions USD en 2020.

Les secteurs du bois et du diamant attirent l'essentiel des IDE et la France et la Chine sont les deux principaux investisseurs du pays⁴⁴. Dans le classement Doing Business 2020, la RCA était classée 184e au monde, en baisse d'une place par rapport au classement précédent. Le pays dispose d'abondantes ressources naturelles (diamants, or, uranium et bois), largement inexploitées, ainsi que d'immenses terres arables.

6.2.2. Aide Publique au Développement (APD)

Selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, on entend par « aide publique au développement » (APD), l'aide fournie par les États dans le but exprès de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Selon les données de OCDE⁴⁵, l'APD a régulièrement cru sur la période 2017 – 2019.

6.2.3. Transferts entrants de la diaspora

Selon la Banque mondiale⁴⁶, les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont atteint 551 milliards USD en 2019 et devrait atteindre 597 milliards USD en 2021. Ces envois vont être supérieurs aux investissements directs étrangers cette année.

Par contre en RCA, la chute des transferts entrants de la diaspora a fortement contribué à la baisse des revenus des populations car ils sont passés de 2,5 milliards de FCFA en 2019 à 1,4 milliards de FCFA en 2020 soit une baisse de 43%.

6.3. Avantages comparatifs des Nations Unies

Expertise et mise en œuvre de programmes sur la quasi-totalité du territoire

L'Equipe Pays du SNU est composée de plus d'une dizaine d'agences résidentes et non résidentes avec des mandats et des expertises diverses et complémentaires. Le pays bénéficie donc d'un soutien multidimensionnel et pluridisciplinaire qui permet d'obtenir des résultats importants au profit des populations. Dans le contexte centrafricain, avec l'occupation d'une partie du territoire par les groupes armés, les interventions visant la pacification du pays et le redéploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire constitue un apport inestimable pour le relèvement du pays. En partenariat avec la société civile et les organisations non gouvernementales, le SNU met en œuvre des programmes parfois dans des zones où l'Etat est insuffisamment représenté. Il s'agit entre autres du projet RESA Bambari. Ainsi, dans la mesure du possible, personne n'est laissée pour compte.

⁴² IMF Country Report No. 21/28, February 2021

⁴³ Rapport du FMI n° 20/1, décembre 2019

⁴⁴https://international.groupecreditagricole.com/fr/accompagnement-a-l-international/republique-centrafricaine/investir?url_de_la_page=%2Ffr%2Faccompagnement-a-l-international%2Frepublique-centrafricaine%2Finvestir&

⁴⁵https://public.tableau.com/views/OECDACAidataglancebyrecipient_new/Recipients?:embed=y&:display_count=yes&:showTabs=y&:toolbar=no&:showVizHome=no

⁴⁶ <https://blogs.worldbank.org/peoplemove/data-release-remittances-low-and-middle-income-countries-track-reach-551-billion-2019>

Capacité de mobilisation des ressources extérieures

Le SNU mobilise des ressources auprès de PTF pour la mise en oeuvre de programmes transformateurs sur le terrain. Il constitue un rempart pour la gestion optimale de l'aide dans un contexte de corruption et de faiblesse de l'Etat. Les rapports annuels sur les résultats ainsi que le rapportage périodique aux partenaires constitue des points importants de rédevabilité.

A titre d'exemple, dans le cadre de son Plan Stratégique Pays, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) appuie les petits agriculteurs pour l'accès au marché à travers le Programme P4P (Purchase for Progress). De 2017 à ce jour, à travers ce programme d'achats locaux, le PAM a acheté 17 687 280 tonnes de denrées pour un montant de 3 718 729 130 FCFA, ce qui permet de donner un fouet à l'économie du pays. Il faut aussi prendre en compte les achats exécutés au profit des Agroindustries tels que HUSACA. Aussi, à travers la modalité d'assistance alimentaire avec le Cash Based Transfer, les commerçants ont l'opportunité d'augmenter leur capital financier suite à l'exécution de ce programme.

Dans le cadre de l'appui au Gouvernement pour la lutte contre la pandémie de la COVID-19, le Système des Nations Unies a élaboré un plan national de réponse socio-économique contre la pandémie de la COVID-19 sur la base du double impératif qu'il s'est fixé, à savoir : (i) agir de toute urgence pour juguler l'impact de la crise et (ii) aider le Gouvernement et les populations à réagir de manière à construire un avenir meilleur et différent.

Dans l'optique de renforcer sa contribution au RCPCA et à l'APPR, ce plan prend également en compte les six (6) domaines transversaux : (i) Equité régionale ; (2) Egalité du genre ; (3) Transparence et redevabilité à tous les niveaux ; (4) Renforcement des capacités nationales (publique et société civile) ; (5) L'inclusion, et ; (6) La durabilité environnementale.

Les différents domaines programmatiques de ce

plan ont contribué au renforcement du système de santé et à la résilience des populations en 2021 et devraient continuer au-delà, à l'atteinte des ODD à l'horizon 2030, selon la théorie de changement dudit plan.

Le montant global du plan d'atténuation de l'impact socioéconomique de la COVID-19, s'élève à 614 millions de dollar US soit 307 milliards de FCFA. Il couvre les besoins exprimés dans le plan national de riposte, les divers appuis aux groupes vulnérables, aux programmes de vaccination, aux finances publiques et au secteur privé.

En réponse, la communauté internationale et nationale a pu mobiliser à travers les appuis budgétaires supplémentaires, les appuis projets et le fond de solidarité nationale, un montant de 132,7 milliards de F CFA, soit 240,6 millions USD.

Le tableau ci-dessous résume tous ces appuis apportés dans le cadre de l'appel des autorités à la solidarité internationale et nationale dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 en RCA.

Tableau 56: Montant du financement du plan global de riposte à fin octobre 2020

	Mobilisation		Engagement	
	Montant milliards F CFA	Montant en millions USD	Montant milliards F CFA	Montant en millions USD
I. Appui budgétaires supplémentaires COVID-19				
BM	15,14	25	15,14	25
FMI	35,6	58,8	35,6	58,8
AFD	2	3,3	2	3,3
UE	35,42	70,8	35,42	70,8
BAD	8,5	17,0	8,5	17,0
Sous-total 1	96,7	174,9	96,7	174,9
II. Réponse du SNU à la COVID-19				
SNU, PA	4,25	8,5	79,75	159,5
Sous-total 2	4,25	8,5	79,75	159,5
III. Autres appuis (programmes)				

UE	4,26	8,5	4,26	8,5
France	1,28	2,1	1,28	2,1
USA	6,8	13,6	6,8	13,6
Banque Mondiale	4,54	7,5	4,54	7,5
BAD	2,2	4,4	2,2	4,4
MINUSCA	12,16	20	12,16	20
Sous-total 3	31,24	56,1	31,24	56,1
IV. Contributions Communautaires				
Contributions communautaires	0,54	1,08	0,54	1,08
Sous-total 4	0,54	1,08	0,54	1,08
TOTAL	132,7	240,6	208,2	391,6

Source : Auteurs et Rapport Etude d'impact socioéconomique COVID-19.

6.4. Coûts de mise en œuvre des ODDs

Aujourd'hui, la prise en compte de la pandémie dans la mise en œuvre du RCPCA est certes une étape essentielle dans l'atteinte de l'Agenda 2030 car, selon le rapport sur la revue nationale volontaire de 2019, les objectifs stratégiques du RCPCA globalement sont alignés sur les cibles des ODD. Cependant, réaliser cet ambitieux Agenda 2030 avec la prise en compte de COVID-19, exige la mise en place d'un plan de stabilisation et de résilience socio-économique avec des moyens conséquents estimés entre 3 233 millions de dollars US à 9 437,6 millions de dollars US.

Il a toujours été reconnu que le financement extérieur ne saurait suffire au financement de

l'Agenda 2030 et que la mobilisation des ressources intérieures doit être un des piliers fondamentaux du financement du développement dont la responsabilité incombe en premier au pays. Aligner les financements sur les priorités nationales de développement, notamment les cibles des ODD, permet d'asseoir des politiques publiques favorables aux plus démunis et aux groupes vulnérables, autonomisant les femmes et élargissant les possibilités pour les individus de mener la vie qu'ils désirent.

Tableau 6-7: Coûts de mise en œuvre des ODDs avec COVID-19

	2021	2022	Total	2023-2030	Total global
ODD1	8,3	12	20,3	332,4	352,7
ODD2	10,5	8,5	19,0	244,0	263,0
ODD3	267,0	165,0	432,0	800,0	1 232,0
ODD4	86,0	150,0	236,0	146,3	382,3
ODD8	170,0	231,0	401,0	270,0	671,0
ODD10	25,0	75,0	100,0	261,0	361,0
ODD16	293,0	350,0	643,0	2 508,7	3 151,7
Autres	425,7	995,3	1 381,7	1 642,2	3 023,9
Total	1 266,7	1 966,3	3 233,0	6 204,6	9 437,6

Source : Auteurs et Rapport mise en œuvre des ODDs (en millions \$)

Cependant, les ressources internes et externes à la disposition de l'Etat sont insuffisantes pour assurer l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. En effet, le pays reste confronté à un certain nombre de contraintes structurelles pour lesquelles il existe des solutions. L'Etat devra en priorité établir / renforcer une relation de confiance avec les populations, le secteur privé et ses PTF en menant des réformes visant l'efficacité et la transparence.



7. Analyse multidimensionnelle des risques inhérents à la mise en œuvre des ODD

Les efforts déployés par les autorités dans la mise en œuvre des ODD, des engagements internationaux et régionaux en matière des droits humains tout en ne laissant personne pour compte font face à des difficultés et des risques. Les principaux étant i) la volatilité de la situation sécuritaire due à la résurgence des conflits ; ii) une faible gouvernance politique et économique, et ; iii) une faible résilience aux chocs naturels (changements climatiques, inondations) et sanitaires (COVID-19) et la résistance au changement face à l'égalité des sexes.

7.1. Volatilité de la situation sécuritaire due à la résurgence des conflits

La République centrafricaine est un pays très fragile qui est plongée depuis 1979 dans un cycle d'instabilité politique et de violences qui ont fragilisé le paysage politique et social et rendu difficiles les efforts entrepris par les différentes autorités pour mettre le pays sur le chemin de la croissance et de développement durable.

Face aux risques de déstabilisation des institutions républicaines par la CPC, les autorités nationales ont (ré)activé la coopération militaire avec certains partenaires bilatéraux. La riposte des forces nationales, appuyées par les forces alliées et la MINUSCA, a permis de repousser les attaques de la CPC. Malgré cela, les violences et l'insécurité préjudiciables à la stabilité ont exacerbé la crise humanitaire, la situation économique et ont affecté la mobilisation des ressources intérieures nécessaires au financement des ODD.

La récurrence des crises en RCA se justifie notamment par des sentiments d'exclusion d'une partie de la population et d'injustice, le népotisme, la mauvaise gestion des ressources naturelles, les inégalités entre les principales villes du pays. Récemment, le non-respect des différents accords de paix par les protagonistes, les tensions intercommunautaires, la fracture sociale et la crise

électorale, ont été à la base de la résurgence des conflits. Ainsi, les autorités nationales ont annoncé en mars 2021 la tenue prochaine d'un dialogue dit républicain pour tenter de trouver des réponses aux différentes causes de cette crise en vue de réconcilier les Centrafricains. Mais des désaccords sont encore constatés d'une part, autour de la représentativité de l'opposition et de la société civile au sein du Comité d'organisation dudit dialogue mis en place le 1er septembre 2021 et, d'autre part, sur la participation des groupes armés à ce dialogue, y compris ceux de la CPC.

Lors du 3^{ème} mini-sommet de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), tenue à Lunda le 16 septembre 2021, et, dans le cadre de la Feuille de route commune pour la paix, il a été proposé au gouvernement de la RCA de déclarer un cessez-le-feu afin d'ouvrir la voie à la paix dans ce pays. Ce cessez-le-feu a effectivement été déclaré le 15 octobre 2021 par le Chef de l'Etat, et salué le lendemain par le Secrétaire général des Nations Unies qui, en outre, a appelé toutes les autres parties à « immédiatement respecter ce cessez-le-feu et à renouveler leurs efforts pour faire avancer la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation signé en 2019 ».

Toutes ces mesures sont de nature à apporter des réponses aux différentes causes des conflits et de la volatilité de la situation sécuritaire que si toutes les parties (Gouvernement et alliés, Groupes armés, communauté internationale) ont la ferme volonté politique de les respecter et, surtout, de respecter les différents engagements pris dans le cadre de l'APPR signé le 6 février 2016. La stabilité politique et sociale qui en découlera permettra la reprise des activités et de la croissance, et permettra au pays d'accroître ses capacités de mobilisation de ressources nécessaires au financement du développement et à l'accélération de la marche du pays vers l'atteinte des ODD et les

engagements internationaux et régionaux en matière des droits humains.

7.2. Faible gouvernance politique et économique

Les problèmes de la gouvernance sont liés, sur le plan politique, à la fragilité de l'Etat en dépit des efforts déployés par le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires et, sur le plan économique, à la baisse du niveau d'activités et aux difficultés de mobilisation de ressources intérieures et extérieures nécessaires pour financer le développement.

Sur le plan politique, les efforts déployés par les autorités nationales avec l'appui de ses alliés bilatéraux et la MINSUCA pour libérer les zones occupées ont été accompagnés par le renforcement de la présence de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre du programme RESA. Si cette stratégie devrait être renforcée par le dialogue républicain censé faire taire définitivement les armes, accélérer la mise en œuvre du programme DDRR, renforcer la réconciliation nationale et la reprise des activités, et donc de la croissance économique dans le pays, sa préparation divise davantage la classe politique et fragilise ainsi la situation politique. La fragilité du climat politique crée une situation d'incertitude qui ne pourra que décourager les investisseurs nationaux et étrangers et, au-delà, déprimer la croissance et les capacités de mobilisation des ressources de l'Etat.

Sur le plan économique et social, le pays devrait rentrer en récession en 2021, selon les prévisions de la Banque mondiale en raison de la résurgence du conflit de l'impact socioéconomique de la COVID-19 avec notamment l'amplification de la faiblesse des capacités de l'Etat à pouvoir assainir la situation économique et financière et à mobiliser les ressources intérieures. Cette situation, ajoutée au choix politique des autorités nationales qui a consisté à faire appel aux forces alliées bilatérales en plus des forces internationales dans le cadre de la gestion du conflit en cours ont refroidi la coopération avec

certaines partenaires traditionnels du pays qui, pour certains, ont suspendu les aides budgétaires et le programme Facilité élargie de crédit (FEC) et son remplacement par un programme de référence sans appui financier conséquent et, pour d'autres, ont retardé les décaissements prévus dans le cadre de leurs différents programmes d'appui au financement du développement du pays.

Il apparaît clairement que la combinaison des problèmes politiques, sécuritaires et économiques fait ressortir des effets néfastes sur la situation socioéconomique et budgétaire, ce qui affecte de façon profonde les capacités nationales à pouvoir mobiliser les ressources nécessaires pour le financement du développement, ce qui réduit davantage les chances d'atteinte des ODD et autres engagements internationaux et régionaux en matière des droits de l'homme.

7.3. Faible résilience aux chocs et résistance aux changements

Selon le rapport VNR de 2019, les changements climatiques, en particulier la sécheresse et les inondations, ont des effets néfastes sur les secteurs productifs du pays et le niveau de vie des populations. Ainsi, plusieurs secteurs prioritaires sont ainsi rendus vulnérables et entamés par : (i) une baisse de la production agricole et halieutique occasionnant un renchérissement des prix sur les marchés domestiques ; (ii) des difficultés d'approvisionnement en eau potable ; (iii) les difficultés de fourniture d'électricité de façon régulière ; (iv) une recrudescence des maladies d'origine hydrique, la dégradation de la situation humanitaire avec la destruction de nombreuses maisons d'habitation, etc.

Face à cette situation, toujours selon ce rapport, les autorités ont pris des mesures pour préserver l'environnement et les ressources naturelles. Ces mesures visent essentiellement à renforcer le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour renforcer la lutte contre les changements climatiques et l'atténuation de ses effets sur les secteurs productifs et le niveau de vie des

populations. Ces mesures, ajoutées aux différentes actions des ONG et associations communautaires impliquées dans la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles, concourent à la vision du pays concernant les changements climatiques qui stipule : « D'ici à 2030, la RCA s'insère dans une dynamique de développement socioéconomique soutenue, équitable et durable car intégrant les défis des changements climatiques dans l'ensemble des secteurs sociaux et productifs, ce qui permettra une amélioration du bien-être général de sa population ».

Du point de vue de l'égalité des sexes, on note une résistance au changement malgré la Loi instituant la parité entre l'homme et la femme en RCA promulguée en 2016. Le rapport sur le profil genre 2021 réalisé par le PNUD et ONU Femmes a en effet révélé que l'ampleur de la survenance des incidents de VBG est en nette croissance dans le pays d'une année à l'autre. Car, il y a une augmentation des cas de 43% entre 2017 et 2018, 49% entre 2018 et 2019, et une diminution de 25,3% entre 2019 et 2020.

Au niveau de la participation des femmes dans les instances de prise de décision, le pourcentage de




femmes cheffes de département ministériel s'élève seulement à 17,4%, celui de femmes préfets à 12,5% (2 femmes sur 16 Préfets), 19% au sein des Forces de Sécurité Intérieures ; quotas très éloignés du minimum de 35% prévu par la Loi sur la parité.








Au niveau de l'accès aux infrastructures de télécommunication, le rapport de profil genre de l'ONU Femmes et PNUD indique que 20,6% des femmes centrafricaines âgées de 15-49 ans possédaient un téléphone portable contre 36,9% des hommes en 2019. Bien qu'encourageant, cette performance est largement en deçà du taux de possession du téléphone portable par les femmes dans le monde qui est de 80%.

Ces situations de résistance au changement devraient interpeler davantage les autorités à redoubler d'efforts dans la mesure où les femmes qui représentent jusqu'à 80% de la population dans certaines régions, sont exposées aux violences en raison des us et coutumes. Cette situation, si elle s'inscrit dans le long terme, est susceptible de priver la contribution importante des femmes (52% de la population nationale) aux efforts de développement et ralenti ainsi la marche du pays vers l'atteinte des ODD.



Ce tableau résume les risques multidimensionnels par ODD et les potentiels mesures de mitigation :

ODD	Risque	Description	Probabilité	Mesures de mitigation
Risques sécuritaires				
<div>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</div> <div></div>	Sécuritaire	La reprise de la violence dans le pays, avec un phénomène nouveau de pose de mines/restes explosifs, entrave le déplacement des biens et des personnes dans certaines zones du pays (Nord-Ouest) : Les activités sont arrêtées et l'économie est au ralentie	Elevée	Renforcer les opérations de déminages entamées par les Nations Unies Renforcer les capacités techniques des FSI en matière de déminage Délimiter les zones minées et les éviter Sensibiliser les populations sur les effets des mines
		Situation sécuritaire instable dans certains pays frontaliers au Tchad et Soudan du Sud, Cameroun	Elevée	Plaidoyer pour le renforcement de la coopération sous-régionale en matière de défense et sécurité : sécurisation des frontières communes par chaque Etat impliqué, Renforcement de la coordination et préparation aux urgences.
		Insécurité due à la transhumance transfrontalière	Elevée	Renforcement de la coopération avec les Etats voisins concernés par la transhumance transfrontalière en vue de renforcer et contrôler les mouvements des transhumants. Mise en place d'un mécanisme de médiation impliquant les autorités locales transfrontalières en vue de prévenir et régler les conflits liés à la transhumance transfrontalière.
Risques Politique et Gouvernance				
<div>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</div> <div></div>	Politique	Désaccords sur les questions de résolution pacifique du conflit post électoral dans le cadre du dialogue républicain envisagée	Elevée	Plaidoyers pour que tous les acteurs impliqués participent audit dialogue
<div>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</div> <div></div>		Problème de gouvernance, y compris corruption et faiblesse dans la mise en œuvre des réformes économiques et financières	Moyenne	Renforcement des capacités nationales en matière de gouvernance et de la lutte contre la corruption

  	Gouvernance	Récession économique en 2021 même s'il y a une perspective de reprise économique (qui demeure assujettie à la situation sociopolitique et l'insécurité)	Moyenne	
		Attentisme des bailleurs de fonds (Suspension d'une partie d'appuis budgétaires, reports de décaissements, suspension du programme FEC avec le FMI, etc.)	Elevée	Plaidoyers auprès des autorités nationales en vue (i) de poursuivre les réformes économiques et financières nécessaires pour la reprise du programme FEC avec le FMI, (ii) d'organiser un dialogue inclusif censé renforcer la cohésion sociale ; (iii) restaurer la confiance et la coopération avec les Bailleurs de fonds.
		Faiblesse du Capital humain	Faible	Renforcer les différents programmes de formations techniques et de réinsertion des jeunes
Risques liés au Changement climatique, santé et genre				
	Santé	Le développement des variant de la COVID-19, y compris le nouveau variant omicron dans certains pays risque de toucher la RCA et limiter ainsi les capacités opérationnelles du SNU	Moyenne	Renforcer les capacités nationales en matière de lutte contre la COVID-19, notamment en ce qui concerne la vaccination des différentes couches de la population en générale, celle des personnes à risque en particulier. Renforcer les mesures de préventions contre la COVID-19 au sein du SNU.
 	Changement climatique	Des catastrophes naturelles liées aux changements climatiques provoquent des sécheresses, des inondations et rendent impraticables les routes et pistes rurales, rendant ainsi difficile la fourniture des différents appuis aux populations rurales qui en sont dans les besoins	Moyenne	Mettre en place un cadre institutionnel de nature à renforcer le mécanisme de coordination et à améliorer la préparation et la mise en œuvre des réponses aux catastrophes et aux urgences. Plaidoyers auprès des autorités nationales en vue de réhabiliter certaines routes et pistes rurales Renforcer l'éveil communautaire autour des travaux d'entretiens périodiques des routes et pistes rurales
	Genre	Résistance au changement face à l'égalité des sexes	Elevée	Renforcer les sensibilisations au sein des communautés cibles Mettre en œuvre les recommandations issues des différentes analyses sur le genre et les droits humains produites par le SNU en RCA.

Conclusions : principaux défis et opportunités pour la mise en œuvre des ODD

L'ACP, qui vise à évaluer la situation de la RCA en matière de développement et de mise en œuvre des ODD, est entreprise dans le cadre de l'élaboration de l'UNSDCF 2023-2027. Pour son élaboration, le SNU s'est appuyé sur une combinaison d'expertises et d'analyses à la fois internes au SNU et externes avec des consultations sur le terrain (avec les institutions nationales et d'autres parties prenantes).

Elle a révélé que des efforts significatifs ont été réalisés aussi bien par les autorités nationales que par la communauté internationale dans la stabilisation du pays et l'atteinte des ODD. Et ce, grâce à la mise en œuvre satisfaisante des programmes économiques avec les IFIs et l'Union européenne, de l'UNDAF+ et du RCPCA. Des résultats encourageants ont été obtenus en matière de stabilisation et de renforcement des capacités des institutions républicaines, de signature de l'APPR, d'amélioration progressive du statut de la femme, de sécurité et de rétablissement de la confiance et du vivre ensemble entre les communautés, de réconciliation nationale, de cohésion sociale et de délivrance des services publics de base à la population ainsi que de relèvement progressif de l'économie.

Toutefois, ces acquis sont non seulement précaires mais se trouvent en deçà des besoins énormes du pays. Car, à ce jour, les tractations pour la tenue effective du dialogue républicain sont toujours perceptibles, l'organisation des élections locales est retardée, les crimes perpétrés par les groupes armés et ceux liés aux opérations des FACA appuyés par les forces alliées bilatérales se poursuivent, la corruption et l'impunité persistent, les tensions militaires sont apparues aux frontières avec le Tchad, les appuis budgétaires sont suspendus et le niveau des ressources intérieures a sensiblement baissé à cause de la pandémie de la COVID-19 et du contexte sécuritaire volatile et imprévisible.

Ainsi, l'ACP fait état d'une tendance contrastée dans l'atteinte des ODD et des priorités nationales alors qu'il est important de créer un environnement propice au développement durable. Les enjeux et défis à relever sont énormes et urgents pour un pays qui a subi et continue de subir les conséquences des différentes crises politiques, sécuritaires, sanitaires, économiques et environnementales.

Principaux défis

L'ACP ouvre des grands chantiers de changement et d'innovation en matière de développement durable qui seront affinés dans le cadre de l'élaboration de l'UNSDCF. Elle fait ressortir les défis suivants :

- Sécurité, consolidation de la paix et réconciliation nationale ;
- Fourniture durable et équitable des services sociaux de base aux populations ;
- Renforcement des capacités nationales, régionales et communautaires en matière de gouvernance incluant le numérique ;
- Promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des filles/femmes ;
- Transformation économique durable axée sur la diversification, la modernisation du système productif respectueux de l'environnement, l'innovation, la digitalisation et le renforcement du capital humain ;
- Renforcement du climat des affaires et promotion des unités productives formelles ;
- Renforcement et élargissement de la protection sociale à toute la population, particulièrement aux plus vulnérables.

En outre, les défis transversaux suivants ne doivent pas être perdus de vue :

- Renforcer la gouvernance politique et économique ;
- Renforcer le respect des droits humains ;
- Favoriser l'autonomisation des femmes et

des jeunes ;

- Renforcer le système national des statistiques à travers la production, centralisation, diffusion et utilisation des données économiques et sociales ;
- Renforcer et pérenniser les acquis du nexus humanitaire, développement, paix ;
- Favoriser l'inclusion de la digitalisation dans les procédures et processus de fournitures des services à la population.

Le SNU soutient l'atteinte des ODD tout en appuyant les priorités nationales telles que définies par le Chef de l'Etat lors de son discours d'investiture prononcé le 30 mars 2021 :

- Axe 1 : Œuvrer pour une société plus inclusive en améliorant les relations entre les individus et les relations entre les individus et nos institutions ;
- Axe 2 : Construire une économie plus ouverte à la concurrence, qui encourage l'innovation et l'investissement, favorise l'activité économique et le commerce et facilite la croissance inclusive ;
- Axe 3 : Améliorer les capacités des populations pour qu'elles soient en mesure, par l'autonomie et l'autodétermination, de générer de la prospérité pour notre pays.

Compte tenu de ses avantages comparatifs, le SNU peut avoir un impact significatif pour relever les défis suivants :

- Sécurité, consolidation de la paix et réconciliation nationale ;
- Fourniture durable et équitable des services sociaux de base aux populations ;
- Renforcement et élargissement de la protection sociale à toute la population, particulièrement aux plus vulnérables.
- Renforcement des capacités nationales, régionales et communautaires en matière de gouvernance ;
- Promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des filles/femmes.

En outre, les défis transversaux suivants offrent également des opportunités d'intervention du

SNU :

- Renforcer le respect des droits humains ;
- Favoriser l'autonomisation des femmes et des jeunes ;
- Renforcer le système national des statistiques à travers la production, centralisation, diffusion et utilisation des données économiques et sociales.

L'ACP n'a pas vocation à établir les priorités de l'UNSDCF. Informées par l'ACP et les leçons apprises de l'évaluation de l'UNDAF+, elles feront l'objet de discussion avec la partie nationale dans l'exercice de priorisation de l'UNSDCF.

Défis liés à la mobilisation des ressources

Les ressources internes et externes à la disposition de l'Etat sont insuffisantes pour assurer l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. En effet, le pays reste confronté à un certain nombre de contraintes structurelles pour lesquelles des solutions peuvent être trouvées. L'Etat devra en priorité établir/renforcer une relation de confiance avec les populations, le secteur privé et ses PTF en menant des réformes visant l'efficacité et la transparence.

Les contraintes qui limitent la mobilisation des ressources sont, entre autres :

- Volatilité de la situation sécuritaire due à la résurgence/persistance des conflits (désaccords sur les questions de résolution pacifique du conflit post-électoral dans le cadre du dialogue politique envisagé...) ;
- Faiblesse dans la mise en œuvre des réformes économiques et financières par le Gouvernement ;
- Faiblesse du partenariat Public-Privé (faiblesse du secteur privé formel qui ne constitue que 1% des acteurs économiques) ;
- Code des investissements non attractifs ;
- Mauvaise organisation du marché sous régional (CEMAC) qui ne prend pas en compte les avantages comparatifs de chaque pays membre ;

- Insuffisance des voies de desserte du pays et dégradation de la principale voie d'approvisionnement du pays (corridor Bangui-Garou-Boulai) ;
- Étroitesse de l'assiette fiscale en RCA en raison de l'étroitesse du marché national ;
- Inexistence d'un cadre formel pour la collecte de l'épargne de la diaspora et inexistence de produits financiers adaptés à cette population.
- Se positionner sur l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en vue de renforcer l'intégration régionale, la transformation économique, le renforcement des secteurs productifs et la réduction de la pauvreté dans le pays.

Les opportunités

Il existe des opportunités importantes à saisir par le SNU selon son mandat et ses avantages comparatifs dans la mise en œuvre des ODD. Parmi ces opportunités, il y a :

- Optimiser l'avantage comparatif du SNU pour renforcer le soutien en matière de l'accès aux services sociaux de base et l'autonomisation économique durable, y compris la protection de l'environnement ;
- Renforcer la coopération bilatérale et multilatérale notamment dans le cadre la lutte contre la COVID-19 ;

Nonobstant les limites liées essentiellement à l'indisponibilité de certaines données, les principaux défis et opportunités identifiés dans le cadre de la présente ACP serviront de base pour l'exercice d'identification des priorités de l'UNSDCF. Alignées sur les priorités nationales, elles permettront ainsi au SNU de contribuer à l'atteinte des ODD tout en continuant à travailler pour l'amélioration des conditions de vie des Centrafricain-e-s.

Source : MINUSCA



Annexes

Notes thématiques des groupes de travail

- Annexe 1 : Groupe 1 - Aperçu des populations laissées pour compte
- Annexe 2 : Groupe 2 - Analyse du développement social et de l'exclusion
- Annexe 3 : Groupe 3 - Analyse de la transformation économique
- Annexe 4 : Groupe 4 - Changement climatique
- Annexe 5 : Groupe 5 - Gouvernance et analyse politique
- Annexe 6 : Groupe 6 - Analyse multidimensionnelle des risques liés aux ODD
- Annexe 7 : Groupe 7 - Prévention et liens entre HDP
- Annexe 8 : Groupe 8 - Vision et plans nationaux et ODD
- Annexe 9 : Groupe 9 - Analyse du paysage financier
- Annexe 10 : Groupe 10 - Analyse des parties prenantes et partenariats
- Annexe 11 : Groupe 11 - Analyse des conflits

Autres documents de référence consultés

- Annexe 12 : Rapport de consultation du terrain
- Annexe 13 : Humanitarian Needs Overview – OCHA
- Annexe 14 : La protection sociale en RCA – UNICEF
- Annexe 15 : Note analytique sur la transhumance – FAO et OIM
- Annexe 16 : Cahiers économiques de la République Centrafricaine – Banque Mondiale
- Annexe 17 : Profil Genre de la RCA – ONU Femmes et PNUD
- Annexe 18 : Rapport National Volontaire 2019
- Annexe 19 : Evaluation de l'impact socio-économique de la Covid-19
- Annexe 20 : Rapport MICS 6



NATIONS UNIES
République centrafricaine



Nations unies - République centrafricaine

PK4 av. B. Boganda
PO box 3338, Bangui, RCA

Suivez-nous sur :

Twitter : @RcaUnct

Site web : republiquecentrafricaine.un.org